

Bilan économique et social 2011



SYNTHÈSE SUMMARY

L'économie calédonienne n'a pas fléchi en 2011

The New Caledonian economy hasn't declined in 2011

Un contexte international
plutôt fragilisant

An international context
rather weakening

Une demande intérieure
favorable

A favorable domestic
demand

Mais l'inquiétude pointe

But anxiety appears

Malgré les vents contraires de la conjoncture internationale, l'économie calédonienne résiste en 2011. La demande intérieure est robuste même si certaines inquiétudes se font jour.

Le contexte international n'est pas favorable. La reprise mondiale entrevue en 2010 ne s'est pas confirmée. Elle a notamment été freinée par la hausse des cours mondiaux des matières premières agricoles et énergétiques. Cette inflation importée ainsi que la dépréciation du F.CFP vis-à-vis des dollars australien et néo-zélandais se répercutent sur le niveau des prix en Nouvelle-Calédonie.

La crise de la dette au sein de la zone euro contraint la France à resserrer sa politique budgétaire. Les dispositifs de défiscalisation outre-mer deviennent plus restrictifs, impactant l'économie calédonienne, en particulier le secteur du BTP.

Néanmoins, l'environnement international a eu aussi des effets positifs sur l'économie calédonienne. Le secteur du nickel a encore bénéficié de cours mondiaux élevés, soutenus par la demande des pays en développement. En outre, le tourisme est reparti à la hausse après plusieurs années d'atonie.

Ainsi, le nickel et le tourisme ont été deux puissants moteurs de l'économie en 2011. La montée en puissance de l'usine du Sud et la construction de l'usine du Nord ont stimulé l'activité directe et indirecte, notamment dans le BTP. Le nickel est à l'origine à la fois de la poussée d'exportations mais aussi de l'envol des importations. Au total, le déséquilibre du commerce extérieur s'est encore accentué. Le tourisme a également connu une belle année 2011. Portée à la fois par l'embellie du tourisme international mais aussi par des événements ponctuels (Jeux du Pacifique et visite présidentielle), l'activité touristique a rebondi.

Ce contexte a été favorable à la création d'entreprises, à l'investissement mais également à l'emploi qui progresse vigoureusement. Cette dynamique conjuguée à la hausse des rémunérations (notamment liée à la revalorisation du SMG) ont soutenu la consommation des ménages.

Pour autant, certains signaux invitent à la prudence. La consommation des ménages reste fragilisée par le niveau des prix. Cette problématique a constitué une préoccupation sociale majeure en 2011. Toutefois, la consommation des ménages devrait bénéficier d'une dynamique de l'emploi encore favorable, quoi qu'en soit le ralentissement début 2012. En outre, l'année a commencé avec une nouvelle revalorisation du SMG et des salaires conventionnels, l'entrée en vigueur du Minimum Vieillesse et du Complément Retraite de Solidarité ainsi que l'instauration d'une aide à la continuité pays pour les résidents des îles Loyauté.

Par ailleurs, la confiance des chefs d'entreprises s'est détériorée en fin d'année, reflétant la dégradation de leurs anticipations. Pour autant, le lancement de nouveaux investissements publics tels que le Médipôle, devraient relancer l'activité des entreprises.

In spite of the head winds of the international situation, the New Caledonian economy resists in 2011. The domestic demand is strong even though some anxieties appear.

The international context isn't favorable. The world resumption glimpsed in 2010 did not confirm itself. It was notably slowed down by the increase of world prices of the agricultural and energy raw materials. This imported inflation as well as the depreciation of the F.CFP towards the Australian and New Zealand dollars echo on the level of the prices in New Caledonia.

The debt crisis within the Eurozone forces France to tighten its budgetary policy. The devices of tax exemption overseas become more restrictive, impacting on the New Caledonian economy, in particular on the Construction sector.

Nevertheless, the international environment also had positive effects on the New Caledonian economy. The nickel sector has still benefited from high world prices, supported by the demand of developing countries. Besides, tourism went up again after several sluggish years.

So, nickel and tourism have been two powerful engines of the economy in 2011. The ramp up of the South plant and the construction of the North plant have stimulated the direct and indirect activity, in particular in the Construction sector. Nickel is at the origin of the increase of exports and also imports. All in all, the trade balance has deteriorated. Tourism has also had a good year in 2011. Carried at the same time by the bright upturn of the international tourism and also by one-off events (Pacific Games and presidential visit), tourist activity has bounced.

This context has been favorable for new business start-up, for investment but also for employment which progresses strongly. This movement combined with the increase of salaries (in particular connected to the appreciation of the Guaranteed minimum wage) supported the household consumption.

However, certain signals invite cautiousness. The household consumption remains weakened by the level of prices. This problem has established a major social concern in 2011. However, the household consumption should benefit from a dynamic of a still favorable employment, albeit a slowing down at the beginning of 2012. Besides, the year has begun with a new appreciation of the Guaranteed minimum wage and the conventional salaries, the coming into force of the Basic old age pension and the Complement Pensions of Solidarity as well as the institution of an allocation for domestic travel for the residents of the Loyalty islands.

Furthermore, the confidence of the business managers has deteriorated at the end of the year, reflecting the degradation of their anticipations. However, the launch of new public investments such as Medipole, should boost the activity of companies.

FAITS MARQUANTS 2011

Janvier

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 138,0 F.CFP ; prix du litre de gazole : 112,1 F.CFP.
• SMG : revalorisation du SMG à 140 000 F.CFP et du SMAG à 119 000 F.CFP pour 169 heures par mois.
- 14 • La dépression tropicale forte Vania touche la Nouvelle-Calédonie.
- 17 • Transport maritime : l'Aremiti 4 ne dessert plus l'île des Pins.

Février

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 141,0 F.CFP ; prix du litre de gazole : 115,1 F.CFP.
• Entrée en vigueur de la réforme des allocations familiales de solidarité.
- 6 au 13 • Séjour en Nouvelle-Calédonie de James Anaya, rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones.
- 17 • Chute du gouvernement de Philippe Gomès.
- 28 au 4 mars • Coopération : tenue en Nouvelle-Calédonie du forum annuel des pays et territoire d'outre-mer pour évoquer les relations entre l'Union européenne et les PTOM à partir de 2013. Marie-Luce Penchard, ministre de l'outre-mer, et Maurice Ponga, député européen calédonien, sont présents pour cette occasion.

Mars

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 148,4 F.CFP ; prix du litre de gazole : 120,7 F.CFP.
- 29 • Commerce extérieur : adoption par le gouvernement d'un arrêté suspendant les importations principalement alimentaires du Japon. En effet, suite au séisme et au tsunami qui ont frappé le pays le 11 mars, le Japon doit faire face à un risque nucléaire.

Avril

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 151,7 F.CFP ; prix du litre de gazole : 125,2 F.CFP.
• Congrès : Rock Wamytan remplace Harold Martin à la tête du congrès.
- 19 • Salaires : signature entre le gouvernement et les principales organisations patronales et syndicales d'accords de branche, aboutissant à des augmentations de salaires dans les secteurs du bâtiment, du tourisme, des transports routiers, de l'industrie, du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration, de la boulangerie-pâtisserie et des établissements accueillant des personnes âgées.

Mai

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 152,7 F.CFP ; prix du litre de gazole : 123,4 F.CFP.
• Nickel : Peter Hancock succède à Denis Lachance à la présidence de Koniambo Nickel SAS.
- 17 au 19 • Vie chère : marches contre la vie chère, à l'initiative d'une intersyndicale, à Nouméa, à Koné et à Lifou.
- 22 • Nickel : Murilo Pinto de Oliveira Ferreira remplace Roger Agnelli à la direction générale de Vale SA.

Juin

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 151,8 F.CFP ; prix du litre de gazole : 129,2 F.CFP.
- 10 • Gouvernement : après la chute du gouvernement Gomès, Harold Martin est élu président du gouvernement, après trois élections provisoires les 3 et 17 mars et 1^{er} avril.
- 22 • Transport maritime : le Bético 2 reprend ses rotations vers les îles Loyauté et l'île des Pins, suspendues depuis le 7 avril suite à la révision technique du navire.
- 29 • Adoption par l'Assemblée Nationale du projet de loi modifiant l'article 121 de la loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 pour instaurer une stabilité institutionnelle en Nouvelle-Calédonie. Ce texte prévoit un délai de 18 mois après son élection pendant lequel le gouvernement ne peut pas être démissionnaire du fait d'une minorité de ses membres.

Juillet

1 ^{er}	• Prix du litre d'essence : 156,1 F.CFP ; prix du litre de gazole : 133,0 F.CFP.
8	• Comité des signataires : tenue à Matignon du comité des signataires portant notamment sur les discussions d'avenir, le bilan de l'accord, les transferts de compétences.
12	• Transport aérien : mise en place par Aircalin d'une rotation supplémentaire en direction de Sydney.
14	• Politique : création du Mouvement républicain calédonien (MRC), nouveau parti politique non indépendantiste.
22	• Transport aérien : début d'une période de contestation autour de la nouvelle tarification prévue par Aircal.

Août

1 ^{er}	• Prix de l'essence : 157,50 F.CFP ; prix du gazole : 130,30 F.CFP. • Le prix de la bouteille de gaz T13 passe de 2 620 à 2 770 F.CFP.
2	• Transport maritime : signature d'un protocole d'accord entre la province des îles Loyauté et Promosud pour racheter le Bético 2.
6	• Société : conflits à Maré.
16	• Télécommunications : mise en service de la 3G.
19	• Congrès : suite à l'annulation, par le Conseil d'État, le 19 juillet, de l'élection de Rock Wamytan à la tête du congrès, le congrès se réunit pour réélire Rock Wamytan à la présidence.
26 au 28	• Visite présidentielle : le président Nicolas Sarkozy est en visite pour trois jours, accompagné de Chantal Jouanno, ministre des sports, et de Marie-Luce Penchard, ministre de l'outre-mer. Il prononce notamment un discours lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux du Pacifique.
27 au 10 sept.	• Sport : tenue en Nouvelle-Calédonie des 14 ^e Jeux du Pacifique.
29	• Habitat : signature entre l'État français et la province Sud d'un accord pour restructurer l'habitat spontané.
30	• Nickel : la SMSP et POSCO décident de procéder à l'extension des capacités de production de ferronickels de l'usine de Gwangyang, pour une mise en opération en 2014.

Septembre

1 ^{er}	• Prix de l'essence : 157,20 F.CFP ; prix du gazole : 130,30 F.CFP. • Vie chère : vote par le congrès de la délibération instituant la création d'une commission spéciale pour l'élaboration et le suivi d'accords économiques et sociaux. • Fiscalité : vote par le congrès d'une délibération relative à la réforme globale de la fiscalité.
7 et 8	• Coopération : le président du gouvernement Harold Martin et une délégation du gouvernement participent au 42 ^e sommet des chefs d'État du Forum des îles du Pacifique, en Nouvelle-Zélande.
19	• Nickel : le chargement des minéraliers de la SMSP, pour approvisionner Gwangyang, reprend sur le site de Téoudié (NMC), après avoir été interrompu depuis fin août.
26	• Elections sénatoriales : Pierre Frogier et Hillarion Vendegou sont élus sénateurs.
29	• Vie chère : vote par le congrès d'une délibération relative à la révision du prix des loyers des locaux à usage d'habitation.

Octobre

1 ^{er}	• Prix du litre d'essence : 157,70 F.CFP ; prix du litre de gazole : 130,6 F.CFP.
6	• Tenue du premier comité de réflexion sur les "perspectives institutionnelles de la Nouvelle-Calédonie", composé des principales formations politiques du pays.
12	• Vie chère : signature entre le gouvernement et l'intersyndicale d'un préambule anti-vie chère qui fixe les grandes lignes des actions à venir dans divers domaines (régulation économique, fiscalité, transports, logement, énergie, autorité de la concurrence, emploi et salaires et protection sociale).

Novembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 158,30 F.CFP ; prix du litre de gazole : 130,6 F.CFP.
- 9 • Transport aérien : signature entre les collectifs des usagers, le gouvernement, la province et le Sénat coutumier d'un protocole de fin de conflit et d'instauration d'un processus de suivi. Suite aux grèves contre la nouvelle grille tarifaire de Air Calédonie en juillet, et les conflits ouverts du 6 août à Maré, des tarifs préférentiels seront appliqués à partir du 1^{er} janvier en faveur des résidents des îles et du Nord et pour les bénéficiaires de l'aide médicale gratuite, dans la limite de huit allers-retours par an par personne.
- 29 • Santé : adoption par le gouvernement d'un avant-projet de loi du pays relatif à la prise en charge des médicaments.
• Transfert de compétences : adoption par le gouvernement de deux projets de loi du pays portant sur le transfert du droit civil et commercial au 1^{er} juillet 2013 et sur le transfert de la sécurité civile au 1^{er} janvier 2014.

Décembre

- 1^{er} • Prix du litre d'essence : 156,80 F.CFP ; prix du litre de gazole : 128,20 F.CFP.
- 7 • Retraite : adoption par le gouvernement d'un avant-projet de loi du pays portant diverses mesures en matière de retraites, qui concernent les fonctionnaires d'État devenus territoriaux.
- 10 • Emploi local : adoption par le congrès de la délibération n°156 du 10 décembre 2011 relative à la protection, au soutien et à la promotion de l'emploi local. Elle organise notamment la commission paritaire de l'emploi local.
- 14 • Fiscalité : adoption par le gouvernement du projet de loi du pays portant institution d'une taxe générale sur les activités au 1^{er} janvier 2013.
- 16 • Emploi local : adoption par les organisations salariales et patronales d'une classification des métiers, selon en différents degrés de protection, en fonction de la difficulté à effectuer des recrutements locaux.
- 20 • Électricité : adoption par le gouvernement d'un projet de réforme du système électrique, pour doter la Nouvelle-Calédonie d'un cadre réglementaire adapté aux enjeux énergétiques.
• Transport aérien : le gouvernement institue une aide à la continuité territoriale afin de faciliter les déplacements des résidents des îles Loyauté, de l'île des Pins et de l'île de Belep, entre ces îles et la Grande-Terre.
• Retraite : adoption par le gouvernement d'un arrêté portant sur la revalorisation des prestations du complément retraite de solidarité.
- 28 • Publication de la loi du pays n°2011-7 du 28 décembre 2011 portant modification du complément retraite de solidarité et de l'aide sociale aux personnes âgées.

CONJONCTURE MONDIALE

Reprise contrariée en 2011

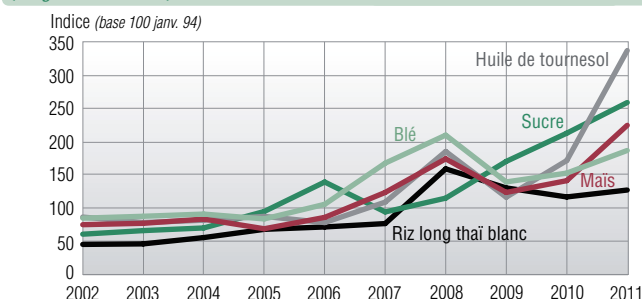
En 2011, la croissance mondiale est inférieure à celle de 2010. Les prix des matières premières s'envolent. Les économies des pays avancés, confrontées à des difficultés financières, fléchissent. La crise de la zone euro pourrait emporter l'économie mondiale en 2012.

Après la récession de 2009, l'économie mondiale, repartie à la hausse en 2010 (+4,9%), ralentit en 2011 (+3,8%). Les perspectives de croissance en 2011 ont finalement été contrariées par la hausse des cours des matières premières agricoles et énergétiques (hausse de la demande des pays émergents, émeutes au Moyen-Orient...), des tensions sur la chaîne d'approvisionnement industriel (tsunami au Japon, inondations en Thaïlande), un chômage élevé et une crise de la dette et des déficits publics dans les pays avancés, phénomènes auxquels s'ajoute un commerce mondial atone. Ce contexte a contraint les autorités publiques à adopter des politiques monétaires et budgétaires plus restrictives, affectant d'autant plus l'activité économique internationale. La croissance économique mondiale 2011 reste tirée par celle des pays émergents (+9,2% en Chine, contre +1,9% dans les pays de l'OCDE). En fin d'année, la zone euro est touchée par une crise de confiance qui fait douter de la viabilité de la monnaie unique.

Les cours des matières premières explosent

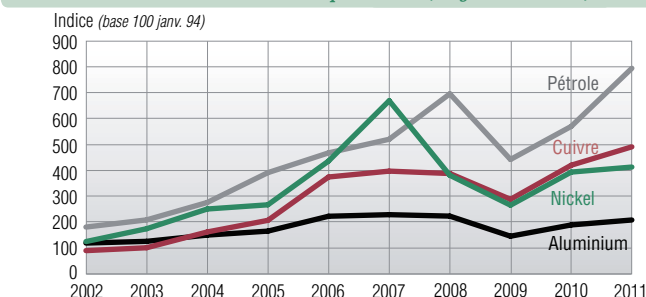
Les prix des matières premières agricoles augmentent : les besoins ont bondi avec l'accroissement de la population mondiale, l'apparition d'une demande en biocarburants et la raréfaction des terres agricoles, consécutive à l'urbanisation. La production agricole a par ailleurs été affectée par les événements climatiques survenus dans les pays d'Asie du Sud Est et la hausse des cours du pétrole. La spéculation sur les marchés, renforcée par la hausse de la demande en provenance des pays émergents (Chine et Inde) ont poussé les cours des matiè-

Évolution des cours de certaines matières premières agricoles (moyenne annuelle)



Source : INSEE

Évolution des cours des matières premières (moyenne annuelle)



Source : INSEE

res premières agricoles et énergétiques à la hausse. Les cours du pétrole ont été affectés par les ruptures d'approvisionnement en Libye et les baisses de production dans plusieurs autres pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Toutefois, depuis septembre 2011, le fléchissement de la demande mondiale a freiné l'inflation : les prix des produits de base sont redescendus à un niveau inférieur à ceux de fin 2010. Seuls les cours du pétrole continuent d'augmenter, mais à un rythme moins soutenu.

Les pays de l'OCDE suivent la tendance mondiale : la croissance de leur PIB ralentit

Nos partenaires économiques connaissent des difficultés

sur un an (1,9%, contre 3,1% en 2010), comme celle de la demande intérieure et en particulier la consommation des ménages. Ces derniers sont affectés par une crise de confiance liée à un taux de chômage qui se maintient à un niveau élevé (8%) et à une inflation qui grève leur pouvoir d'achat (2,9% contre 1,9% en 2010). À l'inverse, les entreprises accroissent leurs investissements par rapport à 2010, sans atteindre néanmoins le niveau d'avant crise.

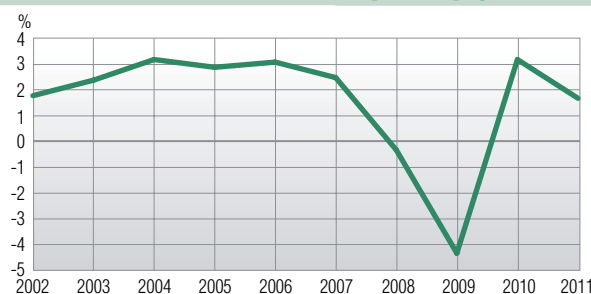
Les principaux partenaires commerciaux de la Nouvelle-Calédonie ne sont pas épargnés par ces difficultés. La récession de pays tels que l'Espagne ou la Grèce pèse

sur la croissance économique de la zone euro. La croissance économique de la France ne permet pas d'amélioration sur le marché du travail, ce qui pénalise la demande intérieure. Après le tsunami et la catastrophe nucléaire en début d'année, l'économie japonaise s'est redressée, mais la reprise a été pénalisée par le ralentissement de la demande asiatique fin 2011. Seule l'Australie résiste. Riche de ses réserves minières, énergétiques et agricoles, elle bénéficie de la hausse des cours mondiaux des matières premières. L'économie néo-zélandaise profite elle aussi de cette hausse des cours, mais subit les conséquences des séismes de 2010 et 2011.

En 2012, la crise de la dette dans la zone euro menace la conjoncture mondiale

En début d'année 2012, le retour de la confiance et la reprise des échanges améliorent les perspectives de l'économie mondiale. Le rythme de la reprise diffère néanmoins selon les pays. Soutenues par leur demande intérieure, les

Évolution de la demande intérieure totale pour les pays de l'OCDE



Source : OCDE

États-Unis et le Japon renouent avec la croissance, tandis que la zone euro reste confrontée à la crise de la dette publique. Dans la plupart des pays émergents, l'activité reste soutenue, mais fragilisée par une forte inflation qui limite la marge de manœuvre des autorités publiques.

Persistante, la crise de la zone euro fait planer le risque d'un emballement au reste de l'économie mondiale. Fin 2011, les interventions de la Banque Cen-

trale Européenne avaient permis de relâcher les tensions sur les marchés financiers et boursiers. Toutefois, le désendettement peine à s'amorcer, rendant nécessaire un assainissement budgétaire. Une telle politique, conjuguée à des tensions persistantes sur le marché du travail, pourrait provoquer une crise sociale et des réactions politiques en chaîne risquant d'affecter les marchés et d'entraver la croissance de la zone et du reste de l'économie mondiale.

Évolution de quelques indicateurs économiques (données provisoires et exprimées en moyenne annuelle)

	Évolution annuelle en volume				Évolution annuelle				Taux de chômage (définitions courantes)	
	consommation des ménages		investissement total		Produit Intérieur Brut		prix à la consommation		2010	2011
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011		
France	1,4	0,6	-1,4	2,8	1,4	1,6	1,7	2,1	9,4	9,2
Zone euro	0,8	0,4	-0,6	2,1	1,8	1,6	1,6	2,6	9,9	9,9
Allemagne	0,6	1,0	5,2	7,2	3,6	3,0	1,2	2,4	6,8	5,9
Italie	1,1	0,9	2,4	0,7	1,5	0,7	1,6	2,7	8,4	8,1
Royaume-Uni	1,1	-0,9	2,6	-2,4	1,8	0,9	3,3	4,5	7,9	8,1
États-Unis	2,0	2,3	2,0	3,4	3,0	1,7	1,6	3,2	9,6	9,0
Japon	2,0	-0,2	-0,2	-0,3	4,1	-0,3	-0,7	-0,3	5,1	4,6
Australie	2,8	3,3	5,3	5,2	2,5	1,8	2,9	3,5	5,2	5,0
Nouvelle-Zélande	2,2	2,2	2,2	2,9	2,3	1,4	2,3	4,2	6,5	6,6
Total OCDE	2,1	1,6	2,3	3,3	3,1	1,9	1,9	2,9	8,3	8,0

Source : OCDE, Perspectives économiques n°90

Unité : %

ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

L'économie calédonienne demeure bien orientée

L'économie calédonienne résiste en 2011 malgré une conjoncture mondiale défavorable et quelques inquiétudes locales.



tributaire de l'international notamment pour ses approvisionnements, la Nouvelle-Calédonie subit les contrecoups de la conjoncture mondiale. Pour autant, l'économie calédonienne continue, en 2011, de tirer profit d'un contexte intérieur favorable, même si des signes de prudence ou des inquiétudes apparaissent.

Le territoire tributaire des marchés internationaux

Même si les exportations du territoire sont à leur meilleur niveau après l'exceptionnelle année 2007, le déséquilibre commercial continue de se creuser. En effet, les importations continuent d'augmenter fortement, tirées par les approvisionnements massifs et conjoncturels liés à la construction de l'usine du Nord et par le début de la production de Vale NC.

Les importations de produits agricoles se sont également accentuées. La stabilité de la production locale a rendu nécessaire des apports complémentaires notamment en viandes (bovine et volailles), ainsi qu'en fruits et légumes.

Par ailleurs, la hausse des cours mondiaux des matières premières agricoles et du pétrole, de même que la dépréciation du F.CFP vis-à-vis des dollars australiens et néo-zélandais, se répercutent sur la facture des importations. Ainsi, elles augmentent de +8% pour les produits alimentaires et de +15% pour les pétroliers.

La hausse mondiale des prix des matières premières se répercute également sur l'inflation du territoire. Ainsi, l'alimentation et l'énergie (particulièrement les carburants) contribuent pour près des deux tiers à l'inflation annuelle (+2,6% sur un an fin décembre). Néanmoins, la demande intérieure est restée très bien orientée.

En 2011, la consommation des ménages reste soutenue grâce

La demande intérieure locale reste favorable

surtout en province Nord.

à une situation du marché du travail bien orientée et à la revalorisation du salaire minimum garanti (SMG) et des salaires minimums conventionnels du secteur privé.

Le marché du travail est dynamique : le nombre de demandeurs d'emploi baisse sur un an, spécialement en province Nord, et le nombre d'offres d'emploi déposées progresse fortement en province Sud et dans une moindre mesure en province Nord. L'emploi salarié progresse de 3% sur un an, plus particulièrement dans les activités de services (+4%) et dans l'industrie (+6%).

La hausse du SMG (+6% sur un an) stimule la consommation. En dix ans, le salaire minimum est passé de 100 000 F.CFP par mois à 140 000 F.CFP en 2011 soit une augmentation de 40%, largement supérieure à la hausse des prix sur la même période (+18% hors tabac). D'autres décisions auront une incidence financière favorable en 2012, telles que l'entrée en vigueur du minimum vieillesse et du complément retraite

de solidarité qui bénéficieront aux personnes âgées, ou l'instauration d'une aide à la continuité pays pour les résidents des îles Loyauté.

En 2011, les ménages épargnent moins (+6% sur un an contre +9% un an avant). À l'inverse, ils recourent davantage à l'endettement, principalement pour l'habitat, qui augmente de 8% sur un an, reflet d'un investissement immobilier dynamique. Le nombre de logements bénéficiant d'une attestation de conformité du Comité Territorial des Usagers de l'Électricité (COTSUEL) est en hausse,

Les entreprises ont davantage investi en 2010, comme en attestent les crédits d'investissement et de construction. L'activité touristique a bénéficié de l'arrivée nombreuse de touristes et de croisiéristes. Ce contexte a favorisé la création d'entreprises, particulièrement dans les services aux entreprises et l'immobilier.

Le secteur du nickel a aussi été très porteur : la production métallurgique augmente, tirée par la montée en production de Vale NC. Les exportations du territoire, composées à 94% de produits à base de nickel, bénéficient de la hausse des cours sur un an. Le reste des ventes à l'extérieur se répartit principalement entre les produits de la mer. Le marché international est favorable aux thons et aux holothuries.

Le dynamisme du secteur du nickel se traduit dans le domaine de la production d'énergie qui augmente pour faire face aux besoins croissants de l'industrie métallurgique.

Quelques signes d'inquiétude apparaissent

Ce panorama globalement favorable masque certaines fragilités. Les ménages calédoniens

sont davantage vulnérables aux incidents de paiement et certains postes de dépenses marquent le pas : leurs achats de véhicules neufs sont stables sur un an et ils voyagent moins qu'en 2010. Leurs crédits à la consommation augmentent moins vite qu'en 2010. Malgré la hausse du SMG, les ménages sont préoccupés par leur pouvoir d'achat. Leurs préoccupations se sont manifestées par des marches contre la vie chère en milieu d'année.

Par ailleurs, en dépit d'une activité encore dynamique, les chefs d'entreprise sont plus pessimistes : le climat des affaires se dégrade au fur et à mesure de l'année et la perspective de "coups de rabot" sur le dispositif de défiscalisation les inquiète.

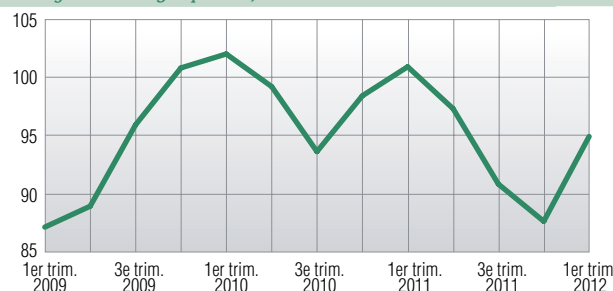
Tendance en 2011

Demandes d'emploi	-
Voyages des Calédoniens	-
Inflation	=
Extraction minière	=
Immatriculations de véhicules neufs	=
Agriculture	=
Pêche	=
Transport maritime	=
Énergie	+
Tourisme	+
Aquaculture	+
Importations	+
Exportations	+
Production métallurgique	+
Emploi salarié	+
Offres d'emploi	+
BTP	+
Transport aérien	+

Un 1^{er} trimestre 2012 mitigé

Sur le 1^{er} trimestre 2012, les chefs d'entreprises sont plus confiants quant à leurs investissements et

Évolution trimestrielle de l'indicateur de climat des affaires*
(100 = moyenne de longue période)



* L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Source : IEOM

leur trésorerie mais moins pour leurs prévisions d'activité. Pourtant, l'entrée en production des deux usines métallurgiques devrait continuer de stimuler les activités induites. Mais les cours du nickel baissent sur un an, pénalisant les exportations de nickel et les cours mondiaux des matières premières continuent d'augmenter. Le renchérissement des cours des matières premières ne s'est pas encore complètement répercuté sur l'inflation locale qui ralentit entre

mars 2012 et mars 2011.

En début d'année, le nombre de demandeurs d'emploi continue de reculer, mais l'emploi salarié augmente nettement moins vite qu'au cours de la période précédente. Les touristes sont encore plus nombreux à se rendre sur le territoire. À l'inverse, les Calédoniens partent moins souvent en voyage que début 2011, mais l'assouplissement des dispositifs d'aide à la continuité territoriale pourrait renverser la tendance.

VOYAGES DES CALÉDONIENS

Première baisse depuis dix ans

Après dix ans de croissance intense, les Calédoniens ont moins voyagé en 2011.
Le recul touche particulièrement l'Australie et la France.

En 2011, 123 600 Calédoniens sont revenus de voyage, soit 8 000 de moins qu'en 2010. Cette baisse de 6% intervient pour la première fois depuis dix ans alors que les voyages des Calédoniens connaissent un bel essor ces dernières années. La hausse des prix des transports aériens (+2,8% sur un an) et la restriction des aides à la continuité territoriale ont pu freiner les voyages des Calédoniens.

**Moins de Calédoniens
à la descente de l'avion
tous les mois de 2011**

Les Calédoniens ont moins voyagé en 2011, pratiquement tous les mois de l'année, hormis en octobre (+1 200 retours). Ce mois-là plus du tiers (37%) de ces voyageurs supplémentaires se sont rendus en Nouvelle-Zélande où se déroulait la coupe du monde de rugby. Les déplacements des Calédoniens ont le plus baissé en août et en décembre avec respectivement 2 200 et 2 500 déplacements en moins par rapport aux mêmes mois de 2010. Il est vrai que de nombreux résidents locaux ont participé ou assisté aux Jeux du Pacifique, qui se sont déroulés sur le territoire du 27 août au 10 septembre. Le calendrier scolaire avait d'ailleurs été adapté pour tenir compte de cette manifestation sportive.

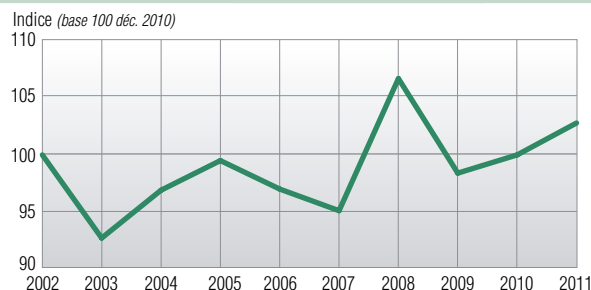
Comme pour les années précédentes, les vacances sont le principal

Évolution des voyages des résidents hors du territoire



Source : ISEE "Enquête passagers"

Évolution de l'indice des prix des "Transports aériens"



Source : ISEE

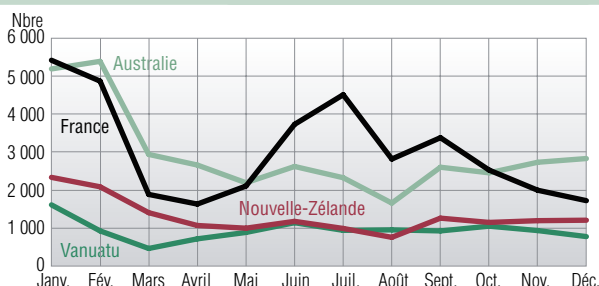
motif de séjour des Calédoniens hors du territoire (deux voyages sur trois). Elles sont suivies par la visite à la famille ou aux amis (un voyage sur quatre), loin devant les voyages pour affaires ou obligations professionnelles. Les déplacements des Calédoniens sont donc

rythmés par le calendrier scolaire. Ainsi, en 2011, un peu plus d'un quart des voyages (28%) a été effectué pendant les mois de janvier et février (respectivement 17 800 et 16 500 retours chacun). Les voyages des résidents ont chuté à moins de 8 000 retours en mars après la rentrée des classes, pour repartir à la hausse en juin, juillet et septembre (plus de 10 000 déplacements chacun).

Avec 37 000 retours, la France métropolitaine est en tête des destinations des Calédoniens en 2011. Elle détrône pour la première fois l'Australie qui avait jusqu'à lors leur faveur.

Même si 30% des déplacements des résidents ont été dirigés vers la France, celle-ci enregistre 4 000

Retours mensuels des résidents par principal pays visité en 2011



Source : ISEE "Enquête passagers"

**La France et l'Australie :
deux destinations
privilégiées, qui
baissent sur un an**

retours de moins qu'en 2010. La refonte du dispositif d'aide au passage aérien, qui instaure des critères d'attribution et un montant de l'aide plus restrictifs, explique en partie ce recul : les passagers aidés sont passés de 11 000 en 2010 à 3 100 en 2011.

En 2011, l'Australie est le 2^e pays le plus visité par les Calédoniens, avec 36 000 retours. Bien qu'une rotation supplémentaire ait été mise en place par Aircalin à direction de Sydney à partir de mi-juillet, la forte montée du dollar australien (+30% entre 2009 et 2011) a pénalisé cette destination, qui perd près de 6 000 passagers entre 2010 et 2011.

La Nouvelle-Zélande reste stable sur un an avec 16 000 retours et maintient sa 3^e position, juste devant le Vanuatu (12 000 Calédoniens). La baisse des retours en août (-420 voyages sur un an) a été compensée par la hausse de ceux d'octobre (+450) ; certains Calédoniens ont probablement décalé leur séjour pour assister à la coupe du monde de rugby.

82% des résidents ont séjourné dans un de ces quatre pays en 2011.

Alors que les séjours des Calédoniens à l'étranger reculent globalement, quelques destinations affichent des évolutions positives. Ainsi, le Vanuatu, les États-Unis

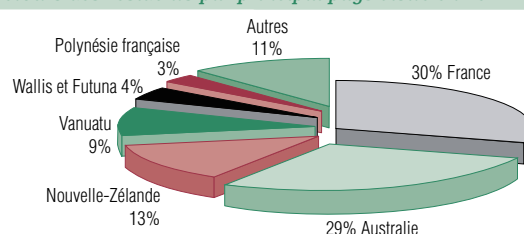
Évolution des retours des résidents par principal pays visité

	2010	2011	Variation
France métropolitaine	40 913	36 994	-9,6
Australie	41 858	35 997	-14,0
Nouvelle-Zélande	16 076	16 023	-0,3
Vanuatu	11 292	11 716	3,8
Wallis et Futuna	4 606	5 047	9,6
Polynésie française	4 129	3 761	-8,9
Indonésie	1 603	1 852	15,5
Thaïlande	1 240	1 501	21,0
États-Unis	956	1 397	46,1
Fidji	1 182	1 193	0,9
Réunion/Mayotte	1 444	1 175	-18,6
Japon	1 145	1 050	-8,3
Vietnam	708	756	6,8
Autres pays d'Asie	2 085	2 170	4,1
Autres pays d'Amérique	922	1 137	23,3
Autres pays d'Europe	778	982	26,2
Autres pays d'Afrique	443	510	15,1
Autres pays d'Océanie	194	232	19,6
Autres	6	71	ns
Total	131 580	123 564	-6,1

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

Retours des résidents par principal pays visité en 2011



Source : ISEE "Enquête passagers"

et Wallis et Futuna enregistrent chacun 400 déplacements supplémentaires, l'Indonésie et la Thaïlande 250. À l'inverse, la Polynésie française, d'une part, et la Réunion et Mayotte, d'autre part, ont été moins prisées qu'en 2010 (-400 et -300 voyages).

En 2012, les voyages des Calédoniens pourraient être affectés par le redéploiement de la flotte de Air Austral, qui desservait des destinations telles que Paris, Sydney, Bangkok et la Réunion. Certaines de ces rotations seront réduites entre mars et mai 2012.

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Les immatriculations sont stables

13 600 véhicules neufs ont été immatriculés en 2011, soit 100 de moins qu'en 2010. Le marché de l'automobile est stable depuis 2007. Les Calédoniens optent majoritairement pour les marques étrangères.

En 2011, les Calédoniens ont acheté 13 580 véhicules neufs, contre 13 685 en 2010. Depuis 2007, environ 13 500 véhicules neufs sont immatriculés chaque année.

Les voitures particulières
préférées aux pick-up
et camionnettes

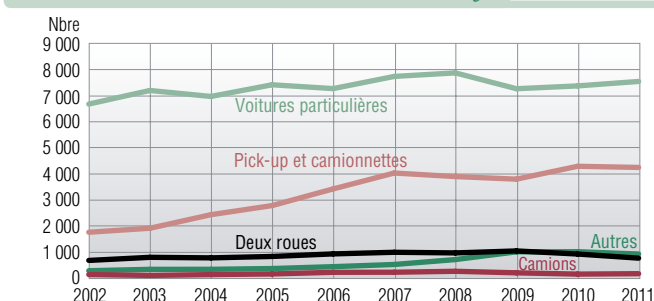
Dans le détail, l'engouement des Calédoniens pour les modèles pick-up et camionnettes (comportant les 4x4) se tasse. En effet, leurs ventes diminuent très légèrement et s'établissent à 4 200 véhicules, alors que celles des voitures particulières progressent sur un an (+170 véhicules).

L'engouement pour les
marques étrangères
ne se dément pas

Les marques étrangères sont de plus en plus plébiscitées. En effet, sur les 11 750 voitures particulières, pick-up et camionnettes achetées neufs cette année, près de 9 300 sont de marque étrangère, soit 250 de plus sur un an.

Parmi les marques étrangères, les nipponnes (Toyota, Nissan, Suzuki, Mitsubishi et Mazda) ont la faveur des Calédoniens : elles représentent 19% des parts de marché totales, grâce à des modèles comme le Toyota Hilux (2^e véhicule le plus vendu sur le territoire en 2011) ou le Nissan Navara (en 5^e position). Elles sont suivies par les marques américaines (Ford et Chevrolet) avec 16%

Évolution des immatriculations de véhicules neufs



Source : DITTT

Immatriculations de véhicules neufs

	2010	2011	Variation
Voitures particulières	7 354	7 525	2,3
Pick-up et camionnettes	4 274	4 230	-1,0
Camions	143	159	11,2
Deux roues	912	754	-17,3
Autres	1 001	912	-8,9
Total	13 684	13 580	-0,8

Source : DITTT

Unités : nbre, %

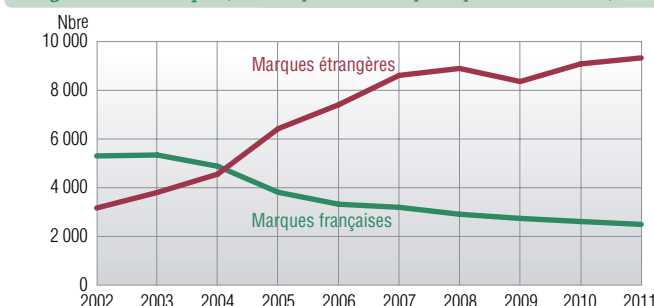
des parts de marché. Le modèle Ford Ranger est depuis six ans à la tête des ventes ; près de 800 véhicules de ce modèle ont encore été vendus en 2011. Les marques coréennes (Hyundai et Kia) arrivent juste derrière, grâce aux ventes du nouveau Hyundai IX35 et du Kia Sorento.

Au total, une voiture particulière, pick-up ou camionnette neuve sur deux immatriculée en 2011 pro-

vient d'un de ces trois pays.

Les deux marques étrangères Dacia (du groupe Renault) et Great Wall (Chine) gagnent des parts de marché en 2011, tirées par le succès de leurs modèles respectifs, Duster et Wingle, avec res-

Évolution des immatriculations de véhicules neufs selon l'origine de la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)



Source : DITTT

Véhicules neufs immatriculés selon le modèle en 2011 (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

Marque	Modèle	Nbre	Part
Ford	Ranger	774	6,6
Toyota	Hilux	482	4,1
Dacia	Duster	458	3,9
Renault	Clio	326	2,8
Nissan	Navara	308	2,6
Peugeot	206+	274	2,3
Hyundai	IX35	268	2,3
Chevrolet	Cruze	239	2,0
Kia	Sorento	233	2,0
Great Wall	Wingle	224	1,9
Citroen	Berlingo	222	1,9
Kia	K2700ii	216	1,8
Ford	Fiesta	204	1,7
Peugeot	Partner	194	1,7
Mitsubishi	Sportero	186	1,6
Hyundai	H1	183	1,6
Autres	Autres	6 959	59,2
Total		11 750	100,0

Source : DITTT

Unités : nbre, %

Deux modèles français dans le Top dix

pectivement 260 et 90 véhicules supplémentaires vendus sur un an.

Une nouvelle marque chinoise, Chery, a fait son entrée en Nouvelle-Calédonie en 2011.

Les **marques françaises** sont de moins en moins prisées par les consommateurs calédoniens. Elles représentent 21% des parts de marché en 2011, contre 60% il y a dix ans.

Cette année, un peu moins de 2 500 véhicules d'une marque métropolitaine ont été immatriculés, soit 120 de moins qu'en 2010. Dans le détail, les ventes de Peugeot se maintiennent à près de 1 000 véhicules, dont 280 pour le modèle 206+ et 200 pour le Partner. Les immatriculations de Renault et Citroën baissent légèrement sur un an (respectivement -90 et -50 véhicules neufs). Les ventes de leurs modèles Clio et Berlingo reculent de 40 unités chacun sur un an ; ils figurent, depuis 2005, dans le classement des meilleures ventes.

En 2011, les véhicules neufs à moteur **diesel** représentent 52% des achats, soit 360 de moins qu'en 2010. Ce recul profite aux véhicules à essence (+480 véhicules). Le prix au litre de l'essence est pourtant bien supérieur à celui du gazole (en décembre 2011, 156,8 F.CFP, contre 128,2 F.CFP), même s'ils évoluent dans

Immatriculations de véhicules neufs selon la marque (voitures particulières, pick-up et camionnettes)

	2010	2011	Part de marché 2011	Variation
Peugeot	969	990	8,4	2,2
Renault	900	810	6,9	-10,0
Citroën	714	665	5,7	-6,9
Marques françaises	2 583	2 465	21,0	-4,6
Ford	1 323	1 218	10,4	-7,9
Kia	770	929	7,9	20,6
Hyundai	932	900	7,7	-3,4
Toyota	787	855	7,3	8,6
Dacia	622	763	6,5	22,7
Chevrolet	620	674	5,7	8,7
Nissan	713	552	4,7	-22,6
Great Wall	295	451	3,8	52,9
Suzuki	381	356	3,0	-6,6
Mitsubishi	293	314	2,7	7,2
Volkswagen	251	279	2,4	11,2
Mazda	245	193	1,6	-21,2
Autres	1 808	1 801	15,3	-0,4
Marques étrangères	9 040	9 285	79,0	2,7
Total	11 623	11 750	100,0	1,1

Source : DITTT

Unités : nbre, %

les mêmes proportions (+16% sur un an).

Concernant les autres véhicules, les immatriculations de camions augmentent légèrement, après deux années de repli, mais elles restent toutefois très en-dessous des niveaux atteints entre 2006 et 2008.

En 2011, et pour la 2^e année consécutive, le marché des deux-roues se rétracte perdant 160 nouvelles immatriculations sur un an.

Les immatriculations des "autres véhicules" reculent elles aussi. Elles avaient été dopées en 2010 par le renouvellement de la flotte de

Carsud et par la forte hausse des ventes de véhicules de type quad ou voiturettes. Cette année, les nouvelles immatriculations de quad ou de voiturettes ralentissent (+15 nouvelles immatriculations sur un an, contre +55 un an avant) et 30 véhicules de transport en commun de personnes ont été immatriculés en 2011 contre 140 en 2010. À l'inverse, les immatriculations de tracteurs routiers et de véhicules automoteurs spécialisés progressent de 30 unités chacune.

Les **prix** "d'achats de véhicules neufs" et "d'entretien et réparation des véhicules personnels" sont pratiquement stables entre 2010 et 2011 (+1%). À l'inverse, ceux des "pièces détachées et accessoires pour les véhicules personnels" augmentent de 5% sur un an et les tarifs des "carburants" bondissent de 16%, en liaison avec les cours mondiaux du pétrole brut.

Évolution des indices des prix relatifs aux véhicules automobiles

(Base 100 déc. 2010)	Pondération	Déc. 10	Déc. 11
Achats de véhicules neufs	678	100,0	100,9
Pièces détachées et accessoires pour les véhicules personnels	61	100,0	104,5
Carburants	443	100,0	115,6
Entretien et réparation des véhicules personnels	137	100,0	101,4

Source : ISEE

EMPLOI SALARIÉ

L'emploi privé progresse vigoureusement

En 2011, l'emploi salarié progresse de 3,4% soit près de 3 000 salariés supplémentaires en un an. Avec 2 600 salariés de plus, le secteur privé est à l'origine de ce dynamisme. Il affiche une croissance de 4,2% contre 1,2% dans le secteur public.

En 2011, les effectifs salariés déclarés à la CAFAT s'élèvent à 87 740 personnes, soit une progression annuelle de 3,4%. Après avoir nettement ralenti en 2009, la croissance annuelle accélère pour la 2^e année consécutive.

Le secteur privé explique l'essentiel de cette hausse

Sur les 2 860 salariés supplémentaires enregistrés auprès de la CAFAT, 90% proviennent du secteur privé.

Avec 63 600 personnes, le secteur privé déclare 2 600 salariés de plus qu'en 2010 soit une croissance annuelle de 4,2%, légèrement supérieure à la moyenne des dix dernières années. En 2011, le secteur privé concentre près des trois quarts de l'emploi salarié total.

Avec 24 150 salariés, le secteur public enregistre quant à lui, 280 salariés de plus qu'en 2010, soit une augmentation de 1,2%. Le rythme de croissance annuel des

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité (moyenne annuelle)

	Effectif 2010	Effectif 2011 p	Variation Nbre	%
Emplois salariés par secteur				
Secteur privé	61 009	63 588	2 579	4,2
Secteur public	23 871	24 151	280	1,2
Total	84 880	87 739	2 859	3,4
Emplois salariés du secteur privé				
Agriculture	2 269	2 379	110	4,8
Agriculture, chasse, sylviculture	1 832	1 909	77	4,2
Pêche, aquaculture	437	470	33	7,6
Industries	10 982	11 631	649	5,9
Industries extractives	1 383	1 508	125	9,0
Industries manufacturières	8 741	9 207	466	5,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	858	916	58	6,8
Construction	8 735	9 135	400	4,6
Services	39 024	40 446	1 422	3,6
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	9 470	9 789	319	3,4
Hôtels et restaurants	4 166	4 552	386	9,3
Transports et communications	4 641	4 591	-50	-1,1
Activités financières	1 791	1 814	23	1,3
Immobilier, location et services aux entreprises	7 133	7 491	358	5,0
Administration publique	749	784	35	4,7
Éducation	2 744	2 735	-9	-0,3
Santé et action sociale	2 031	2 362	331	16,3
Services collectifs, sociaux et personnels	2 742	2 854	112	4,1
Services domestiques	3 528	3 442	-86	-2,4
Activités extra-territoriales	29	32	3	10,3
Total secteur privé	61 009	63 588	2 579	4,2

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

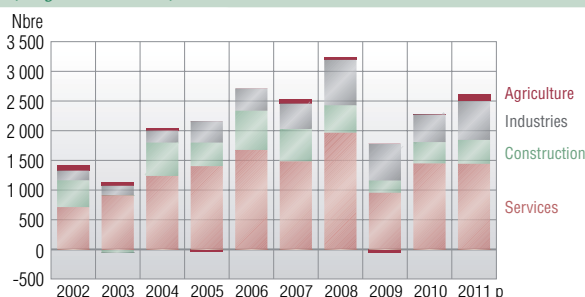
salariés dans le secteur public ne cesse de décroître ces dernières années. Parmi les 280 salariés

supplémentaires, les trois quarts sont des fonctionnaires et un quart, des contractuels. Sur les 24 150 salariés du public, 62% sont des fonctionnaires et un quart, des contractuels.

Dans le privé, la création d'emploi concerne à 55% les services, à 25% l'industrie, à 16% la construction et à 4% l'agriculture.

Les services affichent une progression annuelle de leurs effectifs de 3,6% soit 1 420 salariés supplémentaires. Ils emploient près de 64% des employés du privé.

Évolution du nombre de salariés supplémentaires dans le secteur privé (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

La croissance du secteur privé est tirée par les activités de services

Calcul de l'emploi-salarié

Les statistiques de l'emploi salarié concernent les salariés et les fonctionnaires, mais ne comptabilisent pas les travailleurs indépendants. Sur la base des déclarations trimestrielles des employeurs au régime d'assurance maladie, elles présentent le nombre de personnes ayant travaillé au cours du trimestre même pendant une durée limitée, par opposition à des statistiques en nombre d'emploi en équivalent temps plein. Toutefois, l'ISEE effectue une pondération par le nombre de contrats : le salarié qui a deux contrats actifs le jour où les statistiques sont calculées comptera pour ½ dans chacun de ses contrats.

Les données présentées ici concernent la moyenne des employés déclarés au RUAMM au cours des quatre trimestres de l'année 2011.

La croissance des effectifs est attribuée principalement à quatre secteurs : "les hôtels et restaurants" (+390 salariés), notamment grâce au rebond du tourisme qui a favorisé les embauches dans l'hôtellerie et la restauration ; "l'immobilier, la location et services aux entreprises" (+360) avec notamment l'immobilier, le gardiennage et les activités d'ingénierie ; la "santé et l'action sociale" (+330) et le "commerce" (+320), toujours soutenu par une consommation bien orientée.

L'industrie, a été très créatrice d'emplois (+6%). Elle enregistre 11 630 salariés soit 650 de plus qu'en 2010. Ces créations sont réparties dans les "industries manufacturières" (+470 salariés, principalement dans les industries métallurgiques et alimentaires) et dans une moindre mesure, dans les "industries extractives" (130) et la "production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau" (60).

Croissance confirmée dans le BTP

En 2011, la construction emploie 9 140 salariés, soit 400 salariés de plus qu'en 2010 (+4,6%). Les créations d'emploi ont de nouveau été vigoureuses, confirmant les bons résultats de 2010. Toutefois, la croissance de l'emploi dans le BTP reste inférieure à la moyenne des dix dernières années. Les salariés supplémentaires dans la construction sont essentiellement répartis dans les entreprises d'ouvrages d'art, les travaux de maçonnerie et l'installation électrique.

En 2011, la construction concentre un peu plus de 14% des salariés du secteur privé.

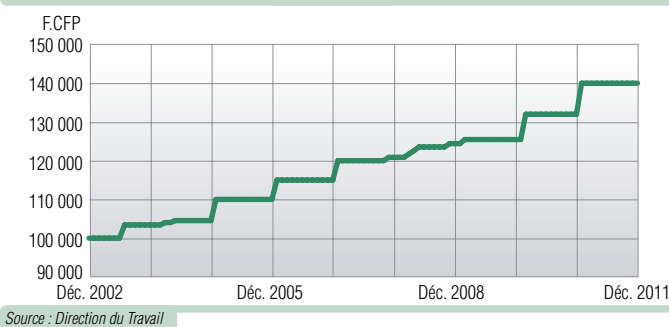
L'agriculture a recruté 110 salariés supplémentaires sur un an : 2 380 salariés en 2011 contre 2 270 salariés en 2010. Ces créations sont réparties dans "l'agriculture, chasse et sylviculture et dans les services annexes" (+80) et dans la pêche aquaculture (+30). La filière aquacole sur le territoire continue de se développer et d'embaucher. À ce titre, le gouvernement a accordé en juin 2011 deux nouvelles licences pour la pêche d'holothuries et la pêche aux langoustes et aux poissons récifal-gonaire.

À compter du 1^{er} janvier 2012, le salaire minimum garanti (SMG) a été porté à 150 000 F.CFP contre 140 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2011, soit une hausse de plus de 7%. Cette revalorisation est is-

sue d'un engagement pris par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en 2010, qui prévoyait de passer le SMG à 150 000 F.CFP en trois ans : 132 000 F.CFP au 1^{er} février 2010, 140 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2011 et 150 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2012. Cet engagement s'inscrivait dans le cadre du Pacte Social. Précédemment, en 2001 et 2005, des décisions analogues avaient été prises pour déconnecter les règles de revalorisation du SMG de l'évolution des prix. Ainsi en dix ans, le SMG est passé de 100 000 F.CFP par mois à 150 000 F.CFP soit une augmentation de 50%, largement supérieure à la hausse des prix hors tabac sur la même période (+20%).

La revalorisation du SMG a entraîné une hausse des salaires minimums conventionnels du secteur privé qui ont été augmentés de 4 à 8% selon le secteur d'activité (notamment pour les premiers niveaux).

Évolution du montant mensuel du SMG



Comme les deux années précédentes, le nombre de conflits continue de diminuer

47 conflits sociaux (hors mine) ont été enregistrés en 2011, contre 53 en 2010, soit six conflits de moins. Toutefois, si le nombre de conflits diminue légèrement, les conflits ont été plus longs (19 240 jours en 2011 contre 13 760 en 2010) et ont impacté plus de salariés (3 450 salariés en 2011 contre 3 220 en 2010). Ceci s'explique par le fait que deux des conflits ont affecté deux entreprises comptant plus de 1 000 salariés.

Les entreprises de plus de 50 salariés sont, comme les deux années précédentes, les plus concernées par les conflits (plus de la moitié de l'ensemble des conflits). Le nombre de conflits augmente légèrement pour les entreprises de 1 à 10 salariés (+3% sur un an) et diminue dans les entreprises de 11 à 49 salariés (-42%).

Deux syndicats, l'USOENC et l'USTKE, parmi les sept les plus représentatifs en 2011, interviennent dans un conflit sur deux. Cinq conflits ont toutefois été menés en intersyndicale.

En 2011, les salaires, la rupture de contrat de travail et le départ en retraite sont les principales causes de revendication syndicale.

MARCHÉ DU TRAVAIL

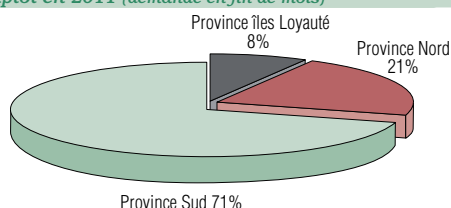
Décroe continue du chômage

En 2011, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux et les offres continuent d'augmenter. La bonne tenue du marché du travail profite surtout à la province Nord.

**500 demandeurs
d'emploi en moins**

En 2011, 6 870 demandeurs d'emploi en moyenne étaient recensés auprès des organismes de placement contre 7 330 en 2010, soit une baisse de 460 personnes. Cette baisse confirme la tolérance observée depuis dix ans. En effet près avoir atteint 10 510 demandeurs d'emploi en 2002, le nombre moyen de demandeurs a diminué chaque année. En 2010, il avait toutefois dépassé la barre des 7 000 demandeurs d'emploi en moyenne par an, du fait du travail de proximité effectué par les services provinciaux afin de mieux identifier la main d'œuvre disponible dans les provinces Nord et Îles.

Répartition géographique des demandeurs d'emploi en 2011 (demande en fin de mois)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

71% des demandeurs d'emploi sont inscrits en province Sud contre 21% en province Nord et 8% en province des îles Loyauté. La diminution globale du nombre moyen de demandeurs d'emploi masque des disparités entre les provinces.

**Les services à la personne :
premier secteur de
demande d'emploi**

La province Nord enregistre la plus forte baisse sur un an avec 390 demandeurs en moins, suivie de la province Sud avec 110 personnes de moins. Seule, la province des îles Loyauté enregistre une hausse avec 40 demandeurs de plus. Le développement de l'usine du Nord impacte directement le marché de l'emploi du territoire et

Évolution de la demande d'emploi en fin de mois (moyenne annuelle)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

plus particulièrement celui de la province Nord. Pour répondre à ces besoins croissants, des campagnes de recrutement et d'information ont été effectuées, notamment par l'intermédiaire de Cap Emploi qui propose une assistance personnalisée, dont le but premier est le placement de ces demandeurs d'emploi.

**Les demandeurs :
majorité de femmes
et faible niveau
de formation**

60% des demandeurs d'emploi sont des femmes, proportion qui reste identique depuis 2009.

Depuis 2011, une nouvelle classification a été mise en place, qui permet de répertorier les demandeurs d'emploi par catégorie de métier (ROME) et non plus par secteur d'activité. Ainsi, en 2011, sur l'ensemble du territoire, quatre catégories de métier représentent à elles-seules près des deux tiers des demandeurs d'emploi : "services à la personne" (1 720 demandeurs en moyenne), "support à l'entreprise" (990), "construction, bâtiments et travaux publics" (980) et "hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animations" (750). La baisse du nombre de demandeurs d'emploi concerne principalement les catégories "services à la personne et à la collectivité" ; "hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et anima-

**Les nouvelles
offres atteignent
un record**

En 2011, 80% des demandeurs d'emploi ont entre 20 et 45 ans. Cette part est en légère diminution sur un an. La proportion des "moins de 20 ans" (5%), est stable depuis 2008 et les "45 ans et plus" (15%), sont en légère hausse chaque année.

Deux demandeurs sur cinq n'ont aucun diplôme ou juste un BEPC. Mais la part des demandeurs d'emploi diplômés progresse régulièrement passant de 55% en 2008 à 60% en 2011. Parmi eux, 32% sont titulaires d'un CAP ou BEP, 20% ont le baccalauréat et 7% sont diplômés de l'enseignement supérieur.

En 2011, 12 240 nouvelles offres ont été déposées auprès des servi-

ces de placement contre 11 000 en 2010 soit une croissance de 11%. Après avoir fortement augmenté en 2008 et 2009 du fait des opérations d'embauche (élections provinciales et recensement de la population), l'année 2010 avait affiché un léger recul.

En 2011, c'est la première fois que le volume des nouvelles offres dépasse la barre des 12 000. En dix ans, le cumul annuel des nouvelles offres a plus que doublé.

Plus des deux tiers des nouvelles offres concernent des contrats à durée déterminée (CDD), 25% des contrats à durée indéterminée (CDI) et le reste est réparti entre les intérimaires, les contrats aidés (dont PPIC), l'apprentissage, les stages ou les contrats intermittents.

Dans les provinces Sud et Nord, les offres progressent, avec respectivement 910 et 320 offres supplémentaires. En province Sud, la croissance annuelle des nouvelles offres est de nouveau positive après avoir diminué pendant deux années consécutives. Elle est particulièrement élevée dans les communes périphériques de Nouméa (+32%) et de Yaté (+53%).

En province Nord, l'offre reste toujours dynamique. Toutefois, le rythme de croissance y ralentit fortement ces dernières années (+68% en 2009, +41% en 2010 et +9% en 2011).

Malgré un rééquilibrage au profit du Nord, le Sud rassemble encore 70% des offres offertes, la majorité dans le Grand Nouméa.

Seule, la province des îles Loyauté enregistre moins de nouvelles offres qu'en 2010 (-30). C'est la première fois en dix ans que le nom-

Offres et demandes d'emploi

	Demandes d'emploi en fin de mois				Nouvelles offres d'emploi			
	2010	2011	Var (%)	Var (nbre)	2010	2011	Var (%)	Var (nbre)
Province îles Loyauté	524	567	8,2	43	34	8	-76,5	-26
Province Nord	1 845	1 458	-21,0	-387	3 405	3 724	9,4	319
Province Sud	4 956	4 848	-2,2	-108	7 508	8 418	12,1	910
Nouvelle-Calédonie	7 325	6 873	-6,2	-452	10 947	12 240*	11,8	1 293

* dont 89 nouvelles offres non ventilées par province

Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi Formation

Unités : nbre, %

bre de nouvelles offres est aussi bas : moins de dix nouvelles offres ont été déposées en un an dans cette province.

Cinq catégories de métier regroupent à elles-seules près de 80% des offres déposées : "construction, bâtiment et travaux publics" (2 950 offres) ; "industrie" (1 950) ; "services aux personnes et à la collectivité" (1 690) ; "transport et logistique" (1 640) et "support à l'entreprise" (1 180).

Les plus fortes progressions sur un an sont enregistrées dans les catégories "construction, bâtiments et travaux publics" (470 offres supplémentaires) ; "industrie" (+450) ; "transport et logistique" (+300) et "installation et maintenance" (+240).

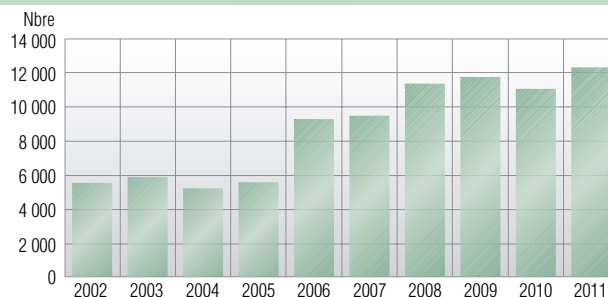
Ces hausses sont directement liées au développement de l'usine du Nord et de la zone VKP et

aux grands chantiers : infrastructures nécessaires pour accueillir les Jeux du Pacifique (NC 2011), construction de logements sociaux et agrandissement de l'aéroport international de Tontouta.

Pour 2012, le marché du travail pourrait connaître quelques changements : au fur et à mesure de l'avancement du chantier de l'usine du Nord, des vagues de démobilisation vont intervenir (une première est déjà intervenue pour le terrassement) et de nouvelles formes de métier vont être recherchées. Le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi pourrait s'en trouver un temps contrarié. De plus, la loi sur l'emploi local, applicable depuis le début de l'année 2012, impose de nouvelles procédures de recrutement qui pourraient impacter les ajustements sur le marché du travail.

Ralentissement de l'offre en province Nord

Évolution des nouvelles offres déposées



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Protection, promotion et soutien à l'emploi local

"L'étroitesse du marché du travail de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que ses équilibres économiques et sociaux, ne permettant pas d'ouvrir largement l'accès à l'emploi salarié, des dispositions spécifiques, destinées à offrir des garanties particulières pour le droit à l'emploi de ses habitants sont instituées.

Dans le but de protéger, de soutenir et de promouvoir l'emploi local, est instaurée, au bénéfice des citoyens de la Nouvelle-Calédonie, au sens de l'article 4 de la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999, et des personnes qui justifient d'une durée suffisante de résidence, une priorité d'emploi dans les conditions prévues à l'article 24 de ladite loi.

Pour l'application du présent titre, à conditions de qualification et de compétences égales, l'employeur est tenu de donner la priorité au citoyen de la Nouvelle-Calédonie."

Extrait de la loi du pays n°2010-9 du 27 juillet 2010 relative à la protection, à la promotion et au soutien de l'emploi local.

PRIX À LA CONSOMMATION

L'inflation est restée stable autour de 2,5% en 2011

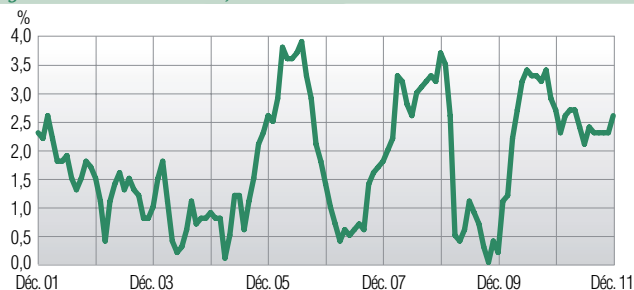
Les prix à la consommation augmentent de 2,6% à la fin de 2011. L'inflation de cette année traduit en particulier la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie.

En décembre 2011, l'inflation s'établit à 2,6% sur un an, après avoir oscillé tout au long de l'année entre 2,1% et 2,7% selon les mois. En moyenne sur l'année, les prix ralentissent légèrement par rapport à 2010 (2,4% après 2,7%). Hors tabacs, la hausse moyenne des prix s'établit à 2,3% en 2011. En termes de contribution à l'inflation, c'est-à-dire compte tenu des poids respectifs des postes de dépenses dans l'indice des prix, l'alimentation participe pour un tiers à l'inflation annuelle, elle est suivie par l'énergie (29%) et les services (20%), loin devant les tabacs et les produits manufacturés (10% chacun).

Les produits frais tirent les prix de l'alimentation à la hausse

La hausse des prix de l'alimentation a directement impacté l'inflation annuelle. Avec +4% sur un an, elle est au-dessus de son niveau de 2010 (+2,8%), avec un pic inflationniste en février. Les produits alimentaires ont augmenté à un rythme supérieur à 5% jusqu'en avril, puis ce rythme a ralenti pour atteindre son point le plus bas en novembre (+2,8%). La hausse des prix de l'alimentation sur un an est tirée par la quasi-totalité des produits. Toutefois, les augmentations les plus signifi-

Variation des prix à la consommation
(en glissement sur douze mois)



Source : ISEE

catives concernent les fruits frais (+23%), les légumes frais (+10%), les poissons et crustacés frais (+6%), les laits et crème (+6%), les pâtisseries fraîches et viennoiseries (+6%) et les viandes (+2%, particulièrement le porc et le mouton). Seule baisse notable : les céréales affichent -2%, particulièrement pour le riz et les pâtes alimentaires.

En réaction contre la baisse du pouvoir d'achat des ménages, notamment due aux fortes variations de prix des produits alimentaires, plusieurs organisations syndicales, regroupées en une intersyndicale, ont conduit des "marches contre la vie chère", en mai à Nouméa, Koné et Lifou. Plusieurs enseignes de la grande distribution ont alors baissé les prix de certains produits de consommation courante. Le kilo de riz était ainsi proposé à 99 F.CFP et la baguette de pain à 66 F.CFP. Toutefois, ces baisses n'ont pas suffi à endiguer le renchérissement d'autres produits comme les produits frais ou la viande de mouton, consécutif notamment au relèvement des tarifs de l'OCEF pour les viandes ovines importées.

Les carburants : forts contributeurs à l'inflation

Après l'alimentation, l'énergie est le 2^e poste qui contribue le plus fortement à l'inflation en 2011. La hausse sur un an de +8% est directement liée aux carburants, et dans une moindre mesure au gaz.

Révisés mensuellement, les prix des carburants en Nouvelle-Calédonie ont été directement influencés par la hausse des cours mondiaux du pétrole brut en 2011 (+40% en un an). Le litre d'essence à la pompe est passé de 136,0 F.CFP à 156,8 F.CFP entre décembre 2010 et décembre 2011, celui du gazole de 109,9 F.CFP à 128,2 F.CFP. Toutefois, depuis le mois d'août, les prix des carburants se stabilisent.

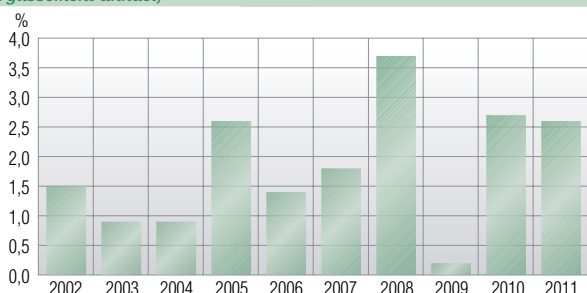
La révision semestrielle des prix du gaz a porté la bouteille de 13 kg à 2770 F.CFP à partir d'août 2011 au lieu de 2 620 F.CFP jusqu'alors.

Les prix des services augmentent aussi

Les prix des services augmentent de 1,4% sur un an. Ils sont

principalement tirés par la hausse des loyers (+2%), des services domestiques (+5%), de la distribution d'eau (+6%), des abonnements télévision (+5%) et de la restauration (+3%).

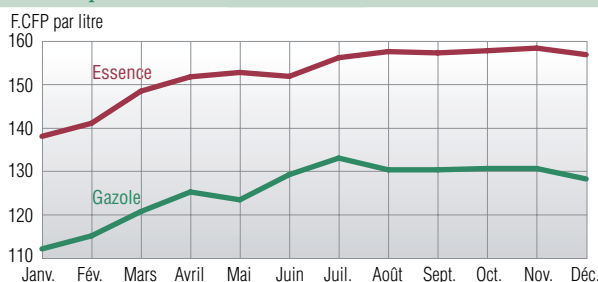
Évolution de l'inflation sur dix ans
(en glissement annuel)



Source : ISEE

Pour limiter la hausse des loyers, une délibération a été votée par le congrès le 28 septembre 2011. Depuis le 10 octobre, et pour une période de douze mois, les loyers des locaux à usage d'habitation ne peuvent être majorés. La revalorisation du salaire minimum garanti, de 132 000 F.CFP à 140 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2011, et les nouveaux accords professionnels par branche, applicables au 1^{er} février 2011, expliquent la hausse des prestations des employés de maison et des prix de certains services. La hausse des prix de l'eau concerne, pour Nouméa, la gestion du service de l'assainissement et les services qui y sont liés. En 2012, les prix de l'eau progresseront de nouveau suite à la décision de la ville de Nouméa et de la Calédonienne des Eaux d'augmenter les redevances d'assainissement. En contrepartie, le prix de l'eau potable baissera légèrement.

Évolution du prix des carburants en 2011



Source : ISEE

Concernant les services, la seule baisse significative vient des télécommunications (-6,5%), dont les prix diminuent sous l'influence des baisses successives des tarifs d'accès internet. La dernière date du 15 décembre : l'OPT a baissé ses tarifs de 20% sur son offre internet mobile illimitée.

Bien qu'ils affichent +12% sur un an, les **tabacs** contribuent modérément à l'inflation : 0,2 point sur les 2,6% d'inflation en décembre. Les tabacs ont été fortement revalorisés le 10 janvier 2011. Depuis, seuls les prix de certaines marques de tabacs ont été révisés, en novembre, à la demande du fournisseur de ces marques.

Les **produits manufacturés** ont connu une inflation contenue avec +0,8% sur un an. Les trois principales hausses concernent les automobiles, neuves et d'occasion (+1%), les biens durables pour les loisirs d'intérieur et d'extérieur (+9%) et les vêtements pour femmes (+7%). Ces hausses ont été partiellement compensées par le recul du poste des fauteuils et canapés (-12% sur un an).

En 2011, la cherté de la vie a été au cœur des préoccupations des organisations syndicales, réunies en intersyndicale, et des pouvoirs publics. Des moyens de lutte ont été mis en place, com-

me le gel des loyers pendant douze mois, à compter du 10 octobre 2011. Le 12 octobre, le gouvernement et l'intersyndicale ont signé un préambule anti-vie chère qui fixe les grandes lignes d'actions à venir dans les domaines de la régulation économique, de la fiscalité, des transports, du logement, de l'énergie, de l'emploi et des salaires et de la protection sociale.

La fiscalité calédonienne, directe et indirecte, sera réformée pour notamment améliorer la compétitivité de l'économie. Une nouvelle imposition indirecte a ainsi été adoptée par le congrès le 9 janvier 2012 : la taxe générale sur les activités, qui sera mise en place au 1^{er} janvier 2013 et remplacera cinq impôts et taxes préexistants. D'autres mesures ont été prises pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages, telles que la création d'un minimum vieillesse et la revalorisation du salaire minimum garanti (SMG), qui passe de 140 000 F.CFP à 150 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2012.

Sur le territoire comme dans d'autres pays, l'inflation est en partie liée à la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires. La France affiche une inflation annuelle de +2,5%, la Polynésie française de +1,8%, la Nouvelle-Zélande de +1,8% et l'Australie de +3,1%.

Indice des prix à la consommation des ménages

	Pondération	Indice base 100 déc. 92		Variation sur un an %
		Déc. 10	Déc. 11	
Indice général	10 000	100,0	102,6	2,6
Indice hors tabac	9 803	100,0	102,4	2,4
Indice hors tabac hors loyer	9 043	100,0	102,5	2,5
Détail en 5 regroupements conjoncturels				
Alimentation	2 178	100,0	104,0	4,0
Tabac	197	100,0	112,1	12,1
Produits manufacturés	3 031	100,0	100,8	0,8
Énergie	984	100,0	107,7	7,7
Services	3 610	100,0	101,4	1,4
Détail en 12 divisions*				
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1 989	100,0	104,0	4,0
Boissons alcoolisées et tabac	386	100,0	108,3	8,3
Habillement et chaussures	320	100,0	99,8	-0,2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1 740	100,0	102,0	2,0
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	761	100,0	101,8	1,8
Santé	143	100,0	100,4	0,4
Transport	2 119	100,0	104,3	4,3
Communications	350	100,0	94,0	-6,0
Loisirs et culture	962	100,0	101,4	1,4
Enseignement	20	100,0	101,6	1,6
Restaurants et hôtels	471	100,0	102,9	2,9
Autres biens et services	739	100,0	100,7	0,7

* Division de la nomenclature internationale des produits (COICOP).

Source : ISEE

Un indice rénové pour 2011

Le nouvel indice des prix à la consommation, calculé par l'ISEE, a été mis en place en 2011 (base 100 en décembre 2010). Cet indice est basé sur une nomenclature internationale de dépenses utilisée dans les pays de l'Union Européenne. La comparaison des indices des prix entre plusieurs pays est donc facilitée. En se fondant sur les résultats de l'enquête "Budget consommation des ménages" qui a eu lieu sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie en 2008, le nouvel indice des prix tient compte des habitudes actuelles de consommation de l'ensemble des Calédoniens. L'indice général est décliné selon cinq regroupements conjoncturels (alimentation, tabac, produits manufacturés, énergie, services). Le tabac et l'énergie ont été isolés des autres produits manufacturés pour être analysés de façon distincte.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Bonne année pour les exportations

Pour autant, le déséquilibre commercial continue de se creuser. En effet, les approvisionnements massifs et conjoncturels liés à la construction de l'usine du Nord et la hausse des cours mondiaux des matières premières entraînent le montant des importations vers de nouveaux sommets.

Avec 170 milliards de F.CFP, le déficit de la **balance commerciale** n'a jamais été aussi élevé. Pourtant, les exportations sont à leur meilleur niveau après l'exceptionnelle année 2007. Mais les importations augmentent encore plus fortement, dopées par les achats des ensembles industriels nécessaires à la construction de l'usine du Nord et par l'envolée des cours des matières premières.

Si le déficit commercial continue de se creuser, sa progression est toutefois nettement ralentie par rapport à l'année précédente : +4% contre +21% un an plus tôt. Avec 46,2%, le taux de couverture s'améliore progressivement après avoir atteint un point bas en 2009 (38,4%).

**146 milliards
d'exportations**

En 2011, les ventes de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 146 milliards de F.CFP contre 135 milliards de F.CFP en 2010 (+9%). Composées à 94% de nickel (produits miniers et métallurgiques), les **exportations** calédoniennes ont notamment profité de la hausse des cours du nickel au LME (+5% par rapport à 2010). Après avoir chuté en 2008 et 2009, les exportations de nickel sont reparties à la hausse en 2010, hausse qui se poursuit en 2011 : +78% par rapport à 2009.

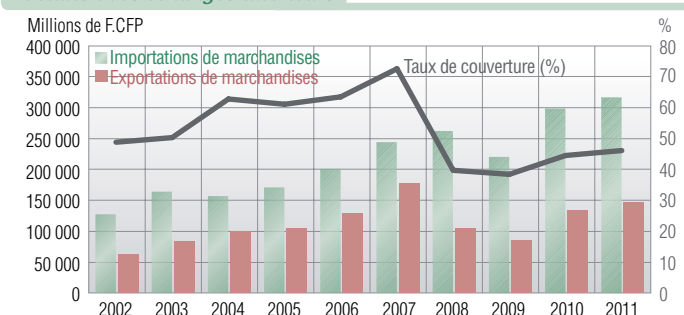
Évolution de la valeur des exportations de marchandises

	2010	2011	Variation
Minerais de nickel	25 803	27 076	4,9
Ferro-nickels	76 035	75 822	-0,3
Mattes	25 978	22 875	-11,9
NHC	180	10 971	//
Produits de la mer	1 806	1 832	1,4
dont thons	431	437	1,4
crevettes	1 025	1 013	-1,2
holothuries	181	287	58,6
trocas	104	68	-34,6
Autres produits	4 786	7 637	59,6
Total	134 588	146 213	8,6

Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

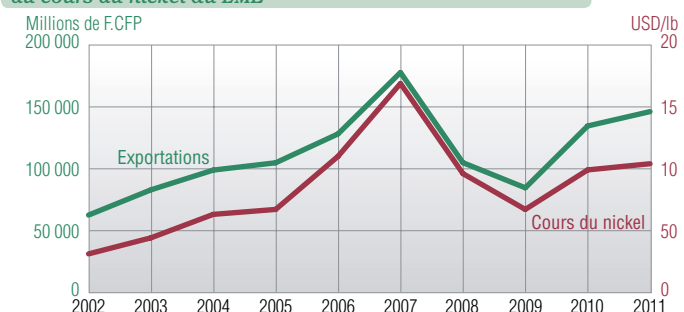
Unités : million de F.CFP, %

Évolution des échanges extérieurs



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes

Évolution de la valeur des exportations de marchandises et du cours du nickel au LME



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

En 2011, elles sont largement supérieures à la moyenne des dix dernières années (100 milliards de F.CFP).

En 2011, les bons résultats à l'export sont principalement dus

Les ventes de NHC stimulent les exportations du nickel

aux ventes de NHC. En effet, les ventes de ce nouveau produit, proposé sur le marché depuis fin 2010 par Vale Nouvelle-Calédonie, se sont développées en 2011. Ainsi, près de 11 milliards de F.CFP ont été exportés, cette année contre 180 millions de F.CFP en 2010.

Pour le reste, la hausse la plus importante concerne les minerais de nickel, dont les ventes progressent de 5% sur un an pour un volume quasiment identique ; celles de ferronickels restent quasiment stables ; seules les ventes de mattes diminuent en valeur (-12%) et en volume (-3%). Autres produits exportés par la

Nouvelle-Calédonie, les produits de la mer. Les exportations augmentent de 26 millions de F.CFP sur un an. Toutefois, les ventes restent inférieures à la moyenne des dix dernières années.

Dans le détail, les exportations d'holothuries et de trocas enregistrent de fortes variations sur un an (respectivement +59% et -35%) tandis que celles de thons et de crevettes sont quasiment stables.

En dehors des exportations de nickel et des produits de la mer, les autres exportations enregistrent une hausse de 3 milliards de F.CFP sur un an. Elles ne représentent que 5% des ventes totales du pays.

L'Asie, premier partenaire commercial de la Nouvelle-Calédonie

L'Asie est le premier acheteur des produits calédoniens : près de 48% des exportations totales lui sont destinées. Ses achats ont progressé de 7% sur un an.

L'Europe arrive en deuxième position avec 29% des exportations calédoniennes. Mais les ventes ont diminué de 12% sur un an. L'Océanie reçoit 17% des ventes calédoniennes, soit une augmentation de 84% par rapport à l'année dernière.

Dans le détail, les principaux partenaires de la Nouvelle-Calédonie sont le Japon, la France, l'Australie, Taïwan et la Corée du Sud. Le Japon est le premier acheteur en Nouvelle-Calédonie. Ses achats sont essentiellement composés de ferronickels (67% du montant total de ses achats) et de minerais de nickel (29%). La France, en deuxième position, achète principalement des matras de nickel ; sa part a diminué de 5% sur un an. L'Australie importe des minerais de nickel mais également du NHC (Nickel Hydroxyde Cake) depuis décembre 2010. Taïwan et la Corée du Sud

Évolution de la valeur des importations de marchandises



Source : Direction Régionale des Douanes

importent respectivement des ferronickels et des minerais de nickel. Leurs achats ont diminué sur un an : respectivement -20% et -23%.

En 2011, la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie n'est excédentaire qu'avec Taïwan, le Japon et la Corée du Sud, tandis qu'elle est déficitaire avec tous les autres pays.

Les ensembles industriels et les produits minéraux dopent les importations

À l'inverse, les "métaux et ouvrages en ces métaux" diminuent nettement (-27%), et de même que les "machines, appareils et matériel électrique" (-7%) et les "bois et ouvrages en bois" (-7%).

Les importations d'ensembles industriels s'élèvent à 52 milliards de F.CFP

contre 41 milliards de F.CFP en 2010 (+27% sur un an). Eléments clés de la construction de l'usine du Nord, ces ensembles ont été livrés à partir de septembre 2010. Les achats se sont prolongés à un niveau soutenu au cours du premier semestre 2011 (70% des importations 2011 d'ensembles industriels ont eu lieu au cours des deux premiers trimestres) et diminuent progressivement depuis.

Les produits minéraux augmentent également sur un an, passant de 50 à 61 milliards de F.CFP (+21%), conséquence du renchérissement du prix du pétrole. En effet, le prix moyen du pétrole brut est passé de 567,7 USD le baril en 2010 à 792,8 USD le baril en 2011 (+40%).

Les produits alimentaires contribuent également à la hausse des importations. Tributaires de l'envolée des cours des matières premières agricoles, ils enregistrent une hausse de 12% sur un an.

317 milliards d'importations En 2011, les importations atteignent un nouveau record, dépassant

pour la première fois la barre des 310 milliards de F.CFP. Ces achats augmentent de 6% par rapport à 2010 et sont largement supérieurs à la moyenne des dix dernières années (208 milliards de F.CFP).

Deux postes affichent des hausses supérieures à 20% sur un an : les "ensembles industriels" et les "produits minéraux". À eux-seuls, ils concentrent près de 40% des achats de la Nouvelle-Calédonie. D'autres postes sont également en hausse, principalement les "produits alimentaires" (+12%) et à moindre échelle, les "produits caoutchouc et plastique", les "papiers et ouvrages en papier" et les "produits textiles".

Évolution de la valeur des importations de marchandises

	2010	2011	Variation
Produits alimentaires	33 653	37 625	11,8
Produits minéraux	50 176	60 881	21,3
Produits chimiques	19 735	19 550	-0,9
Produits caoutchouc et plastique	10 812	11 248	4,0
Bois et ouvrages en bois	2 855	2 659	-6,9
Papiers et ouvrages en papier	4 555	4 749	4,3
Produits textiles	6 460	6 902	6,8
Métaux et ouvrages en ces métaux	21 983	16 132	-26,6
Machines, appareils et matériel électrique	49 002	45 560	-7,0
Matériel de transport	34 861	35 139	0,8
Autres produits	64 408	76 263	18,4
dont ensembles industriels	41 206	52 191	26,7
Total	298 500	316 708	6,1

Source : Direction Régionale des Douanes

Unité : million de F.CFP, %

En 2011, la structure des importations par continent ne représente pas de changement majeur par rapport à 2010.

Malgré la baisse de ses ventes de 3% sur un an, l'Asie reste encore le premier fournisseur du territoire avec 40% de la valeur totale des importations. La Chine et Singapour concentrent 61% des achats effectués en Asie. La Chine reste le premier fournisseur d'ensembles industriels



nécessaires à la construction de l'usine du Nord (soit 17% des importations totales). Toutefois, ces achats ont fortement diminué, au profit d'autres pays tels que l'Inde, la Malaisie et la Corée du Sud.

94% des ventes de Singapour à la Nouvelle-Calédonie concernent les produits minéraux. Singapour fournit 72% de l'ensemble des produits minéraux importés.

L'Europe est le deuxième grand fournisseur de la Nouvelle-Calédonie. Elle vend principalement des "machines et matériels électriques", "des voitures automobiles, tracteurs et cycles" mais aussi des "produits pharmaceutiques".

L'Asie et L'Europe regroupent à eux seuls près de 80% des achats du territoire.

La Nouvelle-Calédonie se fournit également auprès de l'Océanie notamment l'Australie qui représente 10% des importations totales.

**47 milliards de
recettes douanières**

En 2011, les **recettes douanières** liquidées par la Direction Régio-

Évolution des recettes douanières

	2010	2011	Variation(%)
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	17 769	18 625	4,8
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	6 979	7 317	4,8
Droits de douanes	6 395	6 666	4,2
Taxe sur les produits pétroliers	5 329	5 269	-1,1
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 191	2 228	1,7
Taxe sur le fret aérien	1 909	2 028	6,2
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	1 721	1 896	10,1
Taxe Conjoncturelle pour la Protection de la Production Locale (TCPPL)	971	1 004	3,4
Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA)	797	870	9,1
Taxe de péage	320	344	7,5
Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT)	248	265	6,7
Droit de quai	189	153	-19,0
Taxe anti-pollution	175	195	11,6
Amendes et confiscations	78	91	17,0
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	53	52	-1,6
Droit de port	40	38	-5,1
Redevance informatique (RI)	38	40	4,0
Droit de navigation intérieure	27	23	-14,0
Taxe de magasinage	///	104	///
Total	45 230	47 208	4,4

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

nale des Douanes pour le budget de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 47,2 milliards de F.CFP contre 45,2 milliards de F.CFP en 2010 (+4%).

Trois taxes principales apportent à elles seules 70% des recettes totales : la Taxe Générale à l'Importation avec 39% des recettes totales ; la Taxe de Base à l'Importation (15%) et les droits de

douanes (14%). Elles augmentent toutes de plus de 4% par rapport à 2010.

Sur un an, les recettes liées aux amendes et confiscations, à la taxe anti-pollution et à la taxe de consommation intérieure progressent à un taux supérieur à 10%. Elles ne représentent toutefois qu'une partie infime des recettes totales.

COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Retrouvez sur le site de CEROM :
www.cerom-oultremer.fr/nouvelle-caledonie/publications/etudes-cerom/

...les résultats de l'activité économique
 d'une année à travers ses grands agrégats :

Produits Intérieur Brut (PIB), Production, Consommation, Investissement, Importations, exportations.

Les Synthèses de CEROM



Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2010

Le nickel stimule la croissance

Après la reprise de 2009, l'économie calédonienne accélère en 2010. En volume, la croissance atteint 3,7%, proche de la moyenne des 10 dernières années. En valeur, le produit intérieur brut progresse de 8,4%. Cette forte croissance nominale reflète la hausse des prix, en particulier ceux du nickel. Le PIB par habitant progresse de 6,3% et atteint 3,2 millions de ECFP.

Le principal vecteur de la croissance est en effet le nickel. Celui-ci a bénéficié d'un retournement conjoncturel se traduisant par une hausse des cours au LME de 50% après deux années de baisse. Les opérateurs locaux ont augmenté leur production et les quantités exportées de minerais de nickel progressent de 23%. Au total, les ventes à l'extérieur des produits du nickel s'élèvent à 116 milliards ECFP, faisant de 2010 la troisième meilleure année derrière 2006 et 2007.

La vigueur de la demande intérieure explique la bonne tenue de l'économie calédonienne. L'investissement progresse de 24% en lien direct avec le chantier de l'usine pyrométallurgique de Koniambo Nickel SAS (KNS). L'économie hors nickel ralentit légèrement par rapport à 2009 dans un contexte de hausse des prix des matières premières importées. La part des services dans la valeur ajoutée totale passe de 61% à 59% au profit de la branche nickel. La consommation des ménages gagne 3,3%, stimulée en particulier par l'augmentation de l'emploi (+3,1%).

Les exportations repartent à la hausse (+53%) tirées par la demande des produits du nickel. Pour autant, le déficit commercial se creuse de 39 milliards ECFP et atteint un niveau record de 176 milliards de ECFP. En effet, le chantier de l'usine du Nord implique un recours massif aux importations de biens (+35%) qui atteignent un niveau record de 300 milliards de ECFP. L'augmentation de la facture énergétique (+44%) contribue aussi à la dégradation du solde commercial.

Produit Intérieur Brut

	2007	2008e	2009e	2010e
PIB (milliards de ECFP)	788,0	736,3	740,2	812,1
PIB/hab. (milliers de ECFP)	3,2	3,0	3,0	3,2

e : estimation

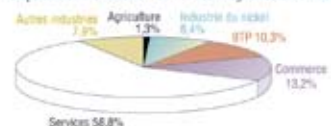
Croissance réelle

	Moyenne annuelle 1996/2007	2008e	2009e	2010e
PIB	3,7	0,8	3,3	3,7
Consommation finale*	2,7	3,9	2,4	2,9
Formation brute de capital**	12,8	2,1	-14,3	30,6
Importations	8,1	0,5	-11,7	26,2
Exportations	1,5	-10,8	2,2	6,8

* consommation des ménages + consommation des administrations
 ** investissement + stocks



Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2010



AVERTISSEMENT

Ce document est la cinquantième publication d'un compte économique rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Les résultats présentés sont des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macro-économique sur la base des comptes définitifs 2007 projetés en fonction des données disponibles pour l'année 2010. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront donc amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.



ACTIVITÉ BANCAIRE

L'activité bancaire modère sa croissance

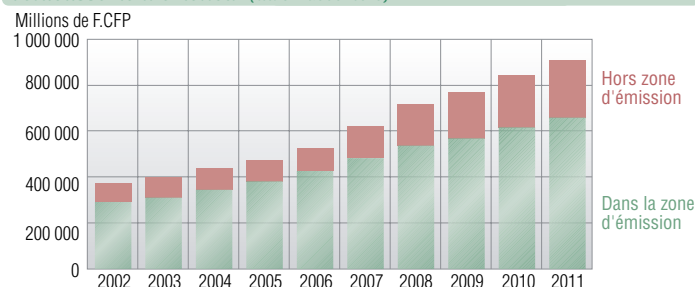
En 2011, le financement de l'économie est resté bien orienté. Les crédits accordés ont toutefois un peu ralenti, ce qui témoigne d'une certaine prudence des agents économiques dans leurs investissements.

L'activité de crédit progresse encore à un rythme soutenu

En 2011, avec 907,3 milliards de F.CFP, l'encours des crédits s'accroît de 7,4% sur un an. Après avoir atteint des niveaux records en 2007 et 2008 (respectivement +18% et +16%), le rythme de croissance annuelle décroît et retombe en 2011 à son niveau le plus bas depuis 2003. Les encours octroyés par les établissements situés hors de la zone d'émission (248,3 milliards de F.CFP) voient leur progression fléchir, passant de 37% en 2007 à 8,8% en 2011. Celle des établissements locaux (658,9 milliards de F.CFP) décroît également passant de 13,1% en 2007 à 6,8% en 2011.

Les crédits octroyés concernent prioritairement des projets d'habitat (35% des crédits), d'investissement (31%) ou de construction (12%). Ces trois types de crédit affichent également les plus fortes progressions sur un an (crédits

Évolution de l'encours des crédits selon la localisation de l'établissement émetteur (au 31 décembre)



Source : IEOM

d'investissement : +9% ; les crédits à l'habitat : +8,3% ; les crédits à la construction : +8,1%).

La hausse des encours de crédits concerne tous les agents économiques mais dans des proportions variables. Les **collectivités locales** affichent la plus forte progression sur un an avec 18,1% contre 7,7% pour les ménages et 5,6% pour les entreprises. Toute-

fois, les entreprises concentrent près de la moitié des crédits et les ménages 43%.

Les crédits aux **entreprises** ne ralentissent presque pas (+5,6%). Ils augmentent principalement du fait des crédits d'investissement (en hausse de 6,2%) et des crédits à la construction (+8,1%), notamment en liaison avec le développement de l'usine du Nord et de la zone VKP.

Encours de crédits accordés par les établissements situés dans et hors zone d'émission (au 31 décembre)

Encours de crédits	2010	2011 p	Variation
Crédits d'exploitation	82 116	81 616	-0,6
Entreprises	76 605	76 469	-0,2
Collectivités locales	5 511	5 147	-6,6
Crédits d'investissement	255 922	278 886	9,0
Entreprises	213 900	227 242	6,2
Collectivités locales	42 022	51 644	22,9
Crédits à la construction	101 159	109 321	8,1
Entreprises	101 159	109 321	8,1
Crédits à la consommation	69 219	71 926	3,9
Ménages	69 219	71 926	3,9
Crédits à l'habitat	289 548	313 581	8,3
Ménages	289 190	313 576	8,4
Collectivités locales	358	5	-98,6
Autres crédits	16 657	18 683	12,2
Entreprises	11 826	13 063	10,5
Ménages	4 494	5 441	21,1
Collectivités locales	337	179	-46,9
Autres	13 941	15 147	8,7
Créances douteuses brutes	16 545	18 138	9,6
Créances douteuses nettes	5 719	6 792	18,8
Provisions	10 826	11 346	4,8
Total des encours	845 107	907 298	7,4
Dont : Entreprises	403 490	426 095	5,6
Ménages	362 903	390 943	7,7
Collectivités locales	48 228	56 975	18,1

Source : IEOM

Unités : million de F.CFP, %

La demande de financement des **ménages** auprès de l'ensemble des établissements de crédit concerne principalement les crédits à l'habitat (80% des crédits des ménages). La mise en place en 2011 du prêt à taux zéro, a permis de maintenir le rythme de croissance à un niveau soutenu (+8,4%), reflet d'un investissement immobilier dynamique. D'autres crédits sont contractés par les ménages, notamment les crédits à la consommation. La croissance de ces crédits reste élevée (+3,9%) mais ralentit par rapport à 2010 (5,3%).

Les demandes de financement des **collectivités locales**, qui représentent seulement 6% des encours accordés, progressent fortement du fait des crédits d'in-

15 milliards de dépôts supplémentaires en 2011

vestissement (+22,9% sur un an). Ils représentent 91% de l'ensemble des crédits accordés aux collectivités locales.

En revanche, ces dernières affichent un désendettement pour tous les autres types de crédits.

En 2011, les **dépôts** collectés par les établissements locaux pour leur propre compte ou pour le compte d'institutions extérieures progressent de 2,3%, soit 641 milliards de F.CFP. Après avoir atteint des taux de croissance supérieurs à 15% durant la décennie, le rythme de croissance annuel ralentit fortement. Il est très inférieur à la moyenne des dix dernières années (9,7%).

La croissance des actifs financiers s'explique principalement par la hausse des placements liquides ou à court terme (+4,6%).

Les dépôts à vue (38% de l'ensemble des dépôts) et les placements à long terme (17%) augmentent très légèrement sur un an (respectivement de +0,5% et +0,8%).

La hausse globale des actifs financiers masque des disparités

Évolution des actifs financiers par catégorie et agent (au 31 décembre)

	2010	2011 p	Variation
Dépôts à vue	245 224	246 501	0,5
Entreprises	122 825	120 351	-2,0
Ménages	93 438	103 895	11,2
Autres agents	28 961	22 255	-23,2
Placements liquides ou à court terme	270 003	282 407	4,6
Entreprises	89 163	87 170	-2,2
Compte d'épargne à régime spécial	558	174	-68,8
Placements indexés sur les taux du marché	88 605	86 996	-1,8
Ménages	124 287	131 319	5,7
Compte d'épargne à régime spécial	87 730	95 224	8,5
Placements indexés sur les taux du marché	36 557	36 095	-1,3
Autres agents	56 553	63 918	13,0
Compte d'épargne à régime spécial	4 916	4 161	-15,4
Placements indexés sur les taux du marché	51 637	59 757	15,7
Placements à long terme	110 792	111 657	0,8
Entreprises	1 532	1 367	-10,8
Ménages	108 445	109 509	1,0
Autres agents	815	781	-4,2
Total des actifs	626 019	640 565	2,3
Entreprises	213 520	208 888	-2,2
Ménages	326 170	344 723	5,7
Autres agents	86 329	86 954	0,7

Source : IEOM

Unités : million de F.CFP, %

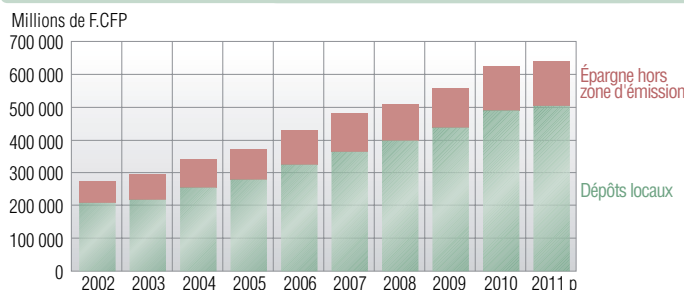
entre les agents économiques. Les disponibilités des ménages progressent toujours à un rythme soutenu (+5,7%). La hausse concerne tous les types de placements : dépôts à vue (+11,2%), placements liquides ou à court terme (+5,7%) et dans une moindre mesure, placements à long terme (+1,0%).

Les dépôts des entreprises (un tiers de l'ensemble des actifs) diminuent sur un an (-2,2%). La baisse concerne tous les types de placements : les dépôts à vue (-2,0%) ; les placements liquides ou à court terme (-2,2%) et les placements à long terme (-10,8%). C'est la première fois depuis dix ans, que les dépôts des entreprises reculent.

Les dépôts des autres agents augmentent sous forme de placements liquides ou à court terme (13,0%). En revanche, les dépôts à vue et les placements à long terme diminuent (respectivement -23,2% et -4,2%).

Les actifs financiers sont répartis entre les dépôts locaux (504 milliards de F.CFP) et l'épargne hors zone d'émission (137 milliards de F.CFP).

Évolution des actifs financiers selon la catégorie (au 31 décembre)



Source : IEOM

ENTREPRISES

Le dynamisme de la création d'entreprises se poursuit

En 2011, les créations d'entreprises se maintiennent au niveau élevé de 2010, supérieur à 5 000 entreprises créées dans l'année. Le tissu économique se développe et se renouvelle : pour une entreprise qui a officiellement cessé son activité en 2011, deux nouvelles entreprises ont été créées. La construction et les services aux entreprises sont les secteurs les plus concernés par cette régénération.

En 2011, 5 100 créations d'entreprises ont été enregistrées au Répertoire d'Identification des Entreprises et des Etablissements (RIDET). Les créations d'entreprises restent stables sur un an, après avoir connu une période de forte croissance entre 2003 et 2010 (+9,6% par an en moyenne). Comme en 2010, la majeure partie des entreprises créées en 2011 sont des créations pures (3 740 entreprises), porteuses de développement du tissu productif. Les reprises et les réactivations, qui assurent le maintien de l'activité, représentent quant à elles 1 370 créations.

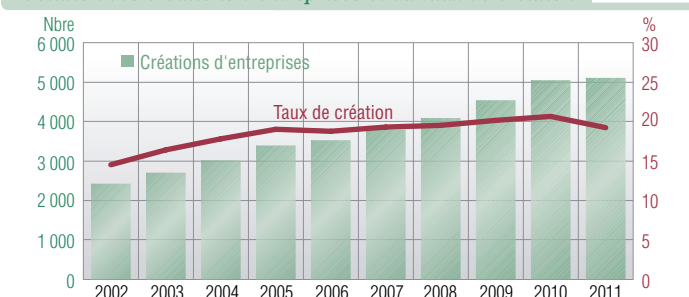
Une création pour cinq entreprises existantes

Dynamisme des services aux entreprises

Les entreprises créées au cours de l'année 2011 représentent 19,2% du parc des structures qui étaient actives au 1^{er} janvier 2011. Le taux de création d'entreprises se maintient à un niveau supérieur à 19% depuis 2007.

En 2011, plus de la moitié des créations d'entreprises ont concerné les secteurs de la "construction" (1 390 créations) et des "services aux entreprises" (1 210), notamment dans la construction de bâtiment, les travaux de maçonnerie générale et les services annexes de la production. Dans les "services aux entreprises" le nombre d'entreprises créées

Évolution des créations d'entreprises et du taux de création



Source : ISEE/RIDET

Créations d'entreprises en 2011, selon le type et le secteur d'activité

	Stock	Créations			Total	Taux de création
		pure	reprise	réactivation		
Industries agro-alimentaires (IAA)	387	31	3	12	46	12,8
Industries hors IAA	2 447	226	3	85	314	13,5
Construction	7 998	946	14	430	1 390	19,2
Commerce et réparation	4 229	427	26	130	583	14,5
Transports	1 907	163	4	61	228	12,5
Immobilier	1 252	242	0	8	250	23,9
Services aux entreprises	5 032	926	4	277	1 207	27,2
Services aux ménages	3 225	397	17	157	571	19,1
Éducation, santé, social	2 400	379	9	129	517	22,7
Total (champ ICS*)	28 877	3 737	80	1 289	5 106	19,2

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

progresses rapidement en 2011 (+8,4%) dans la tendance observée depuis 2003. En revanche, la création marque le pas pour la construction (+0,5%).

Rapporté au stock d'entreprises actives, ces deux secteurs affichent toutefois des taux de création supérieurs à la moyenne des dix dernières années.

D'autres secteurs tels que "commerce et réparations", "services aux ménages" et "éducation, santé, social" participent également à cette hausse : ils concentrent un tiers des créations calédoniennes en 2011. Toutefois, les créations dans ces trois secteurs ont été moins nombreuses qu'en 2010. Même s'il contribue de façon plus limitée, le secteur immobilier fait une percée remarquable en 2011

avec des créations qui ont doublé par rapport à 2010 et un taux de création largement supérieur à la moyenne des autres secteurs.

Une cessation pour deux créations 2 850 entreprises ont officiellement cessé leur activité en 2011,

réparties en 2 620 cessations définitives et 230 cessations temporaires. Près de 70% des cessations définitives d'entreprises ont eu lieu dans le secteur tertiaire, essentiellement dans les "services aux entreprises" (580), l'"éducation, santé, social" (360), le "commerce et la réparation" (350) et les "services aux ménages" (320). Le reste concerne le secteur secondaire, principalement dans la construction qui enregistre 630 cessations d'entreprises.

Évolution des créations d'entreprises

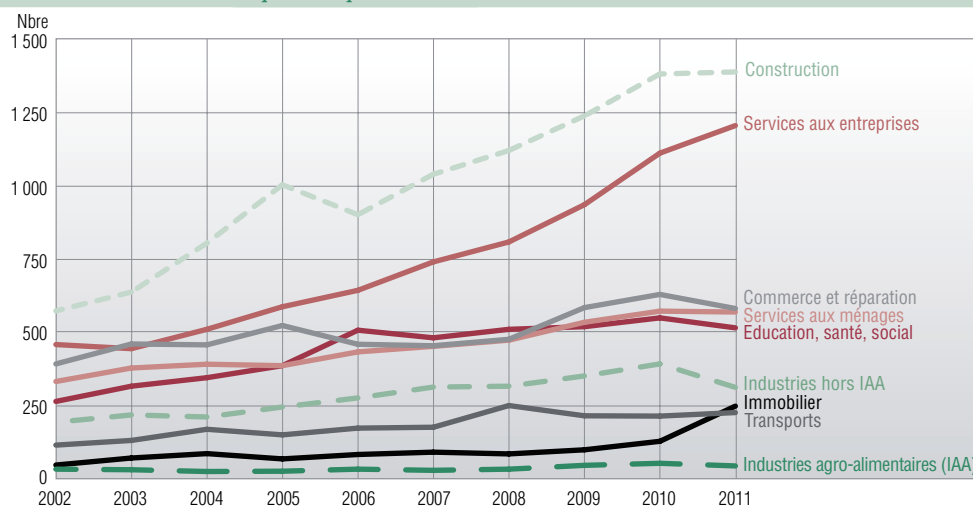
	2010	2011	Variation
Industrie-Construction	1 832	1 750	-4,5
Industries agro-alimentaires (IAA)	55	46	-16,4
Industries hors IAA	394	314	-20,3
Construction	1 383	1 390	0,5
Commerce-Services	3 215	3 356	4,4
Commerce et réparation	631	583	-7,6
Transports	216	228	5,6
Immobilier	130	250	92,3
Services aux entreprises	1 113	1 207	8,4
Services aux ménages	574	571	-0,5
Éducation, santé, social	551	517	-6,2
Total (champ ICS*)	5 047	5 106	1,2

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

Évolution des créations d'entreprises depuis dix ans



Source : ISEE/RIDET

La "construction" et les "services aux entreprises" comptabilisent à eux-seuls près de 50% des cessations totales d'entreprises enregistrées sur le territoire en 2011. Ainsi, les nombreuses créations d'entreprises dans ces deux secteurs traduisent tout autant un renouvellement du tissu économique, qu'un accroissement de l'offre d'activité.

Le **taux de survie** des entreprises calédonienne se maintient à un bon niveau, puisque 67% des entreprises créées au cours de l'année 2006 étaient encore actives cinq ans plus tard. Néanmoins, derrière ce taux global, se cachent de fortes disparités entre les différents secteurs d'activités : le taux de survie le plus faible a été observé dans l'éducation (24%), alors qu'il a atteint son niveau le plus élevé dans les "industries extractives" et le secteur public, ainsi que dans les "services collectifs, sociaux et personnels" (84%).

La bonne santé de l'économie calédonienne a favorisé la création d'entreprises ces dernières années. Ce dynamisme a été accompagné, notamment par un ensemble de dispositifs de soutien et d'aides. Par exemple, la

pépinière d'entreprises Centre Sud, créée en novembre 2008, accueille aujourd'hui 19 entreprises. Elle propose un accompagnement aux jeunes entrepreneurs et met à leur disposition des locaux et des services adaptés. D'autres soutiens sont également proposés, notamment par les chambres consulaires. Des aides financières sont apportées par le biais d'associations telles que NC Initiative (61 entreprises aidées en 2011) et ADIE (430 entreprises) ou au travers de dispositifs provinciaux d'aides aux entreprises.

En province Nord, une pépinière d'entreprises a également vu le jour fin 2010. Elle a accueilli dix entreprises en 2011. De plus, la CCI a décentralisé son salon de la création d'entreprises, à KONE depuis 2009.

Cessations d'entreprises en 2011, selon le type et le secteur d'activité

Cessation	Définitive	Temporaire	Total
Industrie-Construction	831	83	914
IAA	27	2	29
Industries hors IAA	176	16	192
Construction	628	65	693
Commerce-Services	1 784	150	1934
Commerce et réparation	352	20	372
Transports	116	12	128
Immobilier	61	2	63
Services aux entreprises	575	57	632
Services aux ménages	318	33	351
Éducation, santé, social	362	26	388
Total (champ ICS*)	2 615	233	2848

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unité : nbre

Définitions

Le **taux de création** est le rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 31 décembre de l'année précédente. C'est un indicateur de renouvellement du système productif.

Le **taux de survie des entreprises à n années** est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée ayant survécu jusqu'à son énième anniversaire.

La **cessation d'activité** est l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Les cessations d'activité sont comptabilisées, dès lors que les formalités de radiation ont été effectuées par l'intéressé. Cette démarche n'étant pas obligatoire, le nombre de cessations est vraisemblablement sous-estimé.

AGRICULTURE

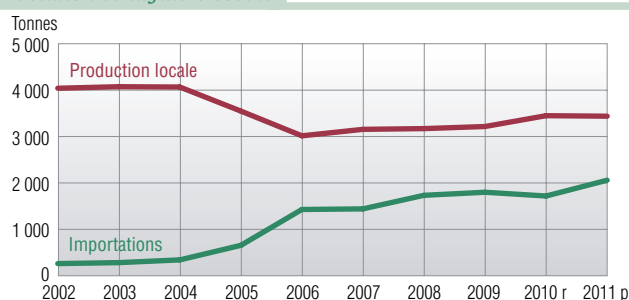
La production agricole est globalement stable

Toutes filières confondues, la production locale se maintient à son niveau de 2010, tandis que les importations augmentent sensiblement. Aussi, la couverture des besoins se dégrade.

En 2011, la production agricole s'élève à 24 000 tonnes, toutes filières confondues hors production de volaille dont les chiffres ne sont pas encore connus. C'est à peine plus qu'un an plus tôt (+0,3%).

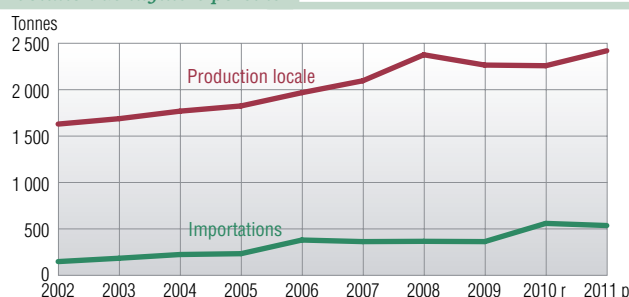
La filière animale produit 6 000 tonnes de viande (hors volaille), en légère hausse par rapport à 2010 (+1,5%). La production de viande bovine est la plus importante. Elle est relativement stable sur un an. Deuxième gros secteur de la filière animale, la production de viande porcine progresse de 8%. Les ovins et les caprins augmentent fortement (+25%), même s'ils représentent une part minime de la production animale. La production déclarée de cervidés est quant à elle, en perte de vitesse (-27%).

Évolution de la filière bovine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEP

Évolution de la filière porcine



Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEP

Avec près de 18 000 tonnes, la filière végétale a produit sensiblement autant qu'en 2010. Cette stabilité masque un net recul de la production de fruits et de céréales (respectivement -17% et -22%), que compense la hausse de la production de légumes, toutes familles confondues (+15%).

Au global, les importations de produits agricoles augmentent (+8%), répondant à l'accroissement de la consommation locale. Au final, la couverture des besoins se dégrade par la production locale.

Sur un an, la production locale de viande bovine affiche un volume quasiment identique à celui de 2010.

Après avoir connu des fortes baisses en 2005 et 2006, la production bovine progresse très légèrement depuis. Elle est stable en 2011.

Les abattages réalisés par l'OCEP augmentent légèrement sur un an (+1%) en tonnage. Les importations de viande bovine augmentent quant à elles de 20% par rapport à 2010 en volume et de 31% en valeur. Comme en 2010, la hausse quantitative est due à l'augmentation de l'importation de morceaux nobles mais aussi de basses côtes et de ragoût. La hausse notable de la devise Néo-Zélandaise (principal pays fournisseur de viande bovine) et les tensions sur le marché international des viandes expliquent la forte hausse en valeur.

Bien que la production locale connue à ce jour soit quasiment équivalente à celle de 2010, la couverture des besoins s'est encore dégradée. Elle approchait les 90% avant 2005. Elle est de 58% en 2011, contre 63% en 2010.

Après s'être stabilisée en 2010, la production locale de viande porcine repart à la hausse avec une progression de près 8% sur un an. La hausse de la production locale de viande porcine a permis de réduire les importations de 4% par rapport à 2010. En 2011, la couverture des besoins s'élève à 72%, presque autant qu'en 2010.

À la marge de ces deux productions principales, les abattages contrôlés de viande de cerfs reculent de 27%. Après avoir fortement augmenté en 2010, grâce à la mise en place d'un

nouveau schéma d'embouche de cerfs capturés, la production de viande de cervidés diminue de nouveau. En conséquence,

les ventes à l'étranger diminuent de 25% en volume (-12% en valeur).

Production et importations de viande (abattages contrôlés de l'OCEP et des bouchers de l'intérieur)

	2010 r	2011 p	Variation
Viande bovine			
Production	3 425	3 414	-0,3
Importations	1 696	2 036	20,0
Viande porcine			
Production	2 255	2 416	7,1
Importations	558	535	-4,1
Viande ovine			
Production	7,9	10,3	30,4
Importations	701	533	-24,0
Volaille			
Production	nd	nd	nd
Importations	8 685	9 593	10,5
Cervidés			
Production	268	195	-27,2

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, OCEP

Unités : tonne, %

La production de viande ovine et caprine progresse, quant à elle, de 25% sur un an. La hausse de la production se traduit par une baisse des importations (-24%). Pour ce type de viande, la consommation locale est stable, mais reste limitée.

La production de légumes reprend des couleurs, tandis que celle de fruits chute

La production marchande de fruits sur le territoire s'élève à 3 900 tonnes en 2011 contre 4 700 tonnes en 2010 (-17%). En dehors des ananas, des citrons et limes, et des fraises qui enregistrent des tendances haussières par rapport à 2010 (respectivement +10%, +15% et +27%) et la production de letchis qui remonte après une année 2010 des plus mauvaises, tous les autres fruits ont vu leur production régresser. C'est notamment le cas des oranges (-2%), des bananes (-29%) et des pastèques (-12%), qui représentent 65% des ventes déclarées au marché de gros. Corollaire de la baisse de production, les importations de fruits augmentent, entraînant une dégradation de la couverture des besoins en fruits (hors fruits secs). Elle s'établit aux alentours de 45% contre 53% en 2010. Autre conséquence, les prix des fruits frais se sont envolés au cours de l'année avec un pic en juillet-août et en décembre, par rapport à la même période de l'année précédente.

En 2011, la production marchande de légumes (hors squashes et pommes de terre) progresse de 4% sur un an, conséquence de la hausse de la production de concombres (+23%), des oignons (+67%) et des carottes (+27%). Seule la production du premier trimestre diminue par rapport à 2010, conséquence du passage de la dépression tropicale "Vania".

Production et importations de la filière végétale

	2010 r	2011 p	Variation
Fruits			
Production marchande	4 694	3 902	-16,9
dont commercialisation au marché de gros	2 617	2 361	-9,8
Importations	4 206	5 028	19,5
Légumes (y.c oignons et tubercules)			
Production marchande	6 915	7 198	4,1
dont commercialisation au marché de gros	3 912	3 886	-0,7
Importations	3 658	3 715	1,6
Squashes			
Production marchande	2 092	2 491	19,1
dont commercialisation au marché de gros	28	36	28,6
dont exportations	2 065	2 455	18,9
Pommes de terre			
Production locale*	868	1 695	95,3
dont commercialisation au marché de gros	12	4	-66,7
Importations	1 233	2 423	96,5
Céréales			
Production locale	3 335	2 597	-22,1
Importations	44 317	46 712	5,4
Café			
Production locale	13	21	61,5
Importations	1 286	1 129	-12,2

Sources : DAVAR, Direction Régionale des Douanes, ERPA, Chambre d'Agriculture, OCEF
* Achats de l'OCEF, non compris les pommes de terre nouvelles

Unités : tonne, %

Les prix des légumes frais s'étaient alors envolés avec un pic atteignant +43% au 1^{er} trimestre, par rapport à la même période un an plus tôt. Cette inflation est aussi la conséquence des mauvaises conditions climatiques chez nos voisins australiens et néo-zélandais limitant ainsi l'offre à l'international, conjuguées au renchérissement des taux de change. L'ensemble des trois autres trimestres a été plus favorable (+13% par rapport à 2010).

En valeur, les importations ont plus que doublé (146 millions de F.CFP en 2011 contre 62 millions de F.CFP en 2010), conséquence de la hausse des prix moyens dans les pays producteurs et de la parité des monnaies de ces pays.

En volume, la couverture des besoins en légumes (y compris pommes de terre) s'est dégradée. Elle s'établit aux alentours de 60% contre 63% en 2010.

Reprise de la production de café En 2011, la production de café s'élève en volume à 21 tonnes contre

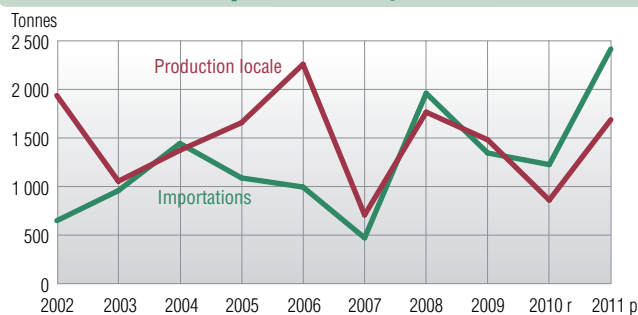
Malgré la hausse de la production, les importations de légumes progressent de 25%. Cette progression est en grande partie due à la pomme de terre. Après deux années de baisse consécutives, la production de pommes de terre augmente de nouveau : 1 690 tonnes ont été produites en 2011 contre 900 tonnes en 2010. Mais 2010 avait été une mauvaise année pour la pomme de terre.

Sur un an, les importations de pommes de terre ont pratiquement doublé : 2 420 tonnes ont été importées d'Australie et de Nouvelle-Zélande, la production 2010 ayant été insuffisante pour alimenter le

13 tonnes en 2010, soit une progression annuelle de 61%. Parallèlement à une hausse de la production, les importations diminuent en volume de 12% sur un an.

Quant aux céréales, en 2011 la production, diminue (-2,3% sur un an) après avoir fortement augmenté en 2010 (+27% par rapport à 2009). Corollaire, les importations augmentent de 5% en volume sur un an. La hausse concerne essentiellement les importations de maïs pour la provenance (+95%) et de blé, destiné à la minoterie (+16%).

Commercialisation des pommes de terre fraîches



Sources : OCEF, Marché de Gros, Direction Régionale des Douanes

Du nouveau dans la filière agricole

Les accords interprofessionnels dans la branche fruits et légumes entrent en application. Ce nouveau dispositif devrait permettre, à terme, une meilleure régulation du marché.

En 2011, les premiers agréments Bio Pasifika, ont été accordés à des producteurs dans le domaine du maraîchage, de la production de fruits et de produits vivriers. Ce label suit la norme océanienne d'agriculture biologique : certains pourront porter la mention Garantie (si la production se fait sans produits chimiques depuis au moins trois ans) ou la mention en Conversion (si l'exploitation a des pratiques garanties "bio" mais n'a pas encore passé le délai de conversion des 3 ans).

La province Sud souhaite développer la filière sylvicole. Elle a ainsi un programme de plantation de 1 500 hectares, à la Plaine du champ de bataille. Des essences locales, mais aussi des pinus constitueront ces premières plantations.

Dans le cadre du développement durable à l'échelle du Pacifique, le projet initié par le gouvernement, de planter 250 000 arbres par an sur dix ans (opération "Un arbre, un jour, une vie"), voit la première mise en terre en avril 2012. Cette démarche engage les provinces, les communes mais aussi des grandes associations environnementales, l'Institut de recherche pour le développement, le WWF ou l'Institut agronomique néo-calédonien.

PÊCHE AQUACULTURE

Le secteur résiste

La valeur des exportations de produits de la mer se maintient malgré la baisse des volumes exportés. Les ventes à l'étranger de crevettes n'ont jamais été aussi basses, malgré une augmentation de la production.

Les volumes pêchés baissent légèrement. Le thon et les holothuries se vendent bien à l'international, contrairement aux trocas.

Tous produits confondus, la valeur des exportations de produits de la mer se maintient malgré le recul des tonnages pêchés ou produits. En effet, le renchérissement du thon, des holothuries et dans une moindre mesure des crevettes a permis à la valeur des exportations de se maintenir à 1,8 milliard de F.CFP. La Nouvelle-Calédonie a toutefois exporté 380 tonnes de moins qu'en 2010.

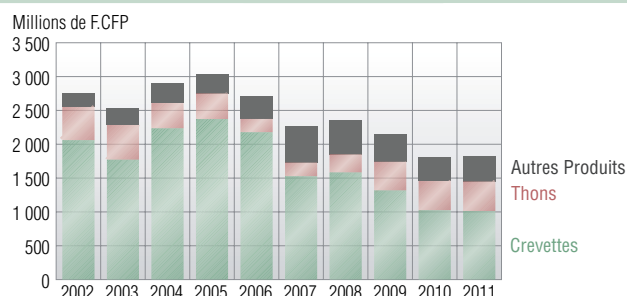
En valeur, ces exportations sont composées à 55% de crevettes, à 24% de thons et à 21% de trocas et d'holothuries.

La production de crevettes repart à la hausse grâce à l'arrivée d'une nouvelle ferme aquacole

L'aquaculture de crevettes amorce une reprise après avoir été en difficulté en 2010. En effet, la production augmente de 33% sur un an : 1 540 tonnes de crevettes sont sorties des fermes aquacoles en 2011, contre 1 160 l'an dernier. Cette hausse est liée à la mise en production fin 2010 d'une nouvelle ferme aquacole à Poya. Le projet avait bénéficié d'aides au développement de la province Nord en 2009.

La production de crevettes a néanmoins été limitée par les difficultés qu'ont rencontrées les éclosiers dans l'élevage des post-larves. En effet, du fait d'une forte mortalité des géniteurs ou des larves ou, suite à des problèmes de tempéra-

Évolution des exportations de produits de la mer



Source : Direction Régionale des Douanes

ture, la production de post-larves n'a pas été suffisante pour commencer toutes les fermes aquacoles du territoire. Ainsi, 44 hectares de bassins sont restés vides en 2011. 125 millions

de post-larves ont été vendues aux fermes aquacoles, comme en 2010. Ces ventes sont très loin derrière les 180 millions de post-larves élevées en 2004 et 2005 qui avaient permis aux fermes aquacoles de produire 2 300 tonnes de crevettes en 2005 et 2006.

Outre les aides au développement dont bénéficie la filière crevette-côle, d'autres moyens sont mis en œuvre, tels que des aides versées par l'ERPA et une caisse de stabilisation et de mutualisation, qui peut être mobilisée pour toute action visant à optimiser la pro-

duction de post-larves. Ainsi, en 2010, cette caisse avait permis de mettre en place un élevage de géniteurs supplémentaires ; elle n'a pas été sollicitée en 2011.

Malgré la hausse de la production, les volumes exportés n'ont jamais été aussi bas

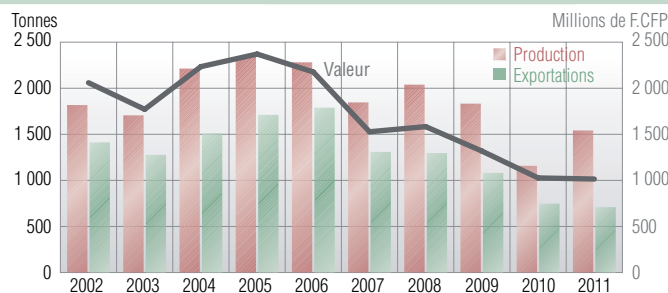
Depuis 2006, les quantités de crevettes exportées ne cessent de reculer, pour atteindre en 2011 leur

niveau le plus bas depuis quinze ans. En 2011, le territoire a exporté 708 tonnes de crevettes contre 746 un an avant. Les exportations, constituées en partie de la production de l'année et des stocks de l'année précédente, ont ainsi été pénalisées, cette année, par le déficit de production de 2010.

En 2011, les exportations de crevettes sont deux fois moins importantes qu'il y a dix ans, en volume comme en valeur. Toutefois, sur un an, les valeurs exportées sont pratiquement stables (-1%) alors que les tonnages affichent -5% par rapport à 2010. La crevette se vend un peu mieux : le prix de vente moyen au kg à l'international a progressé de 4%. Les crevettes calédoniennes se vendent plus cher sur les marchés japonais et océaniques que sur les marchés français et américains.

En 2011, les trois quarts des exportations de crevettes calédoniennes sont destinées au Japon

Évolution de la production et des exportations de crevettes



Source : Direction Régionale des Douanes

(514 tonnes de crevettes, soit 46 tonnes de plus qu'en 2010).

Le quart restant se répartit entre trois pays : la France, les États-Unis et l'Australie.

Les achats de la France s'effondrent depuis 2009, passant de 487 tonnes en 2009 à 133 en 2010 et 63 en 2011. La France, principal acheteur des crevettes calédoniennes jusqu'en 2007, n'en achète plus que 9%.

En 2011, le marché français est même supplanté par les États-Unis qui ont acheté 79 tonnes, soit 18 de plus qu'en 2010.

42 tonnes de crevettes calédoniennes ont été envoyées en Australie en 2011, contre 21 tonnes en 2010. Les achats de Wallis et Futuna et de la Nouvelle-Zélande sont minoritaires ; ceux de la Polynésie française sont nuls en 2011 alors qu'elle achetait, en moyenne sur les dix années précédentes, 50 tonnes de crevettes par an.

Les volumes pêchés baissent légèrement

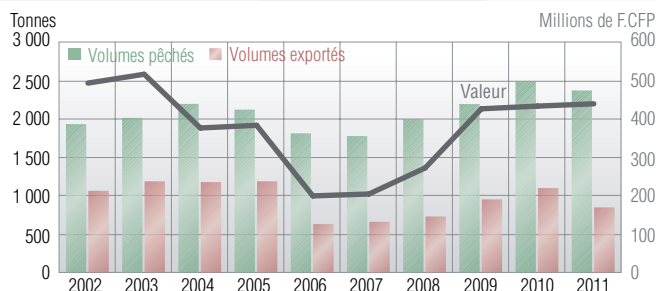
En 2011, 2 800 tonnes de poissons ont été rapportées par les palangriers du territoire, contre 2 860 tonnes un an avant. Cette pêche est majoritairement composée de thons, dont les volumes reculent sur un an (-6%). Les thons blancs représentent les trois quarts de ces tonnages (1 740 tonnes en 2011). Sur un an, leur capture recule de 200 tonnes. Ce recul est partiellement atténué par la hausse des thons jaunes et des marlins pêchés (respectivement +80 et +40 tonnes).

Le thon se vend globalement plus cher sur les marchés internationaux

En 2011, un peu plus d'un tiers des thons pêchés sont exportés. Après avoir augmenté pendant quatre ans, les quantités exportées reculent (-23%). Toutefois, leur valeur se maintient.

85% du thon calédonien exporté est vendu à trois pays : le Japon, les Samoa américaines et la France. Le Japon concentre 44% des achats. Portant essentiellement sur des thons frais, ils progressent

Évolution de la pêche et des exportations de thons



Source : Direction Régionale des Douanes

sur un an, dans les mêmes proportions en valeur et en volume (+25%), tirés par la hausse des achats de thon jaune.

Les Samoa américaines restent le 2^e acheteur de thon calédonien, notamment pour les besoins de la conserverie de Pago Pago. Pourtant, en 2011, ses achats ont été divisés par deux en volume comme en valeur, suite à l'ouverture d'une conserverie à Nouméa pour transformer localement le thon calédonien.

14% du thon calédonien exporté est destiné à la France. Ses commandes augmentent de 70% en volume et de 46% en valeur par rapport à 2010.

Les 15% restants se répartissent entre l'Arabie Saoudite, l'Espagne et la Thaïlande. Leurs achats compensent la défection d'autres acheteurs comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les Samoa occidentales.

Outre les crevettes et les thons, le territoire exporte des produits de la pêche artisanale. En

Le marché international est favorable aux holothuries calédoniennes, mais pas aux trocas

valeur, les holothuries se placent en 3^e position, loin devant les trocas.

En 2011, les 34 tonnes d'holothuries exportées ont rapporté 287 millions de FCFP. Sur un an, les volumes de FCFP augmentent de 30% et leur valeur double, signe du renchérissement de ce produit

sur les marchés internationaux. Même si les exportations d'holothuries se reprennent en 2011 après plusieurs années de baisse, elles sont encore loin du pic de 2007 (94 tonnes). Toutefois, elles pourraient redécoller avec les projets de fermes d'élevage d'holothuries, soutenus notamment par la province Nord. Ceux-ci permettraient à terme d'augmenter les quantités d'holothuries pêchées, sans pénaliser les ressources naturelles, et de développer cette activité à l'exportation.

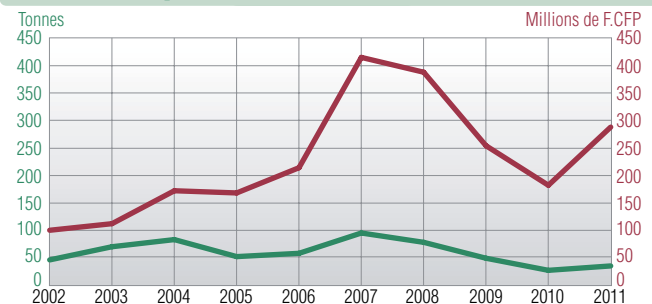
La quasi-totalité des holothuries est destinée à Hong-Kong dont les achats sur un an progressent de 8 tonnes et de 103 millions de FCFP. L'Australie et la Malaisie se partagent les 5% restants ; elles achètent à elles deux 5 tonnes de plus qu'en 2010 (+6 millions).

Contrairement aux exportations d'holothuries, celles de trocas chutent pour la 2^e année consécutive.

En 2011, 68 tonnes de trocas ont été exportées pour 104 millions de FCFP, soit une baisse sur un an de 35% en volume

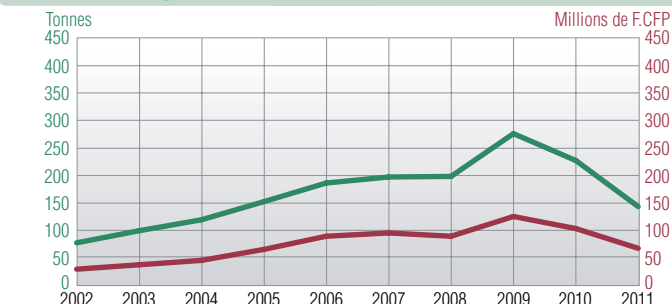
comme en valeur. Cette baisse est principalement liée au fort recul des achats de la Chine acheteur privilégié des trocas calédoniens, et dans une moindre mesure au non-renouvellement des achats du Vietnam et de Hong-Kong. À l'inverse, les commandes de Madagascar et de l'Italie augmentent.

Évolution des exportations d'holothuries



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

Évolution des exportations de trocas



Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes

MINES
MÉTALLURGIE

Une année favorable au nickel

En 2011, le secteur du nickel est resté soutenu par le haut niveau des cours.
La production métallurgique a progressé, grâce à la montée en charge du NHC.

Le cours du nickel augmente

Sur l'année 2011, le cours moyen de la livre de nickel au London Metal Exchange (LME) est légèrement en hausse sur un an avec 10,39 USD/lb, contre 9,89 USD/lb en 2010 (+5%). Toutefois, après une hausse au 1^{er} trimestre jusqu'à près de 13 USD/lb, il repart à la baisse pour atteindre 8,11 USD/lb en novembre.

Le cours du dollar s'affiche quant à lui en moyenne à 85,78 F.CFP en 2011, contre 90,14 F.CFP il y a un an. Cette baisse, conjuguée à la légère hausse des cours au LME, permet à la valeur du nickel en monnaie locale de rester stable sur un an à 890 F.CFP la livre en moyenne en 2011.

L'extraction minière est stable ; les exportations sont soutenues par la hausse des cours

L'extraction de minerai de nickel est stable par rapport à 2010, en dépit des intempéries en début d'année qui ont pénalisé l'activité. 8,8 millions de tonnes humides ont été extraites en 2011, contre 8,7 millions en 2010. Cette stabilité masque un recul des extractions de saprolites (-350 000 tonnes humides), compensé par la hausse de celles des latérites (+500 000 tonnes humides). En 2011, l'extraction de latérites calédoniennes atteint un record. Quant aux saprolites, bien qu'en baisse par rapport à 2010, l'extraction reste au-dessus de sa moyenne décennale.

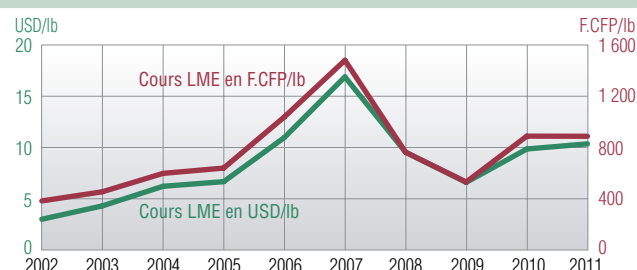
Au-delà des variations de l'extraction, les volumes exportés se maintiennent tant pour les

Extraction minière de nickel

	2010	2011	Variation
Saprolites	6 007	5 655	-5,9
Latérites	2 691	3 189	18,5
Total	8 698	8 844	1,7

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie Unités : millier de tonnes humides, %

Évolution annuelle des cours du nickel au LME en dollar et en F.CFP



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de minerai de nickel

	2010		2011		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Saprolites	2 272	15 671	2 299	19 267	1,2	22,9
Latérites	2 300	9 375	2 290	8 058	-0,4	-14,1
Total	4 572	25 046	4 588	27 325	0,4	9,1

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : millier de tonnes humides, million de F.CFP, %

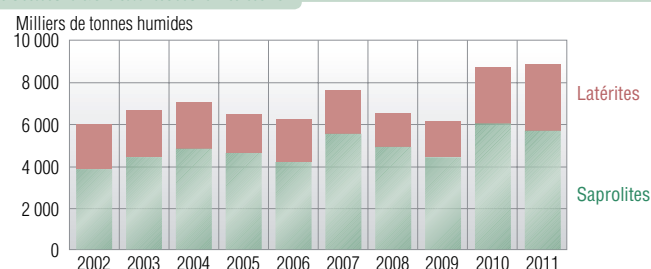
latérites que pour les saprolites. Au total, 4,6 millions de tonnes humides ont été exportées, réparties à parts égales entre les saprolites et les latérites. Elles se maintiennent à leur niveau élevé de 2010, qui n'avait été dépassé qu'en 1996 et 1997.

Bien que les volumes exportés soient restés stables, la valeur des exportations minières progresse de 9% sur un an grâce à la hausse des cours. Elle dépasse 27 milliards de F.CFP (25 milliards en 2010), affichant ainsi son meilleur résultat des vingt dernières années, hormis le re-

cord de 2007. Les exportations de latérites perdent 1,3 milliard de F.CFP ; celles des saprolites augmentent de 3,6 milliards de F.CFP.

L'Australie est le principal acheteur de minerai calédonien depuis plusieurs années. Elle absorbe à elle seule près de la moitié du minerai exporté en 2011. Ses achats de latérites, à hauteur de 2,2 millions de tonnes humides, reculent légèrement sur un an (-80 000 tonnes humides). L'année 2010 avait toutefois été stimulée par la reprise d'activité de

Évolution de l'extraction minière



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

l'usine hydrométallurgique de Yabulu (Queensland Nickel), après plusieurs mois de suspension. La Corée du Sud est le 2^e acheteur de minerai calédonien. En 2011, elle achète, pour les besoins de l'usine de Gwangyang (groupe SMSP-POSCO), 1,2 million de tonnes humides de saprolites, soit 230 000 tonnes de moins qu'en 2010. Cette baisse sur un an est visible dès le mois d'avril, mais s'est accentuée jusqu'à son point culminant en août. L'approvisionnement de cette usine a été perturbé en août-septembre par des conflits qui opposaient la SMSP et les coutumiers de Kaala-Gomen, Poya et Canala, empêchant le chargement du minerai de la mine de Ouaco sur les minéraliers de la SMSP.

À terme, les achats de la Corée du Sud devraient progresser. En effet, fin août, la SMSP et POSCO ont décidé de procéder à l'extension des capacités de production de l'usine de Gwangyang. Les premiers travaux étaient programmés pour septembre 2011 et devraient aboutir à une mise en production en 2014.

Après avoir été au plus bas en 2009 (610 000 tonnes humides), les achats du Japon ne cessent de progresser depuis, atteignant 1 million de tonnes humides en 2011, soit 190 000 tonnes de plus qu'il y a un an.

La Chine, qui n'achetait plus de minerai calédonien depuis juin 2008, a renouvelé ses achats en décembre 2011 (139 000 tonnes humides).

Production métallurgique

	2010	2011	Variation
Ferro-nickels	39 802	39 983	0,5
Mattes	13 917	13 847	-0,5
NHC	222	7 568	ns
Total	53 940	61 397	13,8

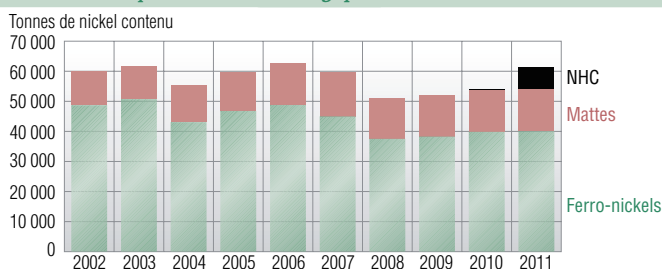
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, %

Le NHC tire à la hausse le secteur de la métallurgie

La production métallurgique progresse de 14% sur un an, s'élevant à 61 400 tonnes de nickel contenu produites en 2011, contre 54 000 tonnes il y a un an. Cette progression est uniquement tirée par le Nickel Hydroxide Cake (NHC). Cette production de Vale NC, commencée en octobre 2010, atteint désormais 7 600 tonnes de nickel contenu, soit 12% de la production métallurgique du territoire. Les quantités produites de ferro-nickels et de mattes sont stables sur un an, et

Évolution de la production métallurgique



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de produits métallurgiques

	2010		2011		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Ferro-nickels	41 381	76 035	40 460	76 167	-2,2	0,2
Mattes	14 393	25 978	13 916	23 182	-3,3	-10,8
NHC	118	180	7 533	10 971	ns	ns
Total	55 892	102 193	61 909	110 320	10,8	8,0

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, million de F.CFP, %

en-dessous des niveaux atteints dans les années 2001 à 2007.

Les exportations de produits métallurgiques s'établissent à 62 000 tonnes de nickel contenu vendues à 110 milliards de F.CFP en 2011, contre 56 000 tonnes à 102 milliards il y a un an. Cette hausse de 11% en volume et de 8% en valeur est uniquement liée aux ventes de NHC : 7 500 tonnes de nickel contenu pour 11 milliards de F.CFP. Hors NHC, les exportations métallurgiques du territoire auraient reculé de 3%, par rapport à 2010, en volume comme en valeur (-1 400 tonnes et -2,7 milliards de F.CFP). Ce recul touche davantage les ferro-nickels (-920 tonnes) que les mattes (-480 tonnes). En 2011, les volumes de ferro-nickels exportés sont à un niveau bas par rapport à la moyenne décennale. Quant aux mattes, les volumes exportés oscillent depuis 2006 autour des 14 000 tonnes de nickel contenu.

Même si la Nouvelle-Calédonie a de nombreux clients, quatre pays concentrent à eux seuls 60% des achats : la France, pour les besoins en mattes de l'usine de Sandouville au Havre, le Japon, Taïwan et l'Australie, à laquelle est destinée la quasi-totalité de la production de NHC.

Le secteur de la mine et de la métallurgie emploie 4 250 salariés en moyenne en 2011, dont 2 950 pour les seules activités de la mine. Celles-ci comptent plus de

300 salariés supplémentaires sur un an. La production métallurgique (hors Vale NC) emploie quant à elle 1 300 personnes, en légère baisse pour la 2^e année consécutive. Cette baisse est liée au plan de compétitivité de la SLN, qui prévoit que certains départs à la retraite ne soient pas remplacés. À ces salariés locaux, s'ajoutent les travailleurs étrangers sur sites, recrutés pour les phases de construction et de démarrage des usines du Sud et du Nord. Ils étaient 4 770 au 31 décembre 2011, contre 4 300 un an avant, embauchés principalement par l'usine du Nord. Après l'envolée de 2010, la hausse est plus modeste en 2011.

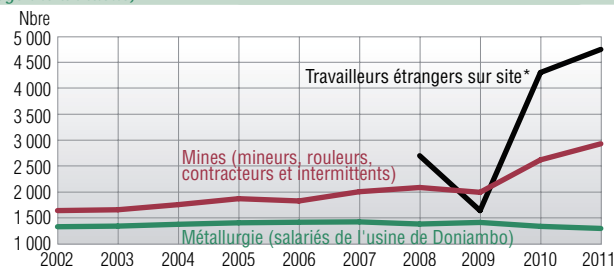
Certaines étapes de construction de l'usine du Nord étant terminées, des travailleurs ont été démobilisés, notamment dans les domaines du bâtiment et travaux publics, de la restauration ou de l'électrification. Au total, jusqu'en 2013, 300 entreprises et 2 300 salariés locaux seront concernés par ces fins de contrat. À l'image des dispositifs mis en place en 2008 lors de la fin de la construction de l'usine du Sud, un plan Réaction (réussir l'après-construction) a été initié par la province Nord avec ses partenaires, notamment KNS. Ce plan permet d'identifier les compétences acquises par les salariés et les entreprises, et leur propose un accompagnement individualisé, notamment pour les aider à se positionner sur d'autres bassins d'emploi ou de nouveaux marchés.

L'usine du Nord crée de l'emploi

*Les prévisions pour 2012
sont bien orientées*

De mi-novembre 2011 à février 2012, l'usine du Sud est en "phase d'opération intégrée" pour tester l'ensemble de ses installations et les processus de fabrication. Elle entrera en production au cours du 1^{er} semestre 2012, dans le contexte d'une demande mondiale de nickel et d'acier inoxydable encore soutenue. Une partie de sa production sera consacrée au NHC, l'autre à l'oxyde de nickel. L'usine du Nord devrait entrer en production fin 2012 et monter en puissance jusqu'en 2014, pour atteindre sa pleine capacité de 60 000 tonnes en 2015. Pour faire face à l'augmentation de la capacité de production de l'usine de Gwangyang, de 30 000 à 54 000 tonnes de nic-

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur "Mines-métallurgie"
(moyenne annuelle)



*Nombre d'autorisations de travail en cours, au titre des prestations de services internationales, au 31 décembre.

Sources : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Direction du Travail et de l'Emploi

kel contenu, les mines de la Nickel Mining Company SAS (NMC) devront doubler leur production dans trois ans, au moyen d'une baisse de la teneur du nickel exporté. Cette augmentation de production pourrait créer, selon

la SMSP, 600 emplois directs et indirects.

La teneur moyenne du minerai de nickel exporté sera également diminuée vers le Japon, prolongeant ainsi la durée de vie des mines.

Utilisation de l'unité "tonnes humides" ou "tonnes de nickel contenu"

Le minerai de nickel contient entre 20 et 40% d'eau. Le tonnage extrait indiqué tient compte de ce poids d'eau contenue : on parle donc de "tonnes humides". La teneur en nickel est calculée sur le minerai "sec", duquel l'eau a été enlevée.

La production de produits métallurgiques (ferro-nickels, mattes et NHC) est quantifiée en tonnes de nickel contenu, cette unité donnant une idée plus précise de la quantité de nickel qu'un tonnage brut.

Les TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONIENNE

TEC

ouvrage de référence pour tous ceux qui veulent s'informer sur la Nouvelle-Calédonie. Édition complète.

*En attente de la prochaine édition,
retrouvez le sur le site de l'ISEE : www.isee.nc*



ÉNERGIE

L'hydraulique comble la demande électrique supplémentaire

En 2011, la production d'électricité augmente, tirée par le barrage de Yaté. La production supplémentaire permet de faire face aux besoins croissants de Vale Nouvelle-Calédonie et de la distribution publique.

En 2011, la production d'électricité dépasse 2 260 GWh, en hausse de 6% par rapport à 2010. Cette hausse est essentiellement tirée par l'hydraulique (+110 GWh) et dans une moindre mesure, par le thermique et le solaire (respectivement +20 et +0,5 GWh). La production éolienne, quant à elle, baisse. Grâce à l'hydraulique, la part des énergies renouvelables dans l'électricité calédonienne augmente de 4 points, passant de 15% à 19%. L'industrie métallurgique utilise les deux tiers de l'électricité calédonienne produite. Le reste est destiné à la distribution publique, principalement pour l'usage domestique et pour les entreprises du secteur tertiaire. En trois ans, la consommation électrique a augmenté de 20%, emportée par le lancement de Vale NC et de Prony Energies.

Pour autant, la production thermique reste de loin la plus importante

années marquées par le manque d'eau.

Le parc hydraulique est composé de trois aménagements hydro-électriques principaux, dont le plus important se situe à Yaté. La production du barrage de Yaté augmente de 38% sur un an. Elle fournit 90% de l'hydroélectricité totale. Neuf microcentrales (notamment à Gohapin) complètent ce parc. Elles permettent de satisfaire, en association avec des centrales diesels autonomes, la consommation en électricité de villages ou de tribus non raccordées au réseau de transport.

La production thermique est globalement stable sur un an (+1%).

Pour autant, 81% de l'électricité du territoire reste produite par les centrales thermiques.

En dix ans, la production d'électricité a augmenté de 500 GWh (+30%), dont 400 GWh sont issus des centrales thermiques. Après le bond en avant de 2010 lié à la montée en puissance de Prony Energies, l'augmentation de la production thermique ralentit en 2011. Pourtant, la production de Prony Energies a continué d'augmenter (+7%), mais celles des centrales de Doniambo, Ducos et Népoui ont baissé. La centrale de Prony Energies fournit un tiers de l'électricité thermique, tandis que plus de la moitié provient des centrales de Doniambo et de Ducos. La production de ces dernières est destinée en priorité aux besoins de la SLN. Implantée sur le site industriel de Vale NC, la centrale de Prony Energies quant à elle, doit à la fois satisfaire l'accroissement des besoins de la distribution pu-

blique de la Nouvelle-Calédonie et répondre à la demande en électricité de l'usine du Sud.

La production thermique devrait à nouveau augmenter en 2012, en lien avec la montée en production de l'usine du Sud. En outre, une nouvelle centrale électrique au charbon, implantée sur le site de Vavouto, couvrira les besoins de l'usine du Nord. L'excédent de sa production alimentera le réseau de distribution publique. Par ailleurs, la SLN prévoit de remplacer son actuelle centrale électrique au fuel par une nouvelle centrale, à charbon ou à gaz.

Évolution de la production d'électricité selon l'origine

	2010	2011	Variation
Thermique	1 811	1 833	1,2
Hydraulique	265	375	41,4
Éolienne	52	46	-12,5
Solaire	3	3	22,2
Total	2 131	2 256	5,9

Sources : EEC, ENERCAL

Unités : GWh, %

En 2011, la production électrique augmente grâce à l'hydraulique

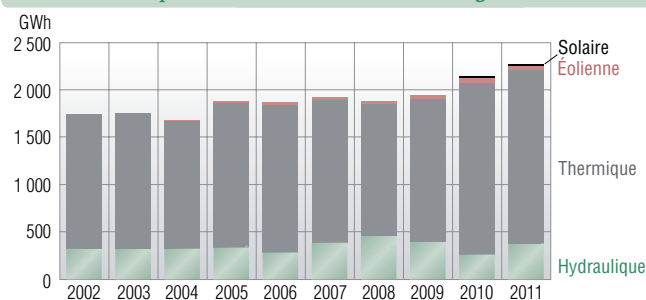
En 2011, la production hydroélectrique augmente de 41% sur un an. Deuxième source d'électricité après le thermique, l'électricité hydraulique couvre 17% de l'électricité produite en Nouvelle-Calédonie contre 12% en 2010. Grâce aux pluies abondantes de cette année, cette énergie propre repart à la hausse en 2011, après deux

Les productions éolienne et solaire restent minoritaires

Hors hydroélectricité, en 2011, les énergies renouvelables assurent 2% de la production électrique totale. Loin de pouvoir offrir une alternative aux énergies fossiles, elles contiennent toutefois de se développer progressivement avec de nouvelles installations effectives ou autorisées. Ainsi, deux nouveaux aéromoteurs ont complété, en septembre 2011, les installations du site de Negandi et, fin 2011, la province Nord a autorisé l'installation d'une centrale photovoltaïque à Pouembout.

Pour autant, les événements climatiques fragilisent ces installations. Ainsi, la production éolienne baisse sur un an de 12,5%, suite aux dommages subis par certaines éoliennes lors du passage de la dépression tropicale forte Vania,

Évolution de la production d'électricité selon l'origine



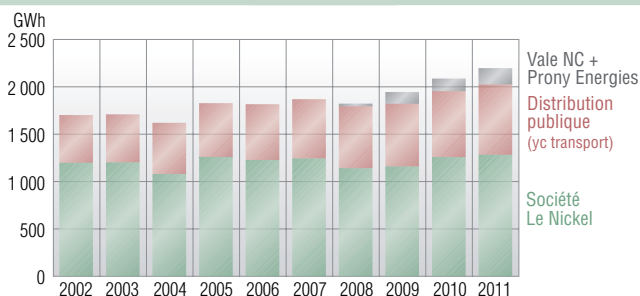
Sources : EEC, ENERCAL

début 2011, conjugués à la baisse, de la moyenne des vents (un mètre par seconde en moins qu'en 2010).

Le parc éolien du Mont-Dore, qui fournit les trois quarts de l'énergie éolienne produite en 2011, couvre 43% des besoins électriques de la ville du Mont-Dore et 2% de ceux de Nouméa.

Mise en service en 2010, la première ferme photovoltaïque (Helios Bay, installée à Païta) voit sa production augmenter de 22% en un an. Toutefois, avec 3,3 GWh en 2011, cette production reste minoritaire dans la production globale. Injectée dans le réseau électrique local, cette électricité est achetée par Enercal qui la redistribue ensuite aux clients de son réseau, proches du site.

Évolution de la consommation d'électricité



Sources : EEC, ENERCAL

Évolution de la consommation d'électricité

	2010	2011	Variation
Société Le Nickel (SLN)	1 257	1 282	2,0
Vale NC + Prony Energies	132	173	30,8
Distribution publique	696	741	6,5
Total	2 085	2 196	5,3

Sources : EEC, ENERCAL

Unités : GWh, %

d'électricité augmente moins vite que la production métallurgique (+6%, contre +15%), renforcée par la montée de la production de Vale NC. A l'inverse, la consommation de la SLN est pratiquement stable (+2%), comme sa production (+1%).

Dans le cadre de la distribution publique, la consommation électrique augmente (+6%) pour faire face aux besoins de la base-vie de Vavouto, mais aussi suite aux efforts engagés depuis 2008 par Enercal, avec le soutien des pouvoirs publics, pour construire de nouvelles lignes électriques et desservir les foyers et installations économiques exclus du réseau général électrique. Ainsi, fin 2011, 350 foyers répartis entre Koumac et Poum, jusqu'alors desservis par une centrale diesel autonome, ont été raccordés au réseau général. Les travaux concernant la ligne Hienghène-Pouébo ont été achevés début 2012 et ceux des tronçons Pouébo-Ouégoa et Ouégoa-Koumac seront réalisés en 2012 et 2013.

5 mars 2012 relative au système électrique, les tarifs applicables à la vente d'électricité aux particuliers devraient être réactualisés trimestriellement à compter du 1^{er} janvier 2013.

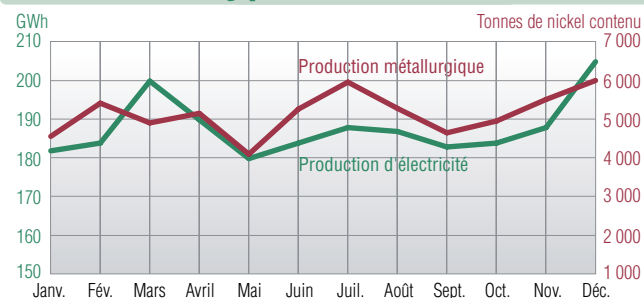
Un secteur en forte dépendance énergétique, un schéma de

l'énergie et du climat, lancé en 2010, devrait être adopté en 2012 par le congrès de la Nouvelle-Calédonie. Il vise à définir la politique énergétique du pays à l'horizon de 2030 et propose un programme d'actions de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.

Certaines actions, subventionnées par les pouvoirs publics, sont déjà menées pour inciter les consommateurs à maîtriser leur consommation, comme l'étiquetage énergétique des appareils ménagers neufs, la diffusion de la lampe basse consommation et l'audit énergétique des entreprises, pour leur permettre d'identifier des gisements d'économie d'énergie.

La délibération de mars 2012, relative au système électrique, a pour objet de doter le pays d'un cadre réglementaire adapté aux enjeux énergétiques. Il s'agit notamment de développer les énergies renouvelables et de rendre la tarification électrique plus lisible. Les prix de rachat de l'énergie solaire et éolienne par EEC aux producteurs pourraient être revus à la hausse et le gouvernement souhaite que le tarif électrique appliqué à la SLN soit revalorisé.

Évolutions mensuelles de la production d'électricité et de l'activité métallurgique en 2011



Sources : EEC, ENERCAL, DIMENC

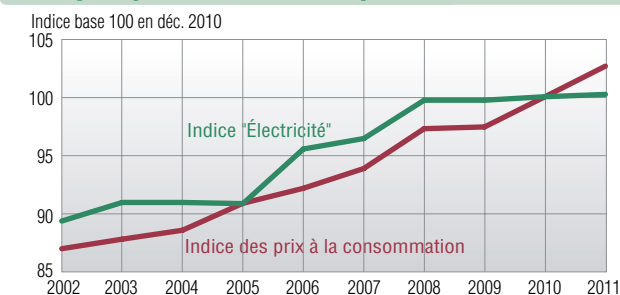
La consommation électrique est stimulée par la production métallurgique et le "bouclage du Nord"

En 2011, la consommation électrique augmente de 5% sur un an. Cette hausse est tirée à parts égales par Vale NC et la distribution publique, devant la SLN.

Vale NC consomme plus d'énergie qu'en 2010 (+31%), en lien avec la montée en charge de sa production.

Chaque année, la production mensuelle d'électricité connaît sensiblement les mêmes variations que la production métallurgique. Pourtant, en 2011, la production

Évolution du prix de l'électricité (pour un usager domestique moyen, au 31 décembre de chaque année)



Source : ISEE/Indice des prix

CONSTRUCTION

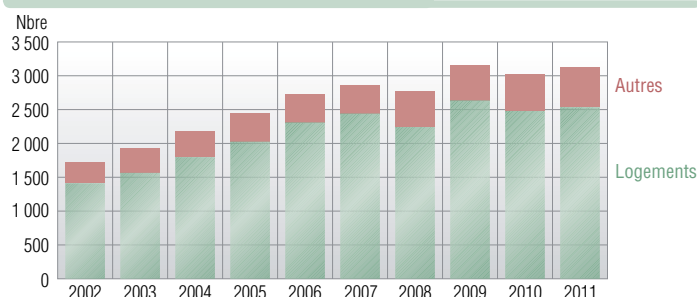
Une année encore favorable au BTP

L'activité du secteur du BTP reste vigoureuse en 2011, soutenue par les grands projets du territoire. Cette dynamique a entraîné une hausse de l'emploi salarié et de la création d'entreprises dans ce secteur.

Sur l'ensemble de l'année 2011, 3 120 locaux ont fait l'objet d'une attestation de conformité du Comité Territorial des Usagers de l'Électricité (COTSUEL), contre 3 000 en 2010 (+3%). 2 540 attestations visées concernent des logements (1 090 maisons individuelles et 1 450 appartements) contre 2 480 en 2010, soit une progression de 2%. Les autres constructions achevées (locaux commerciaux, industries...) augmentent plus fortement sur un an (+9%) ce qui correspond à 50 constructions supplémentaires. 90% des attestations visées sont effectuées en province Sud (principalement dans le Grand Nouméa). Toutefois, la province Nord enregistre la plus forte progression sur un an : +63% pour l'habitation et +58% pour les locaux à réglementation particulière, tels que le commerce et les industries.

En 2011, 140 000 tonnes de ciment ont été vendues localement contre 161 000 tonnes en 2010, soit une diminution de 15% sur un an des volumes consommés par les acteurs économiques. Toutefois, l'année 2010 avait enregistré des ventes record de ciment et la quantité vendue en 2011 reste

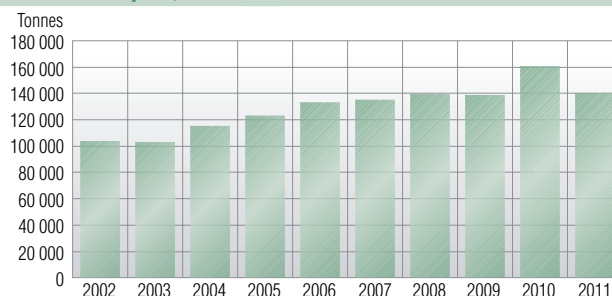
Évolution des constructions de bâtiments*



* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique visées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

Évolution des ventes de ciment (ciment local et importé)



Sources : Holcim, Direction Régionale des Douanes

largement supérieure à la moyenne des dix dernières années. Bien qu'en diminution de 14% sur un an, la production locale de ciment permet de couvrir la consommation intérieure à hau-

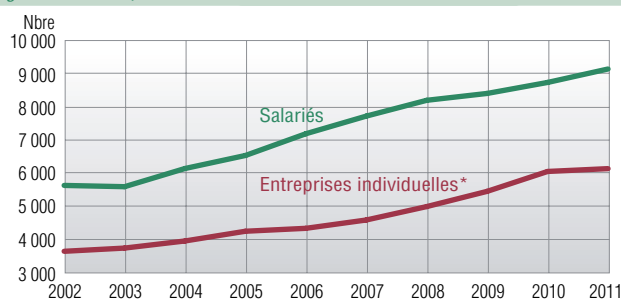
teur de 98%. Les volumes importés ont toutefois fortement augmenté en un an.

La construction emploie 9 140 salariés en moyenne en 2011, soit 400 salariés de plus qu'en 2010 (+4,6%). La création d'emplois dans le BTP s'amplifie depuis le point bas de 2009. Toutefois, elle reste inférieure à la moyenne des dix dernières années.

Ce mouvement est en partie lié aux chantiers NC 2011 et au terrassement de l'usine du Nord. En 2011, les salariés supplémentaires dans la construction sont essentiellement répartis dans les entreprises d'ouvrages d'art, les travaux de maçonnerie et l'installation électrique.

L'emploi salarié et la création d'entreprises continuent de progresser

Évolution de l'emploi dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



* de statut juridique "personnes physiques"

Sources : ISEE, CAFAT

En plus de la progression de l'emploi salarié, la bonne santé du secteur de la construction se mesure également au travers de la **création d'entreprises individuelles**. Ainsi, au 31 décembre 2011, 6 340 entreprises de statut "personnes physiques" sont répertoriées au RIDET dans le secteur de la construction contre 6 000 entreprises en 2010 (+6%).

Comme en 2010, 23% des entreprises de la construction opèrent dans la maçonnerie, 13% dans la peinture et 11% dans les travaux d'installation électrique. 80% des entreprises du BTP ont leur siège social basé en province Sud et Nouméa en concentre plus de la moitié. 13% des entreprises sont enregistrées en province Nord (principalement Koné et Koumac avec respectivement 16% et 12% des entreprises) et 6% en province des îles Loyauté (dont la moitié sur Lifou).

En 2011, le montant total de l'encours des **crédits à l'habitat et à la construction** s'élève à 423 milliards de F.CFP contre 391 milliards de F.CFP en 2010, soit une progression annuelle de 8,2%. Cette croissance reste élevée même si pour la première fois depuis 2002, elle est inférieure à 9%. Les trois quarts de ces crédits concernent les ménages, qui recourent à l'endettement principalement pour l'habitat. Les crédits à l'habitat représentent en effet 80% de l'ensemble des crédits des ménages. La mise en place en 2011 du prêt à taux zéro a maintenu le rythme de croissance à un niveau soutenu.

Pour les entreprises, l'encours des

Emploi salarié dans la construction (moyenne annuelle)

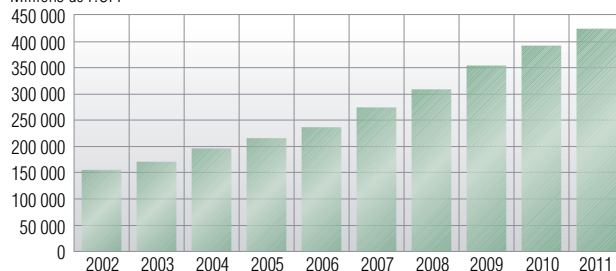
Nomenclature des activités française (NAF)	2010	2011	Variation
Préparation de sites	2 223	2 247	1,1
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	4 604	4 980	8,2
Travaux d'installation	893	886	-0,8
Travaux de finition	989	1 001	1,2
Location avec un opérateur de matériel de construction	25	24	-4,0
Total	8 734	9 138	4,6

Sources : ISEE, CAFAT

Unités : nbre, %

Évolution des encours de crédits* à l'habitat et à la construction (au 31 décembre)

Millions de F.CFP



*Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Source : IEOM

crédits continue de progresser en 2011, avec toutefois, un rythme de croissance inférieur à ceux des cinq dernières années.

L'**index BT21** "tous travaux confondus", qui reflète l'évolution globale du coût de la construction, s'élève à 139,33 en 2011 contre 133,81 en 2010. Il progresse de 4,1% sur un an. Cette progression a commencé en 2010 après avoir enregistré un recul en 2009. La hausse sur un an s'explique essentiellement par l'augmentation du coût des matières premières, principalement du carburant mais aussi par la revalorisation des bas salaires dans le BTP.

En 2011, la croissance du secteur

BTP a été soutenue par de grands projets de construction tels que :

- L'agrandissement de l'aéroport de la Tontouta ;

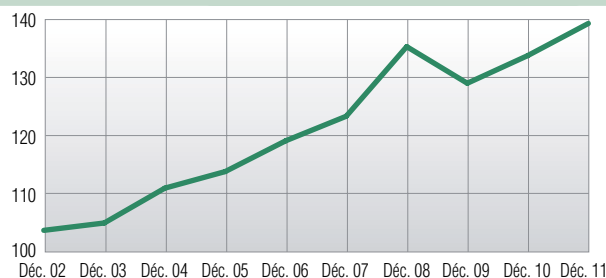
- Les travaux d'aménagement et de terrassement du Médipôle de Koutio. La construction devrait débuter dans le courant de l'année 2012 ;

- Les infrastructures nécessaires pour accueillir les Jeux du Pacifique 2011, notamment la construction de l'Arène de Païta, du centre aquatique régional de Dumbéa, en passant par la construction de 470 logements sociaux sur le campus universitaire de Nouville ;

- La construction de l'usine du Nord ;

- L'extension de la zone VKP ;

- Le développement de l'habitat social (SIC et FSH).

Évolution de l'index BT21 (base 100 en décembre 2000)


Source : ISEE

Pour 2012, les perspectives dans le secteur de la construction sont contrastées. De nouveaux grands chantiers tels que la construction du Médipôle, du futur hôpital de Koné et des cliniques de Nouville devraient continuer de soutenir l'activité.

Pour autant, les incertitudes qui continuent de peser sur l'avenir de la défiscalisation, inquiètent les professionnels.

TRANSPORT AÉRIEN

Le transport de passagers augmente à l'international mais baisse sur les vols intérieurs

Avec 491 000 passagers, le trafic à Tontouta augmente de 3% sur un an. La hausse liée aux arrivées supplémentaires de touristes est contenue par la baisse des voyages des Calédoniens. L'activité de certains aérodomes recule, pénalisée par les conflits du milieu d'année.

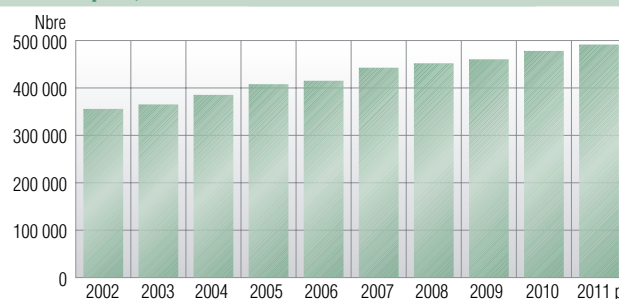
En 2011, 491 000 passagers ont fréquenté l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta, soit 13 400 de plus sur un an (+3%). Cette progression est inférieure à celle de 2010 (+17 800 passagers) du fait du recul des voyages des Calédoniens (8 000 retours de moins sur un an). Ce recul est atténué par l'essor de la fréquentation touristique (+13 300 touristes) après dix années d'atonie. La compagnie locale Air Calédonie International reste leader sur le marché en transportant sept passagers sur dix.

Le trafic aérien local perd, quant à lui, 23 000 passagers. Les conflits qui ont paralysé Air Calédonie en milieu d'année ont pesé sur les déplacements des résidents calédoniens, principaux clients de la compagnie aérienne locale. Les aérodomes de Magenta et des îles Loyauté ont été particulièrement touchés.

Les passagers, plus nombreux sur la desserte de la Corée et du Pacifique

Les liaisons aériennes internationales, au départ et à l'arrivée de Tontouta, se font principalement vers l'Australie (38% du trafic) et le Japon (24%). En 2011, le trafic aérien avec ces deux pays est globalement stable, même si des changements notables sont intervenus sur les destinations desservies à l'intérieur de ces

Évolution du trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

pays. En Australie, les liaisons avec Sydney augmentent (+4 500 passagers) grâce

à une rotation supplémentaire mise en place à partir de juillet 2011 par Aircalin, au détriment de celles avec Brisbane (-5 200). Au Japon, Tokyo a perdu 6 200 voyageurs sur un an, au profit d'Osaka (+7 200). Les vols vers Tokyo ont en effet été temporairement réorientés vers Osaka après les catastrophes subies par l'archipel nippon en début d'année. À l'inverse, les liaisons avec la Corée et les îles du Pacifique, si elles génèrent un trafic moins important, sont en hausse en 2011. C'est particulièrement vrai pour la liaison vers Séoul qui totalise 5 200 transferts de plus qu'en 2010 (+15%). La Nouvelle-Zélande a vu transiter 3 700 passagers de plus qu'en 2010 (+7%). De même, Port-Vila et Wallis et Futuna enregistrent ensemble une hausse de 3 300 passagers (+5%). S'y ajoutent 2 400 passagers à destination ou en provenance d'autres pays, soit 1 300 de plus qu'en 2010. Il s'agit principalement des délégations des pays de la zone qui sont venues en Nouvelle-Calédonie pour les Jeux du Pacifique en août et septembre 2011.

L'augmentation du trafic international profite à Aircalin

En 2011, 70% des passagers qui fréquentent l'aéroport international ont voyagé à bord

d'un avion de la compagnie locale Air Calédonie International. Elle a ainsi transporté 343 000 personnes, soit 10 700 de plus qu'en 2010. Air New Zealand connaît elle aussi une belle progression en 2011 avec 3 100 passagers de plus, de même qu'Air Vanuatu avec +1 250 personnes.

La belle percée de la compagnie réunionnaise Air Austral dans le paysage aérien calédonien en 2010 ne s'est pas confirmée en 2011, amenant la compagnie à revoir sa stratégie de desserte de la zone pacifique en 2012.

Évolution du trafic international de passagers par principale destination (hors transit)

	2010	2011 p	Variation
Sydney	139 372	143 880	3,2
Tokyo	72 032	65 821	-8,6
Auckland	54 213	57 931	6,9
Osaka	43 425	50 678	16,7
Brisbane	48 984	43 745	-10,7
Séoul	33 914	39 108	15,3
Port-Vila	33 478	34 967	4,4
Wallis/Nandi	31 817	33 600	5,6
Papeete	19 647	19 248	-2,0
Divers	1 103	2 409	118,4
Total	477 985	491 387	2,8

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unité : nombre

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta par compagnie*

Arrivées + départs	2010	2011 p	Variation
Air Calédonie International	332 036	342 735	3,2
Qantas	58 009	57 968	-0,1
Air Austral	45 764	45 247	-1,1
Air New Zealand	22 615	25 742	13,8
Air Vanuatu	14 404	15 646	8,6
Autres compagnies	4 947	4 049	-18,2
Total	477 775	491 387	2,8

* Il s'agit de la compagnie qui opère le vol, la commercialisation des sièges étant elle, souvent faite par plusieurs compagnies (partage de code)

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

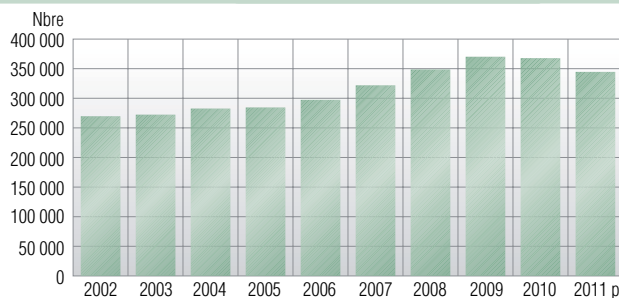
Les conflits pénalisent l'activité des aéroports de Magenta et des îles Loyauté

En 2011, 698 000 passagers ont transité dans les différents aéroports du territoire. C'est nettement moins qu'en 2010 (-41 000 passagers, soit -6%), alors qu'avait déjà été enregistré un premier recul du trafic intérieur après sept années de hausse. Ce recul est directement lié aux conflits qui ont touché la compagnie domestique Air Calédonie pendant les mois de juillet et août 2011. Ils ont éclaté à l'occasion de la mise en place de la nouvelle grille tarifaire et ont abouti à l'adoption de tarifs préférentiels qui sont appliqués depuis début 2012 en faveur des résidents des îles et du Nord. L'aéroport de Magenta et ceux des îles Loyauté ont été particulièrement touchés. Ainsi, Magenta a perdu 24 000 passagers, Maré 9 000, Lifou 7 500 et Ouvéa 4 000 entre 2010 et 2011. Au regard du trafic 2010, c'est l'équivalent de 23 jours d'inactivité totale à Magenta, 47 pour l'aéroport de Maré, 19 et 20 jours pour Lifou et Ouvéa.

À l'inverse, les aéroports du Nord enregistrent des hausses de trafic. Celui de Koné, pour lequel deux rotations supplémentaires ont été mises en place en 2011, affiche 400 passagers de plus qu'en 2010 (+9%) et celui de Koumac +350 (+15%). 900 passagers ont transité par Touho, contre 200 en 2010, suite à la reprise de cette desserte en avril 2011, après un an de suspension.

L'essentiel du trafic aérien est assuré par la compagnie aérienne domestique Air Calédonie. En 2011, 348 500 voyageurs recouraient aux avions d'Aircal pour leurs déplacements. Les trois quarts sont des résidents qui s'envolent de ou vers les îles Loyauté et l'île des Pins. À la marge, quelques compagnies aériennes ou d'hélicoptères desservent les aéro-

Évolution du trafic de passagers à l'aéroport de Magenta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers par aéroport

Arrivées + départs	2010	2011 p	Variation
Magenta	367 636	343 651	-6,5
Lifou	141 441	134 017	-5,2
Ile-des-Pins	78 915	80 469	2,0
Ouvéa	70 673	66 755	-5,5
Maré	69 349	60 499	-12,8
Koné	4 493	4 902	9,1
Koumac	2 381	2 738	15,0
Tiga	2 276	2 245	-1,4
Ile Art	1 447	1 528	5,6
Touho	211	902	327,5

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

dromes du territoire pour des vols à la demande, notamment pour les évacuations sanitaires vers le centre hospitalier de Nouméa.

La tendance de l'année 2011 se prolonge en début d'année 2012 : les touristes sont plus nombreux

à venir sur le territoire, mais les Calédoniens partent moins en voyage. En 2012, le trafic aérien international pourrait bénéficier de l'accord négocié entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie qui prévoit qu'Aircal augmente le nombre de sièges disponibles dès novembre 2012 et partage ses codes avec d'autres compagnies que Qantas. Toutefois, le trafic risque de pâtir du retrait de la compagnie Air Austral au 2^e semestre 2012.

Le trafic aérien domestique,

quant à lui, devrait renouer avec la croissance. Le climat est plus apaisé et les tarifs préférentiels à destination des résidents des

îles Loyauté, de l'île des Pins et de Bélep et des titulaires de l'aide médicale gratuite, en vigueur depuis le début de

l'année, devraient stimuler les déplacements des locaux. Par ailleurs, l'extension des pistes de Lifou (depuis juillet 2010) et de Magenta (depuis mars 2011) devrait permettre de maximiser les capacités de transport des appareils. En complément des efforts déjà engagés sur les pistes, les aéroports, les équipements de sécurité, un schéma directeur du transport aérien intérieur en Nouvelle-Calédonie doit être étudié pour rendre, à terme, le transport local plus efficace.

Le fret aérien est minoritaire

Les compagnies aériennes sont principalement orientées vers le transport de passagers. Toutefois, elles acheminent également des marchandises à l'arrivée et au départ de la Nouvelle-Calédonie. 6 200 tonnes ont ainsi été transportées en 2011, comme l'an dernier. Les quantités réceptionnées reculent légèrement (-70 tonnes), mais celles au départ du territoire, trois fois moins nombreuses que celles qui arrivent, augmentent de 120 tonnes par rapport à 2010. Le fret aérien reste très marginal dans le transport de marchandises au départ ou à l'arrivée du territoire. Il représente moins de 1% du total des marchandises transportées.

En interne, le fret à bord des avions d'Aircal représente un quart du volume total des marchandises transportées (sont inclus les bagages, leurs excédents et le fret postal). Comme pour les passagers, les trois quarts du fret partent aux îles Loyauté ou à l'île des Pins.

TRANSPORT MARITIME

Les flux de marchandises sont globalement stables sur un an

En 2011, 10,6 millions de tonnes de marchandises ont transité dans l'un des ports de Nouvelle-Calédonie. Le trafic maritime, globalement stable sur un an, est dominé par l'activité minière et métallurgique du pays, pour l'international comme pour l'intérieur.

Si les volumes transportés sont globalement stables sur un an, la nature des marchandises, de même que l'activité des différents ports, ont évolué avec l'avancement des projets métallurgiques. Les marchandises débarquées répondent plus aux besoins de production et un peu moins aux besoins de construction qu'en 2010. Les produits métallurgiques constituent l'essentiel de l'augmentation des embarquements. Comme pour l'international, le nickel domine le trafic maritime intérieur.

70% de l'activité portuaire à l'international

En 2011, 10,6 millions de tonnes de marchandises ont transité par l'un des ports de Nouvelle-Calédonie. Le **trafic international** représente les deux tiers du trafic global avec 7,3 millions de tonnes, en hausse de 0,2% sur un an. Le minerai de nickel compose 94% des 4,9 millions de tonnes embarquées, les produits métallurgiques 5%. Parmi les 2,4 millions de tonnes arrivées sur le territoire, les deux tiers sont des minéraux solides et des produits pétroliers, nécessaires à la production métallurgique et à la production d'énergie.

Le **trafic maritime intérieur** représente 3,3 millions de tonnes (-0,2% sur un an) et se compose presque exclusivement de minerai de nickel, chargé dans les centres miniers de l'intérieur pour être acheminés vers l'usine de la SLN. Les embarquements

Volume du trafic maritime international par catégorie de marchandises, tous ports confondus

	2010		2011	
	Débar-quements	Embar-quements	Débar-quements	Embar-quements
Produits alimentaires	180 645	12 946	193 505	25 394
Produits végétaux et animaux	13 042	1 083	13 397	1 763
Minéraux solides	853 100	-	898 889	98
Produits pétroliers	755 689	33 185	691 881	752
Minerais	-	4 572 719	31 050	4 590 928
Produits métallurgiques	20 959	189 557	20 833	240 061
Matériaux de construction	384 627	3 469	309 335	9 047
Produits chimiques	38 628	1 450	39 382	5 921
Véhicules	41 007	894	37 551	2 895
Autres produits manufacturés	133 922	17 878	139 376	20 607
Total	2 421 617	4 833 180	2 375 198	4 897 467

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

Unité : tonnes

visent à approvisionner les îles Loyauté.

En 2011, 2,4 millions de tonnes de marchandises sont arrivées en Nouvel-

le-Calédonie par voie maritime, soit 50 000 tonnes de moins qu'en 2010. Ce recul, qui touche les **débarquements** de matériaux de construction et de produits pétroliers (respectivement -75 000 et -64 000 tonnes), est atténué par les arrivées plus nombreuses de minéraux solides (+46 000 tonnes). Les marchandises qui arrivent de l'international sont destinées moins à des besoins de construction et plus à des besoins de production qu'en 2010. En effet, les arrivées de matériaux de construction ont baissé de 20% sur un an, après avoir été exceptionnellement élevées en 2010 (elles avaient doublé par rapport à 2009). Ces matériaux,

principalement des clinkers, matière première qui compose les ciments produits localement, et des ensembles industriels, étaient arrivés en masse en 2010

pour la construction de l'usine du Nord, ses infrastructures, notamment portuaires, et celles de la zone VKP. Pour autant, la construction de l'usine de KNS se poursuit en 2011 et nécessite toujours l'apport de matériaux de construction. Ceux-ci représentent l'essentiel de l'activité du **port de Vavouto**, même s'ils baissent de 40% en un an. En outre, même s'ils baissent de 11% sur un an, les débarquements de matériaux de construction aux **ports de Nouméa** restent à un niveau élevé en 2011, pour alimenter les autres grands chantiers, tels que l'agrandissement de l'aéroport de la Tontouta ou la construction des infrastructures nécessaires pour accueillir les Jeux du Pacifique. Les produits pétroliers, déchargés principalement à Nouméa, baissent de 8% par rapport à 2010. Cette baisse concerne le fioul, destiné aux centrales thermiques de Doniambo et Népoui, dont la production d'électricité a légèrement reculé sur un an (-1%).

Volume du trafic maritime, tous ports confondus

	2010			2011			Variation		
	Débar-quements	Embar-quements	Total	Débar-quements	Embar-quements	Total	Débar-quements	Embar-quements	Total
International	2 422	4 833	7 255	2 375	4 897	7 273	-1,9	1,3	0,2
Intérieur	3 242	93	3 335	3 237	92	3 329	-0,2	-2,0	-0,2
Total	5 664	4 927	10 590	5 612	4 989	10 601	-0,9	1,3	0,1

Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

Unités : millier de tonnes, %

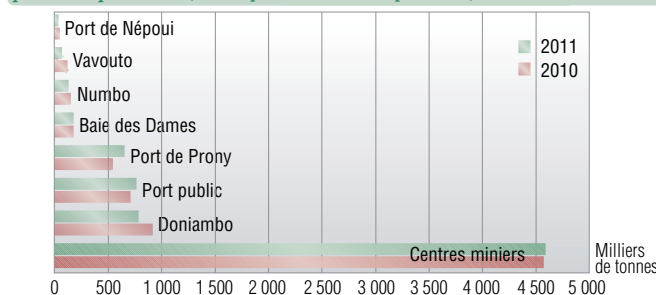
Conséquence des arrivées moins nombreuses de matériaux de construction et de produits pétroliers, l'activité des ports de Nouméa et de Vavouto recule.

À l'inverse, le port de Prony enregistre, quant à lui, un surcroît d'activité (+20%, soit 108 000 tonnes supplémentaires) en répondant aux besoins croissants de l'usine du Sud. Ce port reçoit les deux tiers des minéraux solides livrés au territoire ; le reste, composé de houille, est débarqué à Nouméa et est destiné à la SLN. En 2011, la montée en production de Vale NC nécessite la livraison des 98 000 tonnes supplémentaires de minéraux solides, particulièrement du calcaire (ou de la chaux) et du soufre. Les besoins en charbon sont quant à eux stables entre 2010 et 2011, après avoir été multipliés par quatre entre 2009 et 2010 avec la montée en puissance de la centrale thermique de Prony Energies. Même si l'activité du port de Prony se développe, Nouméa reste la première zone portuaire : elle concentre les deux tiers des volumes débarqués en 2011.

À l'international, l'essentiel des marchandises embarquées vient du nickel

En 2011, 4,9 millions de tonnes ont été embarquées dans l'un des ports de Nouvelle-Calédonie, soit 64 000 tonnes de plus qu'en 2010. 94% des navires qui se dirigent vers l'international quittent les ports des centres miniers, chargés de minerai de nickel. Ces chargements augmentent depuis trois ans pour répondre aux besoins des nouveaux partenaires de la SMSP en Corée du Sud, en Australie, au Japon et en Chine. 5% des marchandises qui quittent le territoire sont constituées de produits métallurgiques au départ de Nouméa (production de

Évolution du trafic maritime international de marchandises par zone portuaire (embarquements + débarquements)



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

Évolution du trafic maritime intérieur

	2010		2011		Variation	
	Débar-quements	Embar-quements	Débar-quements	Embar-quements	Débar-quements	Embar-quements
Minerai de nickel	3 224	-	3 218	-	-0,2	///
Hydrocarbures	-	13	-	12	///	-13,8
Marchandises diverses	18	80	19	80	8,3	0,0
Total	3 242	93	3 237	92	-0,2	-2,0

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Unité : millier de tonnes

la SLN) et, pour la première fois en 2011, de Prony (production de NHC de Vale NC).

Les bateaux partant de Vavouto sont chargés de produits manufacturés, tels que des outillages, qui ne servent plus à la construction de l'usine du Nord.

Le trafic intérieur alimente la SLN et dans une moindre mesure les îles Loyauté. En

2011, il représente un tiers du trafic maritime global avec 3,3 millions de tonnes de marchandises. Le minerai de nickel compose la quasi-totalité des marchandises qui quittent les ports de l'intérieur. Il est acheminé vers l'usine métallurgique de la SLN à Nouméa.

À la marge, environ 90 000 tonnes de marchandises quittent chaque année le port de Nouméa, pour approvisionner les îles

Loyauté en marchandises diverses et hydrocarbures.

En 2012, la construction de l'usine du Nord, aux trois quarts finalisée fin 2011, nécessitera moins de matériaux de construction qu'un an plus tôt. Toutefois, elle

entrera progressivement en production au cours du second semestre et montera en puissance jusqu'en 2014. Ainsi, les besoins accrus pour le fonctionnement de l'usine compenseront en partie le recul des livraisons nécessaires à sa construction.

Pour faire face à l'augmentation du trafic maritime, le Port Autonome prévoit, à partir de 2012, des travaux de dragage de la grande rade afin de permettre l'accueil de navires de plus grandes capacités et la création d'un nouveau quai.

Le trafic maritime intérieur sert l'activité de la SLN

TOURISME

Une année exceptionnelle pour le secteur touristique

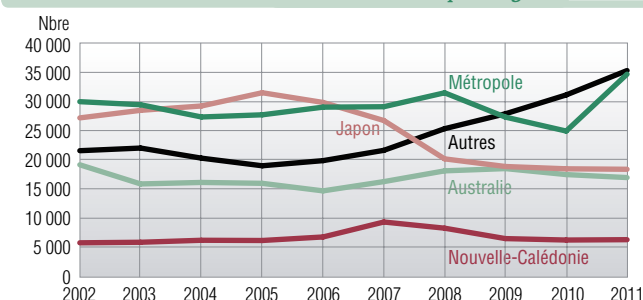
Le nombre de touristes n'a jamais été aussi élevé. L'activité hôtelière profite partiellement de ces nouvelles arrivées et surtout de la clientèle locale. L'activité de croisière poursuit son envol.

En 2011, près de 350 000 visiteurs (touristes + croisiéristes) se sont rendus en Nouvelle-Calédonie, soit 66 000 de plus qu'en 2010. Ce record est atteint grâce à une hausse exceptionnelle des arrivées de touristes (+13 500), conjuguée à l'envol des arrivées de croisiéristes (+52 500). Parmi les voyageurs qui séjournent traditionnellement en Nouvelle-Calédonie, les Métropolitains font la différence en 2011. D'autres, en provenance des îles du Pacifique, sont venus en nombre cette année. La visite présidentielle et les Jeux du Pacifique auront ainsi particulièrement marqué l'activité touristique et, dans une moindre mesure, hôtelière de l'année 2011.

Du jamais vu pour les arrivées de touristes

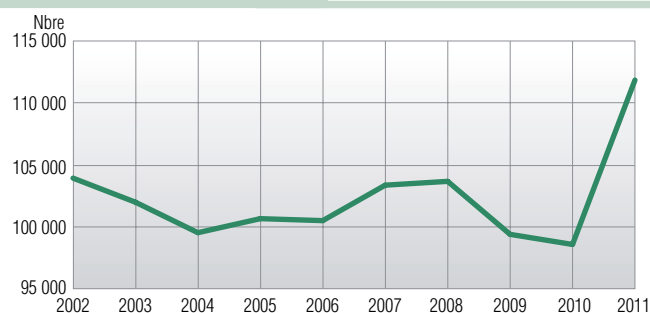
En 2011, 112 000 touristes sont venus visiter la Nouvelle-Calédonie. Cette fréquentation est loin devant la moyenne de ces dix dernières années, autour de 101 000 arrivées par an. La Nouvelle-Calédonie a accueilli près de 13 500 touristes de plus qu'en 2010. Les trois quarts de ces arrivées supplémentaires se sont produites en juillet, août et décembre (respectivement +2 100, +4 600 et +3 000 touristes sur un an). Le pic d'août est directement lié à deux événements majeurs :

Évolution mensuelle des arrivées de touristes par origine



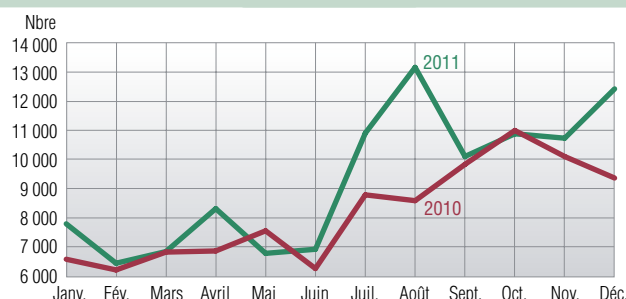
Source : ISEE "Enquête passagers"

Évolution du nombre de touristes



Source : Direction Régionale des Douanes

Évolution mensuelle des arrivées de touristes



Source : ISEE "Enquête passagers"

le séjour du Président de la République, du 26 au 28 août, et les Jeux du Pacifique, du 27 août au 10 septembre.

Parmi ces touristes supplémentaires, près de trois sur quatre sont Métropolitains.

En 2011, un touriste sur trois est Métropolitain. Avec 34 700 arrivées en 2011, contre 25 000

un an avant, les Métropolitains font un retour remarqué après deux années de baisse consécutives (-4 100 arrivées entre 2008 et 2009, et -2 400 entre 2009 et 2010). Ils n'ont jamais été aussi nombreux à visiter le territoire. Parmi les 10 000 voyageurs supplémentaires, les deux tiers sont venus en juillet, août et décembre.

Loin derrière l'affluence métropolitaine, avec ses 18 500 touristes, le marché japonais se situe au 2^e rang en 2011. Depuis le pic de 2005 (31 500 arrivées), les Japonais délaissent progressivement la Nouvelle-Calédonie, mais ce

marché s'est stabilisé en 2011. La progression du 1^{er} trimestre (830 arrivées de plus qu'en 2010) ne s'est pas confirmée

par la suite, particulièrement au 3^e trimestre où les arrivées chutent fortement (-770 touristes). Cette évolution ne résulte pas du tsunami qui a dévasté les côtes nippones en mars 2011, mais d'un choix de vacances des Japonais. En effet, ils ont été plus nombreux à partir en vacances à partir de juillet 2011, mais ont

préférés des destinations limitrophes plutôt que l'Océanie.

Avec 6 500 visites, la clientèle néo-zélandaise est stable en 2011. Le recul des arrivées au 2^e trimestre 2011 (260 touristes de moins qu'au 2^e trimestre 2010) a pénalisé les bons résultats du reste de l'année. Au total, les arrivées de 2011 sont conformes à celles de la décennie, hormis les pics de 2007 et 2008.

Les Australiens sont moins nombreux à s'être rendus en Nouvelle-Calédonie, malgré un cours du change qui leur était favorable. Ce repli, marqué sur les 1^{er} et 4^e trimestres (-500 arrivées chacun), a été atténué par les 450 arrivées de plus entre avril et septembre.

En 2011, les arrivées en provenance d'Océanie (hors Australie et Nouvelle-Zélande) s'envolent : +3 050 touristes, venus pour la plupart en août. 1 000 arrivent de Wallis et Futuna, 400 du Vanuatu et 1 650 de pays voisins du Pacifique qui habituellement viennent peu en Nouvelle-Calédonie. Ces 1 650 arrivées sont liées aux Jeux du Pacifique, épreuves sportives auxquelles participaient des concurrents de 22 pays et territoires de la zone, tels que Tonga, Fidji ou Samoa.

Avec 8 000 touristes en 2011, les voyageurs de Wallis et Futuna sont cette année plus nombreux que ceux de Nouvelle-Zélande. Parmi les marchés secondaires, les voyageurs venus de Corée du Sud et de Chine augmentent (respectivement +300 et +150 touristes). Le nombre de Coréens a doublé depuis l'ouverture d'une liaison aérienne entre Nouméa et Paris via Séoul. À l'inverse, les arrivées de Réunion et de Mayotte peinent à décoller : l'engouement de 2009 suite à l'ouverture d'une nouvelle desserte a laissé place à un ralentissement (+300 touristes entre 2009 et 2010) puis à

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence

	2010	2011	Variation
Métropole	24 960	34 647	38,8
Japon	18 534	18 455	-0,4
Australie	17 551	17 040	-2,9
Nouvelle-Zélande	6 406	6 467	1,0
Autres Océanie	17 329	20 375	17,6
Autres	13 782	14 891	8,0
Total	98 562	111 875	13,5

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

une désaffection (-400 entre 2010 et 2011). Cette desserte devrait d'ailleurs s'éteindre fin 2012.

Les vacances ou la visite aux amis ou à la famille sont les principaux motifs de

Le tourisme d'affaires se développe

séjour sur le territoire. Les Métropolitains privilégient le tourisme affinitaire. À l'inverse, les voyageurs d'Australie, d'Amérique et dans une moindre mesure d'Asie (hors Japon) viennent en Nouvelle-Calédonie pour affaires. Ainsi,

en 2011, près d'un voyageur sur cinq arrivé à Tontouta venait pour des raisons professionnelles. En dix ans, la clientèle d'affaires a presque doublé. Elle accompagne le développement des projets miniers et métallurgiques. Conséquence du développement du tourisme d'affaires, un hôtel dédié à cette clientèle ouvre à Nouméa en 2012 et certains hôtels de tourisme offrent désormais des prestations d'affaires (salles de conférence etc.).

Évolution des nuitées par catégorie d'hôtel et par type de clientèle

Type de clientèle	2010	2011	Variation
Non résidents	279 406	316 228	13,2
Résidents	256 019	347 656	35,8
Catégorie d'hôtel			
1 étoile	74 388	58 467	-21,4
2 étoiles	148 497	151 774	2,2
3 étoiles et +	312 540	453 643	45,1
Total	535 425	663 884	24,0

Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Unités : nbre, %

En 2011, l'activité hôtelière de Nouméa atteint un record : 664 000 nuitées (+24%). Cette hausse est due aux clients locaux plus encore qu'aux touristes.

En un an, les résidents ont consommé 91 700 nuitées de plus ; une telle hausse ne s'était encore jamais vue. Les nuitées des locaux ont pratiquement triplé en dix ans, avec 350 000 nuitées en 2011 contre 128 700 en 2002.

Les touristes, quant à eux, ont consommé 316 200 nuitées, soit 36 800 de plus qu'en 2010

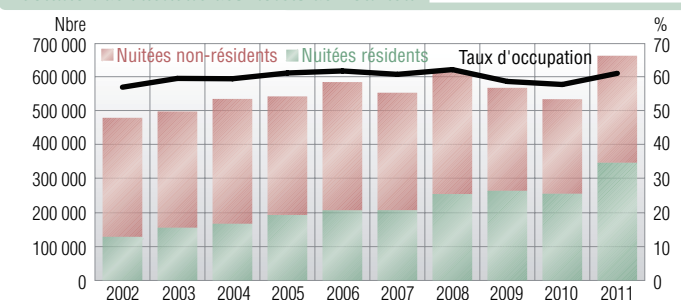
Les hôtels de Nouméa stimulés par les touristes, mais surtout par les locaux

(+13%). Plus nombreux sur un an, ils séjournent aussi plus longtemps sur le territoire, particu-

lièrement les Japonais et les Australiens. Pourtant ils vont moins souvent à l'hôtel qu'il y a dix ans (351 800 nuitées en 2002).

Un touriste sur deux loge à l'hôtel, un sur trois chez ses amis ou sa famille et 7% préfèrent une location. Traditionnellement, les touristes de Métropole et du Pacifique séjournent plus volontiers chez des proches, contrairement aux autres voyageurs, qui préféreront l'hôtel. Toutefois, en 2011, plus de Métropolitains sont allés à l'hôtel (25 000 nuitées de plus qu'en 2010), particulièrement dans le haut de gamme. 11 000 de ces nuitées supplémentaires ont été consommées en juillet et en août. La présence du Président de la République, de ses équipes et des journalistes qui ont suivi l'événement, ainsi que l'implication de RFO-Paris dans la retransmission des jeux de NC 2011 auront profité à l'activité hôtelière.

Évolution de l'activité des hôtels de Nouméa



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

NC 2011 tire les
arrivées du Pacifique

Progression de 4 points
du taux d'occupation

L'augmentation des nuitées vendues entraîne un meilleur remplissage des hôtels de Nouméa. Ainsi, le taux d'occupation passe de 58% en 2010 à 62% en 2011. Pourtant, la capacité d'accueil à Nouméa avait augmenté avec l'ouverture du Royal Tera en mars.

Par hôtels, les 1 étoile sont les plus remplis (78%), devant les 2 (69%) puis les 3 étoiles et plus (57%). Toutefois, l'augmentation des nuitées sur un an profite essentiellement aux hôtels de standing avec 141 000 nuitées de plus qu'en 2010, contre +3 300 pour les hôtels 2 étoiles. Les hôtels 1 étoile perdent 16 000 nuitées par rapport à 2010. Ils subissent la désaffection de la clientèle locale (-9 000 nuitées) et métropolitaine (-4 000). À l'inverse, ces clientèles ont davantage séjourné dans des hôtels de standing (+98 000 nuitées pour les résidents et +25 500 pour les Métropolitains). Les hôtels 2 étoiles, quant à eux, ont bénéficié de l'afflux des Métropolitains, des locaux et des Japonais, qui a compensé le recul des Néo-Zélandais et des Australiens.

En 2011, la dépense des touristes non résidents est estimée à 13 milliards de F.CFP (hors transport aérien international), en hausse de 14% sur un an grâce aux arrivées plus nombreuses. Cette hausse sur un an profite pour

moitié aux activités d'hébergement et de restauration.

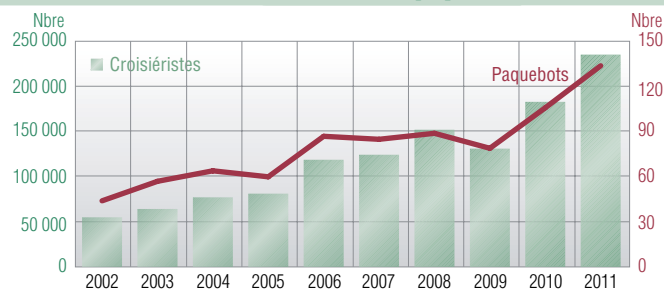
En 2011, près de 236 000 croisiéristes ont fait escale en Nouvelle-Calédonie, soit 52 500 de plus qu'en 2010. Ce pic des arrivées prolonge celui déjà constaté en 2010 (52 000 passagers de plus qu'en 2009). Le nombre de croisiéristes a doublé en cinq ans.

Comme pour les touristes, les arrivées plus nombreuses de croisiéristes rapportent davantage à la Nouvelle-Calédonie. Ainsi, les dépenses directes des croisiéristes auprès des entreprises calédoniennes (hors transport international) sont estimées à plus d'un milliard de F.CFP en 2011, soit 32% de plus sur un an. Ces

recettes supplémentaires bénéficient pour moitié aux transports locaux (notamment les taxis) et pour un quart au "shopping".

Nouméa, principale escale des bateaux de croisière, concentre plus des trois quarts des dépenses des croisiéristes ; elles augmentent de 35% sur un an. Les dépenses aux autres escales (île des Pins et Lifou) progressent elles aussi (+15%) avec l'essor des arrivées (respectivement +64% et +40% sur un an). La Nouvelle-Calédonie devrait continuer à profiter de l'essor mondial du tourisme de croisière. Ainsi, Maré sera une escale de plus proposée aux croisiéristes à partir de mi-2012 et un armateur de luxe pourrait inclure le pays dans son programme de 2014.

Évolution des arrivées de croisiéristes et de paquebots



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

VENEZ VISITER NOTRE SITE

www.isee.nc

Sa mise à jour régulière vous informe sur l'évolution économique de la Nouvelle-Calédonie

Institut de
la statistique
et des études
économiques



Accueil À votre service Publications Carte du site Liens



GRANDS INDICATEURS

- Indice des prix
- Indices du BTP
- Indice de révision des loyers
- Conjoncture
- SMG
- Chiffres clés
- Séries statistiques

ENQUÊTES ET RÉPERTOIRES

- Répertoire des entreprises
- Statistiques douanières
- Enquête "Passagers"
- Enquête hôtelière
- Etat civil
- Comptes Economiques
- Budget Consommation des Ménages
- Recensement de la population
- Recensement général Agricole
- Portrait de votre commune
- Portrait de votre tribu



Vient de paraître

- Compte du secteur public 2008
Télécharger pdf (2,2 Mo)
- CEROM
Entreprises de Nouvelle-Calédonie
Télécharger le pdf sur
www.cerom-outremer.fr/nouvelle-caledonie/publications/etudes-cerom/

Tableaux de l'Économie Calédonienne Édition 2011

[Atlas](#) [Population Société](#) [Emploi Revenus](#) [Économie Finances](#) [Système productif](#)

DERNIÈRES MISES EN LIGNE

- INDICE DES PRIX**
Mai 2012 : 103,54
(hors tabac : 103,37)
- INDEX BT21**
Avril 2012 : 144,93
(mai 2012 : provisoire 145,43)
- INDICE LOYERS (IRL)**
À compter du 10 octobre 2011, aucune majoration n'est applicable aux loyers (cf. délibération n°152 du 28 septembre 2011)
- CONJONCTURE**
• 1er trimestre : Marché du travail
- SÉRIES STATISTIQUES**
Décembre 2011 :
• Finances publiques : Nouvelle-Calédonie
Mars 2012 :
• Emploi salarié : Intérim
• Marché du travail : Licenciements économiques
Avril 2012 :
• Tourisme : Hôtels
Mai 2012 :
• Transports : Transport aérien intérieur
- STATISTIQUES DOUANIÈRES**
Mai 2012
- ENQUÊTE "PASSAGERS"**
Mai 2012
- ENQUÊTE HÔTELIÈRE**
Avril 2012

Bilan économique et social 2011
L'économie calédonienne n'a pas fléchi en 2011



Nouvelle-Calédonie

RIDET
Télécharger votre avis de situation
ICI

-- Pour en savoir plus --
sur la NAF rév.2

RECENSEMENT 2009
Créez vos tableaux sur mesure.
L'activité professionnelle est maintenant disponible.

--- DERNIÈRES INFOS ---

6 661 touristes ont visité la Nouvelle-Calédonie en mai 2012.

L'indice BT21 provisoire est en hausse de 0,3% en mai 2012 et de 4,5% sur les douze derniers mois.

Les prix sont en hausse de 0,2% en mai 2012 et de 2,1% sur les douze derniers mois.

Bilan "Enquête hôtelière 2011"
Après deux années consécutives de baisse de la fréquentation hôtelière, le taux d'occupation global des hôtels de Nouméa renoue avec la croissance.

CHIFFRES CLÉS

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 p
Démographie										
Taux de natalité (pour mille habitants)	18,9	18,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd	16,7	nd
Taux de mortalité (pour mille habitants)	5,1	5,0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4,8	nd
Taux d'accroissement naturel (pour mille habitants)	13,9	13,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11,9	nd
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances)	6,9	5,9	6,3	6,2	5,4	6,1	5,0	5,6	4,6	nd
Population estimée au 1 ^{er} janvier (nbre)	219 387	223 592	nd	nd	nd	nd	nd	nd	248 000	252 000
Voyages des Calédoniens (nbre)										
Calédoniens ayant voyagé hors du territoire	72 221	78 461	89 321	95 859	100 170	106 377	111 598	119 035	131 580	123 564
Marché de l'automobile (nbre)										
Immatriculations de véhicules neufs	9 469	10 284	10 586	11 489	12 215	13 439	13 639	13 246	13 684	13 580
dont voitures particulières	6 658	7 179	6 950	7 397	7 251	7 717	7 853	7 246	7 354	7 525
Emploi salarié (nbre, F.CFP)										
Salariés du secteur privé (moyenne annuelle)	43 414	44 485	46 513	48 623	51 301	53 811	57 031	58 742	61 009	63 588
Salariés du secteur public (moyenne annuelle)	nd	19 986	20 600	20 970	21 365	22 216	22 965	23 395	23 871	24 151
Salaires Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1 ^{er} janv.)	100 000	100 000	103 411	110 000	115 000	120 000	120 864	124 406	125 464	140 000
Salaires Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1 ^{er} janv.)	79 934	85 000	86 109	93 500	97 750	102 000	102 733	105 745	106 644	119 000
Marché du travail (nbre)										
Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle)	10 511	10 187	9 632	8 725	7 049	6 572	6 601	6 982	7 325	6 873
Nouvelles offres d'emploi déposées	5 492	5 827	5 169	5 519	9 226	9 415	11 292	11 689	10 988	12 244
Conflits sociaux (jour de travail perdu)										
Secteur privé "hors mines"	12 170	8 258	22 301	33 466	34 360	21 529	7 913	23 486	13 763	19 238
Prix à la consommation (%)										
Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2010)	86,9	87,7	88,5	90,8	92,1	93,8	97,3	97,4	100,0	102,6
Inflation (glissement sur les douze derniers mois)	1,5	1,0	0,9	2,6	1,4	1,8	3,7	0,2	2,7	2,6
dont alimentation	2,3	1,7	1,4	2,4	0,7	4,5	4,6	1,0	2,8	4,0
tabac	0,0	0,0	0,0	7,0	7,2	0,0	7,2	2,9	13,1	12,1
produits manufacturés	0,5	-0,1	-0,1	-0,2	-0,5	-0,1	-0,4	0,4	0,2	0,8
énergie	-0,4	0,8	0,2	6,5	4,7	1,4	10,1	-10,0	5,2	7,7
services	2,2	1,1	1,3	3,1	1,7	1,2	3,1	2,0	2,2	1,4
Échanges extérieurs										
Importations (million de F.CFP)	127 178	163 869	156 767	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223	298 500	316 708
Exportations (million de F.CFP)	62 422	82 865	98 859	104 774	128 168	177 868	104 853	85 162	134 588	146 213
dont produits miniers et métallurgiques	56 101	75 545	89 949	94 859	120 464	171 286	98 218	76 882	127 996	136 744
Taux de couverture (%)	49,1	50,6	63,1	61,4	63,8	72,9	40,0	38,7	44,8	46,2
Monnaie (million de F.CFP)										
Masse monétaire	229 094	237 364	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744	463 076	516 981	533 435
Circulation fiduciaire	10 473	10 748	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626	14 106	14 666	15 931
Dépôts à vue	96 583	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179	245 223	246 501
Comptes sur livret	41 178	53 136	57 419	62 560	64 895	67 636	75 157	89 203	92 529	98 942
Comptes Épargne-Logement	220	546	715	776	831	750	693	699	676	617
Dépôts à terme et bons	80 640	68 518	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777	144 889	163 887	171 444
Concours de caractère bancaire	371 276	400 812	437 416	475 410	526 430	618 957	715 784	771 025	845 107	907 298
Finances publiques (million de F.CFP)										
Recettes										
Nouvelle-Calédonie	82 560	90 242	103 333	117 765	127 852	151 807	163 910	188 475	194 650	183 921
Province des îles Loyauté	10 160	10 031	12 789	11 882	15 016	16 407	21 395	21 895	18 401	nd
Province Nord	18 141	18 894	24 267	27 581	31 812	34 883	32 651	52 643	55 520	nd
Province Sud	31 910	32 194	32 698	36 895	38 780	43 484	57 222	44 777	49 616	55 714
Dépenses										
Nouvelle-Calédonie	83 185	88 763	96 484	107 665	127 420	136 241	180 056	167 694	169 010	178 400
Province des îles Loyauté	10 138	10 511	12 503	10 766	11 291	13 217	15 006	16 710	16 862	nd
Province Nord	18 621	18 981	19 453	19 209	20 596	21 729	23 337	41 176	44 614	nd
Province Sud	32 793	31 513	31 938	37 507	41 820	43 893	47 442	50 920	52 325	54 598
Dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	147 181	147 277
Comptes économiques										
Produit intérieur brut (milliard de F.CFP)	472,0	518,5	565,5	598,4	663,3	768,0	736,3	749,2	812,1	nd
Taux de croissance réel (%)	2,5	4,8	3,9	3,6	5,7	4,2	0,8	2,3	3,7	nd
Produit intérieur brut/Habitant (millier de F.CFP)	2 165	2 339	2 507	2 608	2 842	3 235	3 050	3 051	3 251	nd
Entreprises (nbre)										
Créations d'entreprises (champ ICS)	2 425	2 704	3 016	3 392	3 526	3 793	4 089	4 539	5 047	5 106
Taux de création (%)	14,5	16,4	17,8	19,0	18,8	19,3	19,5	20,2	20,7	19,2

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 p
Agriculture (tonne)										
Production de viande (abattages contrôlés)	5 643	5 734	5 808	5 346	4 957	5 223	5 520	5 454	5 680	5 830
Bovine	4 016	4 049	4 042	3 524	2 992	3 131	3 147	3 192	3 425	3 414
Porcine	1 627	1 685	1 766	1 822	1 965	2 093	2 373	2 262	2 255	2 416
Production marchande de légumes	11 641	11 627	11 973	10 869	12 141	9 844	11 616	10 044	10 120	11 562
Légumes (y.c. tubercules, squashes et oignons)	9 697	10 565	10 593	9 205	9 875	9 129	9 843	8 556	9 007	9 689
Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles)	1 944	1 062	1 380	1 664	2 266	715	1 773	1 488	868	1 695
Production marchande de fruits	3 543	2 876	4 258	4 248	5 560	5 558	5 252	4 407	4 694	3 902
Production de céréales	3 994	6 084	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 664	3 335	2 597
Pêche-Aquaculture (tonne)										
Exportations de produits de la mer	2 636	2 695	2 942	3 112	2 663	2 267	2 326	2 368	2 131	1 749
dont crevettes	1 410	1 275	1 509	1 709	1 786	1 307	1 295	1 079	746	708
thons	1 059	1 182	1 173	1 182	626	656	725	947	1 095	844
holothuries	45	69	82	51	57	94	77	48	26	34
coquilles de trocas	78	100	120	153	187	198	199	277	228	144
Production de crevettes (des fermes membres du GFA)	1 815	1 703	2 210	2 339	2 278	1 843	2 036	1 830	1 156	1 539
Mines-Métallurgie										
Extraction minière (millier de tonnes humides)	5 942	6 625	7 033	6 445	6 179	7 575	6 459	6 094	8 698	8 844
Latérites	2 117	2 230	2 234	1 850	2 015	2 067	1 574	1 710	2 691	3 189
Saprolites	3 825	4 396	4 799	4 595	4 164	5 508	4 885	4 385	6 007	5 655
Production métallurgique (tonne de nickel contenu)	59 867	61 523	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031	52 132	53 940	61 397
Ferro-nickels	48 650	50 666	43 016	46 738	48 723	44 954	37 467	38 230	39 802	39 983
Mattes	11 217	10 857	12 164	12 838	13 655	14 842	13 564	13 902	13 917	13 847
NHC	///	///	///	///	///	///	///	///	222	7 568
Cours du nickel au LME (USD/Lb)	3,07	4,37	6,27	6,72	11,00	16,89	9,58	6,65	9,89	10,39
Cours du dollar (en F.CFP)	126,69	105,73	96,11	96,03	95,23	87,19	81,59	85,90	90,14	85,78
Énergie										
Production d'électricité (Gwh)	1 749	1 758	1 678	1 883	1 873	1 926	1 880	1 944	2 131	2 256
dont thermique	1 421	1 430	1 341	1 526	1 556	1 499	1 384	1 505	1 811	1 833
hydraulique	320	323	326	339	288	390	460	397	265	375
éolienne	8	5	11	18	28	37	36	42	52	46
solaire	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Construction										
Logements achevés* (nbre)	1 412	1 566	1 798	2 027	2 312	2 443	2 243	2 637	2 480	2 536
Autres constructions achevées* (nbre)	310	359	383	422	422	424	520	526	537	585
Consommation de ciment (tonne)	103 808	102 996	115 288	123 117	133 248	135 192	139 498	138 816	160 719	140 282
Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2000)	103,72	104,99	110,98	113,84	119,14	123,36	135,34	129,04	133,81	139,33
Effectifs salariés (moyenne annuelle)	5 630	5 592	6 140	6 533	7 188	7 737	8 219	8 428	8 734	9 138
Transport aérien										
Trafic international (aéroport de Tontouta)										
Passagers (nbre)	355 644	364 990	385 242	407 746	414 990	442 535	451 834	460 219	477 985	491 387
Marchandises (tonne)	5 094	5 198	5 192	5 566	5 440	5 605	6 209	5 808	6 187	6 234
Trafic intérieur (aircal-tous les aéroports)										
Passagers (nbre)	275 265	249 081	274 844	274 287	287 682	313 309	342 726	365 063	364 425	348 337
Marchandises (tonne)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 428
Transport maritime (millier de tonnes)										
Trafic international	4 701	5 114	5 584	5 210	5 260	6 028	5 173	5 420	7 255	7 273
Trafic intérieur	3 232	3 262	3 001	3 038	3 436	3 503	3 100	2 996	3 335	3 329
Tourisme										
Touristes (nbre)	103 933	101 983	99 515	100 651	100 491	103 363	103 672	99 379	98 562	111 875
Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour)	16,3	15,6	16,2	16,8	19,1	19,6	19,7	21,1	20,0	19,5
Croisiéristes (nbre)	54 925	64 273	77 115	81 215	118 898	124 467	152 250	131 231	183 245	235 684
Nuitées dans hôtels de Nouméa (nbre)	480 477	499 102	536 363	543 614	586 082	554 571	615 408	569 041	535 425	663 884
dont nuitées des non résidents	351 765	343 490	369 085	350 379	379 146	347 317	360 233	304 274	279 406	316 228
Durée moyenne de séjour à l'hôtel (jour)	4,0	4,4	4,5	4,4	3,7	2,4	2,9	2,5	2,0	1,9
Taux d'occupation des chambres (%)	57,1	59,7	59,6	61,3	61,9	60,9	62,3	58,8	57,9	61,2

* ayant reçu l'attestation COTSUEL.